

TITRE XII

DES MATIÈRES EN RAPPORT AVEC LES CODES— CIVIL,—DE PROCÉDURE CIVILE,—MUNICIPAL

CHAPITRE PREMIER

DES MATIÈRES EN RAPPORT AVEC LE CODE CIVIL.

SECTION I

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE TITRE PRÉLIMINAIRE

DE LA PROMULGATION, DE LA DISTRIBUTION, DE L'EFFET DE L'APPLICATION,
DE L'INTERPRÉTATION ET DE L'EXÉCUTION DES LOIS EN GÉNÉRAL.

(Article 17, § 15)

DE L'AFFIRMATION DES QUAKRES

7250. Les personnes communément appelées Quakres, ^{Pouvoirs de} qui résident dans la province, ne sont point tenues de prêter ^{Quakres d'affirmer au lieu de prêter serment.} serment, mais au lieu de ce serment elles font une affirmation solennelle, en la même forme et dans les mêmes termes dans lesquels il est ordonné qu'un serment soit administré, en remplaçant le mot "jure" par les mots "déclare et affirme solennellement, sincèrement et véritablement." S. R. Q., 5497.

SECTION II

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE TITRE DEUXIÈME DU LIVRE PREMIER

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

(Articles 39 à 78j)

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

§ 1.—*De la signification des termes "églises ou congrégations protestantes" dans l'article 42*

7251. Les églises ou congrégations protestantes dont il est ^{Définition} question dans l'article 42 du Code civil, embrassent toutes ^{des mots} les églises et congrégations en communion avec l'Eglise ^{"Eglise" ou}

“ congrégations protestantes.” d’Angleterre ou l’Église d’Écosse, ainsi que les différentes communautés et dénominations religieuses de la province mentionnées dans les lois spéciales qui les concernent, et les prêtres et ministres d’icelles qui peuvent valablement célébrer les mariages et obtenir et garder des registres de l’état civil, sujet aux dispositions de ces mêmes lois, en rapport avec chacune d’elles respectivement. S. R. Q., 5499.

§ 2.—*Des registres de l’état civil dans certaines parties du district de Saguenay*

7252. Dans cette partie du district de Saguenay qui s’étend à l’est de la rivière Portneuf, y compris l’île d’Anticosti et autres îles, le registre de l’état civil tenu volontairement en double par un prêtre, missionnaire ou ministre de quelque dénomination religieuse que ce soit, est sujet, et astreint la personne qui le tient, aux prescriptions des articles 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 48, 49, 50, 52 et 53 du Code civil, et aux articles 1311, 1312, 1314, 1315 et 1316 du Code de procédure civile. S. R. Q., 5500.

7253. Tout double registre, ainsi volontairement tenu, doit, à la diligence de celui qui le tient, être présenté, avant qu’il en soit fait usage, au protonotaire de la Cour supérieure, en la cité de Québec, et être par tel protonotaire numéroté et paraphé en la manière prescrite dans le Code de procédure civile. S. R. Q., 5501.

7254. Dans le cours de douze mois après l’expiration de chaque année, durant laquelle ce registre a été ainsi volontairement tenu en double, la personne qui l’a tenu ou qui en a la garde, doit laisser, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure, à Québec, un double dont le dépôt est constaté par un récépissé que tel protonotaire est tenu de fournir sans frais. S. R. Q., 5502.

SECTION III

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE SIXIÈME DU TITRE CINQUIÈME
DU LIVRE PREMIER

DES DROITS ET DES DEVOIRS DES ÉPOUX

(*Articles 173 et suivants*)

DE LA FEMME SÉPARÉE DE BIENS QUI FAIT COMMERCE

7255. La femme séparée de biens ne peut faire commerce avant d’avoir remis au protonotaire du district et au

régistrateur du comté où elle veut faire commerce une déclaration par écrit énonçant son intention et contenant ses nom, ^{une séparée de biens qui veut faire} prénoms et ceux de son mari, et la raison sous laquelle elle veut ainsi faire commerce. Cette déclaration est transcrite et entrée dans les mêmes registres que celles relatives aux sociétés mentionnées dans les articles 7437 et suivants.

A défaut de se conformer aux prescriptions du présent article, la femme séparée de biens faisant commerce est passible d'une amende de deux cents piastres, qui peut être recouvrée devant tout tribunal civil compétent par la personne ou par toute personne poursuivant en son propre nom, et moitié de l'amende appartient à la personne poursuivant ainsi, et l'autre moitié au souverain, à moins que la poursuite ne soit au nom du souverain seul, auquel cas toute l'amende lui appartient. S. R. Q., 5502a ; 60 V., c. 49, s. 13. ^{Pénalité pour défaut de production de la déclaration.}

SECTION IV

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE DEUXIÈME DU TITRE
DIXIÈME DU LIVRE PREMIER

DE L'INTERDICTION

(Articles 325 et suivants)

DE LA VENTE DE LIQUEURS ENIVRANTES A DES
IVROGNES D'HABITUDE

7256. Toute personne qui vend, donne ou procure, sciemment, des liqueurs enivrantes à une personne interdite pour cause d'ivrognerie d'habitude encourt, pour chaque contravention, une pénalité de quarante piastres, recouvrable par le curateur au profit de la famille de la personne interdite, sur poursuite sommaire, dans les trois mois de la perpétration de l'offense, devant un juge de paix du district où cette offense a été commise ; et à défaut de payer cette amende, avec les frais de poursuite, dans les délais fixés par le juge de paix, la partie contrevenante est emprisonnée dans la prison commune du district où se trouve sa résidence, pour l'espace de trois mois, à moins que cette amende et les frais et ceux de l'emprisonnement et du transport du défendeur à la prison ne soient plus tôt payés. S. R. Q., 5503. ^{Pénalité pour vente de liqueurs à des ivrognes d'habitude.}

SECTION V

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE DEUXIÈME DU TITRE
ONZIÈME DU LIVRE PREMIER

DES DROITS, DES PRIVILÈGES ET DES INCAPACITÉS DES CORPORATIONS

(Article 365)

DES PERSONNES QUI SONT TUTRICES DE DROIT

Personnes
qui sont tutri-
ces de droit.

7257. Les commissaires chargés par le lieutenant-gouverneur de la surveillance de l'Hôtel-Dieu, à Québec,—de l'Hôpital-Général des Sœurs Grises, à Montréal,—de l'Hôpital-Général, à Québec,—ou de toute institution qui reçoit des enfants trouvés dans le district des Trois-Rivières, et leurs successeurs en office, sont les tuteurs légaux des enfants trouvés des institutions à l'égard desquelles ils ont été respectivement nommés, et ils ont les pouvoirs qu'ils auraient eus, s'ils eussent été nommés tuteurs suivant le cours ordinaire de la loi. S. R. Q., 5504.

SECTION VI

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE TITRE PREMIER DU LIVRE DEUXIÈME

DES BIENS, DE LA PROPRIÉTÉ ET DE SES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS

(Article 393)

DES SEIGNEURIES

§ 1.—Des droits et devoirs féodaux

I.—ABOLITION DE CES DROITS

Commutation
de la tenure
des biens-
fonds dans
les seigneu-
ries.

7258. 1. Depuis l'avis donné dans la *Gazette du Canada* du dépôt des cadastres seigneuriaux, les biens-fonds dans les seigneuries sont possédés en franc-alleu roturier, et francs de tous cens, droits de banalité et de retrait, et autres droits et charges féodales et seigneuriales de quelque espèce que ce soit, excepté la rente constituée qui est substituée à ces droits et charges seigneuriales.

Effet de cette
commuta-
tion.

2. Tout seigneur possède depuis cette date en franc-alleu roturier son domaine et les terres non concédées de sa seigneurie, ainsi que les pouvoirs hydrauliques et biens-fonds qui lui appartiennent.

Id., quant
aux droits
féodaux, etc.

Ces propriétés et les rentes constituées qui lui sont payables par ses censitaires, ou par le seigneur du fief ou de la seigneurie dans lequel il est seigneur dominant sont possédées par lui,

quittes et nettes de tous droits ou redevances féodales à la couronne ou au seigneur dominant dont son fief ou sa seigneurie relève, sujet cependant, pour ce qui regarde le seigneur et le censitaire, aux dispositions du présent paragraphe.

3. Le seigneur comme tel n'est sujet à aucune obligation onéreuse envers ses censitaires et ne peut prétendre à aucun droit honorifique ; et nulle terre ou nul fonds n'est concédé par un seigneur pour être tenu autrement que sous la tenure en franc-alleu roturier, ou être sujets à des droits de mutation ou autres redevances féodales. S. R. Q., 5505.

7259. Le droit du seigneur, acquis en vertu de stipulations légales faites avant le 18 décembre 1854, par un contrat subséquent au contrat de concession, de prendre un terrain pour exploiter le pouvoir hydraulique adjoignant icelui et lui appartenant, sur paiement de la pleine valeur du terrain et de toutes les améliorations qui y sont faites, reste en pleine force et vigueur.

Si le seigneur n'exploite pas le pouvoir hydraulique ainsi acquis, le propriétaire d'un terrain adjoignant ce pouvoir hydraulique peut demander le droit de l'exploiter, en lui payant la pleine valeur de ce droit.

Cette valeur, si elle n'est pas convenue, est déterminée par des arbitres, dont l'un est nommé par le propriétaire du terrain, un autre par le seigneur, et le troisième par les deux autres, ou, s'ils ne peuvent s'entendre, alors par un juge de la Cour supérieure ; et la sentence rendue par deux d'entre eux est finale.

Sur paiement ou offre de paiement au seigneur de la valeur ainsi établie, le propriétaire du terrain a le droit d'exploiter ce pouvoir hydraulique de la manière mentionnée dans la demande qui en est faite et dans la sentence arbitrale. S. R. Q., 5506.

7260. Les terres non concédées dans une seigneurie dont la tenure n'a pas été commuée lors de l'avis donné du dépôt des cadastres seigneuriaux, sont possédées par le seigneur en franc-alleu roturier, et peuvent être traitées par lui en la même manière que le sont les terres possédées par d'autres personnes sous la même tenure, sauf et excepté que si la seigneurie est substituée ou possédée autrement qu'à titre absolu de propriété, le prix de ces terres forme alors le capital d'une rente constituée, lequel capital n'est payé qu'à une partie possédant la seigneurie à titre absolu de propriété ; mais toute personne dont le titre, avant la passation de l'acte seigneurial de 1854, l'a autorisée à concéder ces terres non concédées, peut les vendre pour cette rente constituée et non autrement. S. R. Q., 5507.

II.—RACHAT DES RENTES CONSTITUÉES REMPLAÇANT LES DROITS
SEIGNEURIAUX

Rentes constituées, rachetables. **7261.** Toute rente constituée, en remplacement des droits seigneuriaux, est rachetable à toujours ; mais si la seigneurie est substituée ou possédée par un tuteur, curateur ou propriétaire usufruitier, et si une opposition a été formée et est en vigueur, la rente et les arrérages seulement sont reçus, sauf l'exception dans l'article 7262 qui s'applique à tous les cas de rachat de telles rentes. S. R. Q., 5508.

Rentes s'il y a opposition, rachetables. **7262.** Toute rente constituée dans une seigneurie, au sujet de laquelle une opposition a été formée, peut, en tout temps, être rachetée, moyennant paiement au trésorier de la province du capital d'icelle avec intérêt jusqu'à la date du rachat. S. R. Q., 5509.

Mode de disposer des deniers : **7263.** La manière dont le trésorier de la province dispose de ces deniers est la suivante :

Si l'opposition est fondée sur une substitution. 1. S'ils proviennent d'une seigneurie à l'égard de laquelle il a été fait opposition parce que la seigneurie est substituée ou possédée par un curateur, un tuteur ou par toute autre personne la tenant en fidéicommis pour d'autres, et non comme propriétaire absolu, le trésorier de la province paye, le jour de chaque année où la rente devient due, si elle n'a pas été rachetée, et tant que subsiste la substitution ou le fidéicommis, à la personne qui a droit au revenu de la seigneurie, l'intérêt du capital de la rente au taux de six pour cent par année ; et il en paye le capital, à l'expiration de la substitution ou du fidéicommis, à la personne qui est désignée par le jugement du tribunal devant lequel l'opposition est faite.

Emploi du capital. Le tribunal peut, toutefois, sur la pétition du curateur, tuteur ou fidéicommissaire, en tout temps, avant l'expiration de la substitution ou du fidéicommis, ordonner que le capital ou toute partie d'icelui soit, par tel curateur, tuteur ou fidéicommissaire, appliqué et employé à l'acquisition de propriétés immobilières désignées dans le jugement.

Paiement de la somme mentionnée au jugement. Le trésorier de la province peut payer la somme mentionnée dans le jugement à la personne ou à la partie y désignée, comme étant le vendeur de ces propriétés immobilières, ou comme étant autrement autorisée à en recevoir le prix ; ces propriétés sont sujettes ensuite aux mêmes fidéicommis et substitutions que la seigneurie à l'égard de laquelle l'acquisition a été ordonnée.

Si l'opposition est fondée sur des réclamations hypothécaires. 2. S'ils proviennent d'une seigneurie à l'égard de laquelle l'opposition est faite à raison de réclamations hypothécaires sur icelle, et non à raison de ce qu'elle est substituée ou tenue en fidéicommis, le trésorier de la province agit à l'égard

de ces deniers de la même manière que par rapport aux deniers afferant au seigneur sur le fonds spécial approprié en aide aux censitaires. S. R. Q., 5510.

7264. Dans toute seigneurie dont le seigneur a le droit de recevoir le capital de la rente constituée, cette rente peut être rachetée sans le consentement du seigneur, sur paiement du capital d'icelle au seigneur ou à son agent, le jour où la rente devient annuellement due, ou pendant les sept jours suivant immédiatement ; et chaque fois que le capital de cette rente a été ainsi offert au seigneur ou à son agent, et que le capital ou un reçu pour icelui a été refusé, cette rente devient ensuite rachetable en tout temps. S. R. Q., 5511.

Délais accordés pour rachat des rentes.

7265. Les censitaires dans une seigneurie peuvent, en tout temps, racheter par un seul paiement toutes les rentes constituées restant alors dans la seigneurie ; et, dans ce cas, le prix du rachat est payé au seigneur, s'il n'y a pas d'opposition formée et en vigueur ; s'il y a une telle opposition, il est payé au trésorier de la province, et il en est disposé à tous égards comme de deniers à lui payés, en vertu de l'article 7263.

Rachat par un seul paiement.

Le prix de rachat est toujours la somme capitale dont les rentes rachetées sont égales à l'intérêt au taux de six pour cent, à moins qu'il ne soit convenu d'un autre taux entre les censitaires et le seigneur qui a droit à tel prix de rachat pour son propre usage. S. R. Q., 5512 ; 2 Ed. VII, c. 36, s. 1.

Prix du rachat.

7266. Tous ceux qui possèdent en mainmorte, les corporations, tuteurs, curateurs et administrateurs possédant des fonds tenus en roture, ou les possesseurs de fonds substitués, dont les rentes constituées peuvent être rachetées avec avantage pour ceux qu'ils représentent, peuvent effectuer le rachat de la rente constituée seigneuriale, en payant le prix du rachat à même les deniers de ceux qu'ils représentent.

Personnes qui ont droit de rachat.

Dans le rachat de ces rentes, les tuteurs, curateurs et usufruitiers, et les possesseurs de biens substitués, sont tenus d'observer les formalités prescrites par la loi pour l'aliénation des biens de ceux dont les droits sont représentés par eux.

Formalités pour l'aliénation des biens par les tuteurs, etc. ;

Ceux qui possèdent en mainmorte, et les corporations, ne sont tenus d'observer aucune autre formalité que celles qui sont prescrites par le présent paragraphe. S. R. Q., 5513.

Par les corporations.

7267. Il est loisible aux diverses communautés religieuses ou ecclésiastiques qui possèdent, dans la province, des fiefs ou seigneuries en mainmorte, de placer, de temps à autre, à volonté, sur des biens-fonds ou propriétés dans cette province, ou sur des garanties publiques ou privées en icelle, selon qu'elles le jugent plus convenable ou plus avantageux

Placement du rachat des rentes, etc.

pour leurs communautés respectives, toutes sommes de deniers qui peuvent leur revenir du rachat de toute rente constituée seigneuriale, ou à même le fonds spécial approprié en aide des censitaires. S. R. Q., 5514.

III.—RENTES CONSTITUÉES SOUS UNE TENURE LIBRE

Biens-fonds,
non chargés
de rentes
non-racheta-
bles.

7268. Les biens-fonds tenus en franc et commun soccage, ou en franc-alleu roturier, ne sont chargés d'aucune rente perpétuelle non rachetable ; toutes les fois que telle rente est ainsi stipulée, le capital peut, en tout temps, être racheté, au choix du possesseur du bien-fonds qui en est chargé, sur paiement du capital de la rente, calculé au taux légal de l'intérêt ; et toute stipulation dans un titre translatif de propriété d'un bien-fonds tendant à le charger d'un droit de mutation ou de paiement en corvées, ou tendant à imposer au possesseur du bien-fonds le devoir de transporter son grain à un moulin particulier, ou toute autre redevance, servitude ou charge féodale quelconque, est nulle et de nul effet. S. R. Q., 5515.

Capital de la
rente, non
sujet à pres-
cription.

7269. Le capital de la rente constituée n'est en aucun cas, sujet à prescription, qu'il y ait eu ou non changement du propriétaire de la terre affectée à la rente. S. R. Q., 5516.

IV.—EFFET DU DÉPÔT DES CADASTRES SEIGNEURIAUX

Cadastre est
un titre final.

7270. Le cadastre fait et déposé pour un fief ou une seigneurie est un titre final en faveur du seigneur d'icelui, pour les rentes constituées établies pour représenter les droits seigneuriaux jusqu'au rachat final de ces rentes, sans qu'en aucun cas, soit pour raison de changement dans la personne du seigneur ou du censitaire, soit pour laps de temps, ou autres causes, un titre-nouvel puisse être requis du détenteur d'un fond grevé de ces rentes. S. R. Q., 5517.

Censitaire
dont le nom
n'est pas por-
té au cadas-
tre, tenu au
paiement de
la rente.

7271. Tout censitaire dont le nom n'a pas été porté au cadastre seigneurial, tel que complété et déposé, est néanmoins tenu au paiement de la rente, au taux qui y aurait été fixé si son nom n'en eût pas été omis, et le seigneur peut en réclamer le paiement après avoir fait faire un procès-verbal d'arpentage de l'immeuble ainsi omis du cadastre. S. R. Q., 5518.

Censitaire
porté au ca-
dastre pour
moins qu'il
ne possède,
tenu au paie-

7272. Tout censitaire dont le nom a été porté au cadastre seigneurial pour une étendue de terre moins considérable que celle qu'il possède réellement est néanmoins tenu au paiement de la rente pour la totalité de l'étendue qu'il possède ; le seigneur sur procès-verbal d'arpentage constatant l'étendue

de l'immeuble en question, peut réclamer du censitaire le paiement des rentes dues sur cet immeuble au taux fixé pour la partie qui en a été portée au cadastre. S. R. Q., 5519.

7273. Le censitaire, dont le nom a été porté au cadastre pour une étendue de terre plus considérable que celle qu'il possède réellement, peut, sur procès-verbal d'arpentage constatant l'étendue véritable de l'immeuble en question, réclamer du seigneur une diminution de rente proportionnée à l'étendue ainsi constatée. S. R. Q., 5520.

7274. Les erreurs d'omission ou de commission, mentionnées dans les articles qui précèdent, peuvent être corrigées ou rectifiées de consentement et par accord entre le seigneur et le censitaire sans qu'il soit besoin de recourir à un arpentage. S. R. Q., 5521.

7275. Les cadastres seigneuriaux restent, à tous égards, en pleine force et vigueur, nonobstant tout défaut de formalités ou toutes irrégularités qui peuvent s'y trouver. S. R. Q., 5522.

V.—OPPOSITION À LA DISTRIBUTION DES DENIERS PROVENANT DU RACHAT DES DROITS SEIGNEURIAUX

7276. Tout propriétaire de seigneurie qui a, sous sa mouvance, un autre ou plusieurs fiefs,—à moins que la valeur de ses droits n'ait été entrée dans le cadastre d'icelle,—et tout créancier hypothécaire sur une seigneurie dont le cadastre a été déposé au greffe de la Cour supérieure dans le district où cette seigneurie ou partie d'icelle est située, a été tenu de former une opposition à la distribution des deniers provenant ou pouvant provenir du rachat des droits seigneuriaux dans telle seigneurie pour la conservation de ses droits, dans les six mois à compter de la date de l'avis annonçant dans la *Gazette du Canada* que le cadastre de la seigneurie a été déposé.

Toute telle opposition a dû être déposée au greffe, et a son effet à compter de la date de ce dépôt durant trente ans, à moins d'être retirée plus tôt ou rejetée par jugement du tribunal; et si toute telle opposition est renouvelée dans trente ans, l'opposant n'a droit de se faire payer que les frais d'une seule opposition.

Pendant que cette opposition est en vigueur tout censitaire qui paye le capital ou les deniers du rachat de la rente constituée au seigneur, le fait à son péril et sous peine d'être responsable envers l'opposant de toute perte qu'il a encourue par là. S. R. Q., 5523.

§ 2.—*Des seigneuries de la couronne*

I. — INTERPRÉTATION

Interprétation.

7277. Dans le présent paragraphe, le mot “fonds” comprend toute propriété immobilière de quelque nature que ce soit,—le mot “seigneurie” comprend les arrière-fiefs,—le mot “censitaire” comprend toute personne possédant un fonds dans la seigneurie,—et les mots “droits et redevances seigneuriales” comprennent toutes charges et obligations féodales et seigneuriales que ce soit. S. R. Q., 5524.

II. — COMMUTATION DANS LES SEIGNEURIES DE LA COURONNE

Droit des censitaires des seigneuries de la couronne de commuer à certaines conditions.

7278. En conformité de l'acte impérial 3 George IV, intitulé : “Acte pour régler le commerce des provinces du Bas et du Haut Canada et pour d'autres fins relatives aux dites provinces,” toute personne qui possède un fonds à titre de cens et rentes dans la censive d'une seigneurie de la couronne ou appartenant aux biens du ci-devant ordre des jésuites, et désire obtenir une décharge des droits seigneuriaux en provenant, et commuer la tenure de ce fonds en celle de franc et commun soccage, peut le faire en s'adressant à cet effet à l'agent qu'il appartient, tel que ci-dessous mentionné, pour la seigneurie dans laquelle le fonds est situé, en relatant, dans la demande qu'il doit faire par écrit, la désignation que comporte ses titres et exhibant ces mêmes titres et requérant la commutation.

Paiement du montant convenu ainsi que des redevances.

Sur paiement de la somme convenue entre l'agent et le requérant comme prix de la commutation projetée ou constatée tel que ci-dessous prescrit, et sur paiement ou garantie de paiement des droits, charges et redevances seigneuriales dus à la couronne sur le fonds ou dont ce dernier se trouve chargé au profit d'icelle, l'agent est tenu de donner, au nom de la couronne, par acte dûment passé devant notaire, selon la formule A du présent paragraphe, une décharge des droits et redevances seigneuriales dus à la couronne.

Effet de l'acte de commutation.

L'acte de commutation qui équivaut, à toutes fins quelconques, à une concession du fonds par la couronne, doit déclarer que ce fonds sera commué en vertu de telle décharge pour toujours en la tenure de franc et commun soccage à compter de la date d'icelui.

Honoraire du notaire qui fait l'acte.

Pour cet acte, le notaire a droit de la part du requérant à un honoraire de quatre piastres et pas davantage. S. R. Q., 5525.

Prix de commutation.

7279. Le prix de commutation des cens et rentes est le capital ou la somme d'argent dont ces cens et rentes seraient l'intérêt annuel, calculé au taux légal.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos, accorder aux censitaires, sur commutation de leurs terres, des soulagements égaux à ceux que les censitaires, dans d'autres seigneuries, ont obtenus en vertu de l'acte seigneurial. Soulagement accordé aux censitaires. S. R. Q., 5526.

7280. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, dans et pour chaque seigneurie qui appartient à la couronne, une personne compétente pour être agent pour les fins du présent paragraphe et lui donner telles instructions pour sa conduite dans l'accomplissement de ses devoirs, qu'il juge convenables. Nomination d'agents pour cette fin. S. R. Q., 5527.

7281. Pour les devoirs que cet agent remplit relativement à toute telle commutation, il a droit d'exiger de la personne qui demande la commutation, un honoraire de six piastres et pas davantage ; mais il ne peut agir comme l'agent de cette personne, dans aucun cas de commutation. Leurs honoraires. S. R. Q., 5528.

7282. Depuis et après l'arrangement volontaire ou le règlement du prix de commutation, et après le paiement ou l'offre de paiement fait à l'agent qu'il appartient, ou depuis et après une déclaration signifiée à l'agent par le censitaire, de son option que le prix de commutation reste chargé et grevé sur le fonds à titre de rente constituée rachetable, et après l'exécution en conformité d'icelui de la décharge par acte devant notaire, — tous les droits de cens et rentes, droits de banalité de moulin, droits de retrait, exhibitions de titres, et tous autres droits féodaux ou seigneuriaux quelconques de la couronne, sur ou touchant le fonds relativement auquel telle commutation est requise, deviennent en conséquence commués, déchargés et éteints à perpétuité ; — et tel fonds est de ce jour et à toujours, tenu et possédé en franc et commun soccage, et ne peut être concédé, rétrocédé ou tenu sur aucune tenure féodale ou seigneuriale que ce soit. Extinction des droits seigneuriaux après les formalités observées. Tenure du fonds.

Toutefois, rien de ce qui est ci-dessus prescrit ne peut libérer ou décharger le fonds, dont la tenure est ainsi commuée, des droits, privilèges, hypothèques, réserves et réclamations de la couronne, dont il est grevé pour la sûreté et le recouvrement du prix de commutation, lequel reste comme charge sur le fonds à titre de rente constituée et rachetable. Privilèges, réserves.

Pour la sûreté et le recouvrement de tel prix de commutation, la couronne possède le même recours légal et les mêmes privilèges et priorité d'hypothèque qu'elle aurait en vertu de tout droit éteint par cette commutation, ou pour la sûreté et le recouvrement de tous arrérages seigneuriaux dus avant la commutation. Recours légal de la couronne. S. R. Q., 5529.

III — ARRÉRAGES DANS LES SEIGNEURIES DE LA COURONNE

Montant des
arrérages des
lods et ventes
dans la cité
Québec, li-
mité.

7283. 1. Il ne peut être reçu ni exigé, pour arrérages de lods et ventes échus et dus à la couronne, avant l'abolition des lods et ventes dans les seigneuries de la couronne, pour chaque mutation de fonds situés dans la cité de Québec, et dont la valeur avec celle des bâtiments y érigés, égalait ou excédait la somme de deux mille piastres, plus du vingtième du prix ou de la considération payé pour chaque vente ou transport.

Montant
exigé pour
mutation en
dedans de la
cité.

2. Pour chaque mutation, avant cette abolition, de fonds situés dans les limites de cette cité, dont la valeur avec les bâtiments y érigés, est de moins de deux mille piastres, il ne peut être exigé plus de la seizième partie du prix ou de la considération payé pour chaque vente ou transport.

Montant
exigé pour
mutation en
dehors de la
cité.

3. Pour chaque mutation, avant cette abolition, de fonds situés dans une censive de la couronne, en dehors des limites de cette cité, il ne peut être exigé plus de la seizième partie du prix ou de la considération payé pour chaque vente ou transport de tels fonds.

Provisoquant
aux arrérages
échus avant
le 27 décem-
bre 1847.

4. Les arrérages des lods et ventes échus et dus à la couronne dans cette cité le ou avant le 27 décembre 1847, suivant les taux ci-dessus mentionnés, n'ont été exigibles d'aucune personne endettée à cet égard personnellement ou hypothécairement, pour une plus grande somme que cent soixante piastres ; et aucune personne, ainsi endettée, n'a été obligée de payer autrement que dans l'espace de sept années en sept paiements annuels égaux ;—excepté qu'à défaut par toute personne de faire tel paiement, après qu'il est devenu dû, tous les arrérages de lods et ventes dus à ces taux, ou tous les paiements non encore faits, sont devenus immédiatement payables à la couronne par la personne qui les doit. S. R. Q., 5530.

IV.—FONDS PROVENANT DE LA COMMUTATION DANS LES SEIGNEURIES DE LA COURONNE

Lois auxquelles les fonds de commutation sont sujets.

7284. Tout fonds dont la tenure a été commuée en vertu du présent paragraphe ou de toute autre loi, en celle de franc et commun soccage, sont sujets à la loi à l'égard des dispositions testamentaires, de l'octroi et de la vente, de la cession et de l'aliénation, du transport, de la cession et de de l'héritage des biens-fonds y situés, ainsi que du partage d'iceux entre les cohéritiers, s'il n'en est pas disposé par acte de dernière volonté et testament, ainsi que du douaire et autres droits des femmes mariées sur ces biens-fonds, de la même manière que s'ils étaient possédés en franc-alleu roturier. S. R. Q., 5532.

7285. Rien dans le présent paragraphe ne peut affecter, en aucune manière, les droits de la couronne, ni des personnes ou corporations, autres que ceux qui y sont spécialement mentionnés—l'intention n'étant pas de changer ou altérer aucune redevance, charge ou obligation quelconque, autres que celles spécifiées ci-dessus et dont le fonds ainsi communiqué, était chargé et grevé avant la commutation. S. R. Q., 5533.

Droits de Sa
Majesté, sau-
vegardés.

FORMULE

A.—(Article 7278)

Acte ou titre de commutation

PAR-DEVANT nous, notaire soussigné, de la province de Québec, résidant à _____, dans la province de Québec, fut présent _____, résidant à _____, agent dûment nommé aux fins ci-dessous mentionnées pour la seigneurie de _____

appartenant à Sa Majesté (*suivant le cas,*) lequel, à la réquisition de A. (*nom, profession et résidence*), partie aux présentes, et comparaisant aussi devant nous dit notaire, de lui (*ou leur*) accorder, conformément à l'acte ci-dessous mentionné du Parlement impérial, et du paragraphe deuxième de la section sixième du chapitre premier du titre douzième des Statuts refondus de Québec, 1909, une commutation des droits de cens et rentes et de toutes charges féodales et seigneuriales auxquels il peut être sujet pour et à raison du lot de terre dont il est propriétaire et possesseur, situé dans la seigneurie de _____, et désigné dans le titre de concession de lui, le dit A. comme suit : (*insérer la désignation du lot ou des lots*) ; le dit lot appartenant au dit A. pour l'avoir acquis de B, par acte, etc., et quitte de tous arrérages de redevances seigneuriales jusqu'à ce jour (*ou sur lequel il est dû* \$ _____, pour arrérages de cens et rentes et lods et ventes, suivant règlement de compte de ce jour), agissant par ces présentes pour et au nom de Sa Majesté, conformément à la loi comme susdit, a acquitté, libéré et déchargé, de ce jour et à toujours, le dit lot de terre de tous droits de cens et rentes, droits de banalité de moulin, de retrait et de tous droits féodaux et seigneuriaux quelconques, auxquels le dit lot est assujéti ou dont il est chargé ; en sorte que, en vertu des présentes, la tenure du dit lot de terre est de ce jour et à toujours, convertie en celle de franc et commun socage, conformément à l'acte passé par le parlement du Royaume-Uni en la troisième année du règne de feu Sa Majesté le roi George Quatre, intitulé :

“Acte pour régler le commerce des provinces du Bas et du Haut Canada et pour d'autres fins relatives aux dites provinces”, et ne sera plus jamais tenu ni possédé sous aucune autre tenure quelconque, par le dit A, ses hoirs et ayants cause.

Les dites commutation, quittance et décharge sont ainsi faites et consenties pour et moyennant la somme de

, savoir :
le capital représentant la somme de , montant
des cens et rentes dont le dit lot est chargé par et en vertu
du titre de concession, et la somme de , étant le
prix de commutation de tous droits, charges et redevances
seigneuriales afférant à Sa Majesté, laquelle dite somme de
a été payée comp-
tant, dont quittance par les présentes (ou demeure à rente
constituée rachetable à toujours), en paiements de pas moins
de ou chacun (ou payable
à la fin de ans), avec intérêt légal
sur icelle payable annuellement.

Et quant aux arrérages ci-dessus mentionnés, le dit A. s'oblige de les payer (*désigner les termes de paiement*) avec l'intérêt légal (ou sans intérêt, *suivant le cas.*)

Et pour sûreté des dits arrérages et prix de commutation dus à Sa Majesté, ses héritiers et successeurs, il est par le présent fait réserve, sans novation ou dérogation quelconque, des mêmes recours légaux, privilèges, priorité d'hypothèque que Sa Majesté, ses héritiers et successeurs auraient eus, pour tous droits de cens et rentes, et autres droits éteints par la présente commutation, et représentés par la dite somme.

Fait et passé le jour du mois de de
l'année mil neuf cent à
Les dits ayant signé avec nous dit notaire,
lecture faite.

S. R. Q., 5533, cédule.

§ 3.—*De la liste des mutations de propriétés dans les seigneuries*

Liste des
mutations.

7286. 1. Sur le dépôt d'une certaine somme de deniers par le propriétaire d'un fief ou d'une seigneurie entre les mains du registrateur de la division d'enregistrement dans les limites de laquelle se trouve le fief ou la seigneurie en tout ou en partie, il est tenu dans chaque bureau, en sus de tout autre livre, une liste exacte des mutations des propriétés qui se font dans chaque fief ou seigneurie.

2. Cette liste doit contenir la date du contrat ou autre titre ^{Contenu de} de mutation, les noms des parties, celui du notaire et une ^{la liste.} description sommaire des immeubles aliénés ou transmis.

3. Le propriétaire du fief ou de la seigneurie a accès à cette ^{Accès à cette} liste et peut en prendre ou en faire prendre des copies ou ex- ^{liste.} traits, pendant la tenue du bureau, sans payer d'honoraires.
S. R. Q., 5534.

SECTION VII

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE TITRE DEUXIÈME DU LIVRE
DEUXIÈME

DE LA PROPRIÉTÉ

*(Articles 406 et suivants)*DE L'EXPROPRIATION DES TERRAINS REQUIS POUR LE
DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DE
CERTAINS POUVOIRS HYDRAULIQUES

7287. Tout pouvoir hydraulique, formé par un lac, un ^{Certains pou-} étang, un cours d'eau ou une rivière flottable ou non, qui ^{voirs hydrau-} appartient à une personne quelconque, est déclaré être d'in- ^{liques décla-} térêt public, et celui qui en est le propriétaire peut procéder à ^{rés d'intérêt} l'expropriation des terrains adjacents, de façon à lui per- ^{public.} mettre d'en faire l'exploitation de la manière et aux condi-
tions mentionnées dans la présente section. 9 Ed. VII, c. 68,
s. 1.

7288. Sont seuls sujets à expropriation en vertu de la ^{Immeubles} présente section : ^{sujets à ex-}
^{propriation.}

1. Les immeubles ou parties d'immeubles et droits de riveraineté nécessaires à l'établissement d'usines, de manufactures et de leurs dépendances, ainsi qu'à la construction et au maintien de digues, canaux, écluses, tuyaux et biefs ;

2. Les immeubles ou parties d'immeubles nécessaires pour y établir des chemins communiquant avec la voie publique la plus avantageuse, ainsi que pour la pose des poteaux, fils, conduits et appareils servant à la transmission de la force, de la lumière et de la chaleur, sujet à l'approbation du conseil municipal de la localité quand ces poteaux, fils, conduits et appareils sont posés sur la voie publique. 9 Ed. VII, c. 68, s. 2.

7289. L'expropriation en vertu de la présente section ne ^{Expropria-} peut avoir lieu qu'au bénéfice d'un pouvoir hydraulique ^{tions pour} d'une force naturelle et moyenne d'au moins deux cents che- ^{fins indus-} vaux-vapeur et suffisamment considérable pour pourvoir à des ^{trielles.} fins industrielles, et ne doit, en aucun cas, être exercée au

préjudice d'une industrie déjà établie ou d'un aqueduc alimentant en tout ou en partie une municipalité. 9 Ed. VII, c. 68, s. 3.

Plan du terrain à exproprier, signifié au propriétaire.

7290. Dans aucun cas, il ne peut être procédé à l'expropriation d'un terrain ou de partie de terrain, sans qu'un plan, préparé par un arpenteur géomètre de cette province, indiquant le terrain à exproprier, avec une description suffisante de celui-ci, ait été signifié, par huissier, au propriétaire du dit terrain. 9 Ed. VII, c. 68, s. 4.

Approbation de l'expropriation par l'Exécutif.

7291. Il ne peut être procédé à aucune expropriation, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'ait approuvé, au préalable, l'étendue du terrain à exproprier, sur demande de l'une des parties dont avis doit être donné à l'autre. 9 Ed. VII, c. 68, s. 5.

Dispositions applicables.

7292. L'offre d'indemnité, la nomination des arbitres, les procédures en expropriation, la fixation de l'indemnité et autres formalités sont soumises aux dispositions analogues des lois de la province concernant les chemins de fer. 9 Ed. VII, c. 68, s. 6.

Prise de possession.

7293. La prise de possession ne peut se faire, par la partie qui exproprie, qu'après reddition de la sentence arbitrale et le paiement de l'indemnité. 9 Ed. VII, c. 68, s. 7.

Appel à la Cour supérieure.

7294. Il y a appel, sur le fait et sur le droit, par action à la Cour supérieure, à l'instance de chacune des parties intéressées, dans les trente jours qui suivent la signification de la sentence arbitrale à chacune d'elles, et l'appel suspend la prise de possession, à moins que le tribunal, sur requête à cet effet, n'en ordonne autrement, aux conditions qu'il juge convenables. 9 Ed. VII, c. 68, s. 8.

SECTION VIII

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU TITRE QUATRIÈME DU LIVRE DEUXIÈME

DES SERVITUDES RÉELLES

(Articles 499 et suivants)

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

§ 1.—*Du droit d'exploitation des cours d'eau par les propriétaires riverains*

Pouvoir des propriétaires d'exploiter

7295. Tout propriétaire est autorisé à utiliser et exploiter les cours d'eau qui bordent, longent ou traversent sa propriété, à y construire et établir des usines, moulins, manu-

factures et machines de toute espèce, et, pour cette fin, y faire les cours et pratiquer toutes les opérations nécessaires à leur fonction- d'eau qui nement, telles que canaux, écluses, murs, chaussées, digues et bordent leurs autres travaux semblables. S. R. Q., 5535. propriétés.

7296. 1. Les propriétaires ou fermiers de ces établisse- Leur respon-
ments restent garants de tous les dommages qui peuvent sabilité des
résulter à autrui par la trop grande élévation des écluses ou dommages.
autrement.

2. Ces dommages sont constatés à dire d'experts dont les Expertise à
parties intéressées conviennent en la manière ordinaire. cet effet.

3. A défaut par l'une ou par l'autre d'elles d'en nommer, des Défaut de
experts désignés par le préfet du comté agissent; et en cas nommer des
d'avis contraire, les deux experts nommés en choisissent un experts.
troisième.

4. Ces experts prêtent serment devant un juge de paix de Serment des
bien et dûment remplir leurs devoirs comme tels. experts.

5. En évaluant ces dommages et fixant l'indemnité, les Pouvoirs des
experts peuvent, s'il y a lieu, établir une compensation en experts.
tout ou en partie avec la plus-value qui pourrait résulter aux
propriétés du réclamant de l'établissement de ces usines,
moulins, manufactures et machines.

6. A défaut du paiement des dommages et indemnités, Effet du dé-
ainsi fixés, dans les six mois de la date du rapport d'experts, fait du paie-
avec l'intérêt légal à compter de telle date, celui qui y est ment des
condamné est tenu de démolir les travaux qu'il peut avoir dommages.
faits, ou ils le sont à ses frais et dépens, sur jugement à cet
effet, le tout sans préjudice des dommages et intérêts encourus
jusqu'alors. S. R. Q., 5536.

§ 2.—*De la protection des intérêts publics dans les rivières,
criques et cours d'eau*

1.—DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

7297. 1. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux bar- Dispositions
rages, écluses ou ponts construits sur les rivières, criques ou non applica-
cours d'eau, ni aux actes de bonne foi exécutés en faisant bles dans
tels barrages, écluses ou ponts, ni à l'obstruction causée par certains cas.
les arbres coupés et jetés pour servir de pont, à moins que
le cours de l'eau et le passage des trains de bois, ne soient
interceptés.

2. Rien dans le présent paragraphe ne doit être interprété Droits sauve-
comme portant atteinte aux droits des compagnies à fonds gardés.
social pour le flottage des bois.

3. Le mot " bois " s'entend des billots, bois de construc- Interpréta-
tion et de tous autres bois d'une nature quelconque. S. R. Q., " bois. "
2972c ; 54 V., c. 25, s. 1.

II.—DROIT DE FAIRE FLOTTER ET DESCENDRE LES BOIS, ETC., DANS LES RIVIÈRES, CRIQUES ET COURS D'EAU ET D'Y FAIRE DES TRAVAUX A CETTE FIN

Flottage et descente du bois, autorisés.

7298. Sujet aux dispositions du présent paragraphe, il est permis, lors de la crue des eaux, au printemps, en été et en automne, à toute personne, société ou compagnie, de faire flotter et descendre les bois, radeaux et embarcations, dans les rivières, lacs, étangs, criques et cours d'eau en cette province. S. R. Q., 2972*d* ; 54 V., c. 25, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 14, s. 2.

Pouvoir de construire chaussées, etc.

7299. Il est, et il a toujours été loisible, de construire, entretenir des chaussées, glissoires, jetées, estacades, écluses ou autres ouvrages nécessaires pour faciliter le flottage ou la descente des bois, radeaux et embarcations quelconques, dans ces rivières, lacs, étangs, criques et cours d'eau, d'y faire miner les roches, creuser ou enlever les bancs de sable, enlever les arbres, arbustes ou autres obstacles, sans toutefois causer de dommages à tels rivières, lacs, étangs, criques ou cours d'eau.

Expropriation dans certains cas.

S'il est indispensable pour la construction de ces améliorations de prendre et d'occuper une partie quelconque d'une propriété particulière, il doit être procédé à l'expropriation de la partie du terrain strictement nécessaire à cet effet, en suivant, pour l'estimation du terrain et des dommages résultant de ces travaux, les dispositions de la loi des chemins de fer relatives aux expropriations.

Rivières à saumon.

Dans les rivières fréquentées par le saumon, il ne peut être fait aucune des opérations prévues par le présent paragraphe que si elles sont, au préalable, autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil qui détermine comment doivent être faits les travaux et les conditions auxquelles ils peuvent être faits. S. R. Q., 2972*e* ; 54 V., c. 25, s. 1 ; 4 Ed. VII, c. 14, s. 3 ; 9 Ed. VII, c. 48, s. 1.

Pouvoir de se servir des estacades et des travaux déjà faits, sur paiement de certains péages.

7300. Lorsque quelque personne exécute des travaux de quelque nature que ce soit, nécessaires pour faciliter le flottage et la descente des bois, radeaux et embarcations, dans une rivière, une crique ou un cours d'eau, qui n'était pas navigable ou flottable avant ces travaux, ou qui en améliore l'état au point de vue du flottage, même au cas où l'amélioration se fait sur une propriété privée, cette personne n'a pas, par là même, un droit exclusif à l'usage de cette rivière, de cette crique ou de ce cours d'eau ni de ces travaux ou améliorations ; mais toute autre personne a droit de s'en servir pour le flottage et la descente des bois, radeaux et embarcations, en n'occasionnant aucun dommage inutile à ces travaux ou améliorations, ni aux bords de ces rivières, criques et cours d'eau, et en payant de plus à celui qui a fait les travaux ou les améliorations ci-dessus mentionnés, le péage fixé, sur requête du propriétaire ou de tout autre

intéressé, à cette fin, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des travaux publics et du travail, après inspection des travaux ou améliorations par un ingénieur ou par toute autre personne compétente. Le tarif est basé sur la valeur des travaux ou améliorations, sur le montant requis pour les entretenir et sur toute autre considération qui peut être trouvée juste et équitable. Base du tarif.

Avis de cette inspection doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*, ainsi que dans un ou deux journaux publiés dans le district, et, à défaut de journaux publiés dans le district, dans un ou deux journaux publiés dans le district voisin, au moins quinze jours avant qu'elle soit commencée; et il doit également être donné avis, par lettre recommandée, aux personnes intéressées qui se sont présentées devant l'ingénieur ou toute autre personne qui a fait l'inspection pour faire valoir leurs intérêts, du jour où le lieutenant-gouverneur en conseil prendra en considération la fixation des taux de péage. Avis de l'inspection des travaux, avant l'établissement du tarif.

Tous les frais encourus pour fixer ces taux de péage sont à la charge de la personne qui les demande. Frais.

Les taux ainsi fixés peuvent être amendés et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés. Modification des taux.
S. R. Q., 2972f; 54 V., c. 25, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22; 9 Ed. VII, c. 48, s. 2.

7301. La personne qui a droit aux péages pour des bois passés par ses travaux ou améliorations ou sur iceux, possède sur ces bois un privilège, qui prend rang immédiatement après celui de la couronne pour les droits qui y sont dus. Privilège pour le paiement de ces péages.
S. R. Q., 2972g; 54 V., c. 25, s. 1.

7302. La personne en faveur de laquelle existe le privilège mentionné dans l'article 7301 peut, si le péage n'est pas soldé, obtenir du tribunal compétent, une saisie conservatoire qui demeure soumise au privilège antérieur de la couronne. Saisie conservatoire.
S. R. Q., 2972h; 9 Ed. VII, c. 48, s. 3.

III. — OBSTRUCTIONS CAUSÉES AUX RIVIÈRES, CRIQUES OU COURS D'EAU

7303. Sauf la juridiction du parlement du Canada à cet égard, et les dispositions de la loi passées conformément à cette juridiction, — quiconque jette dans une rivière, une crique, un ruisseau ou cours d'eau, des dosses, écorces et autres matières et bois de rebus d'un moulin, des croûtes, racines, troncs d'arbre, broussailles, du tan et des cendres de lessive, et les y laisse séjourner et obstruer ces rivières, criques, ruisseaux ou cours d'eau, encourt une amende de pas plus de vingt piastres et de pas moins de vingt centius pour chaque jour que ces embarras y séjournent, en sus de tous les dommages en résultant. Amende pour obstruer les rivières, etc.

Proviso si
l'obstruction
est faite sans
malice.

Cependant, si l'obstruction s'est produite sans malice, de bonne foi, ou dans l'exercice d'un droit, la personne qui l'a produite n'est pas sujette à l'amende ni aux dommages, à moins qu'elle n'ait été mise en demeure de faire disparaître l'obstruction dans un délai raisonnable. S. R. Q., 2972i ; 54 V., c. 25, s. 1.

Amende pour
destruction
des chaus-
sées, etc.

7304. Quinconque détériore, endommage ou détruit des chaussées, glissoires, jettées, estacades, écluses ou autres ouvrages destinés à faciliter le flottage et la descente des bois, est passible d'une amende de deux piastres au moins ou de vingt piastres au plus, ou d'un emprisonnement de deux jours au moins, ou de dix jours au plus, à défaut de paiement, dans la prison commune du district où l'offense a été commise, en sus de tous les dommages en résultant. S. R. Q., 2972j ; 54 V., c. 25, s. 1.

Poursuite en
recouvrement
des amendes.

7305. Les poursuites en recouvrement des amendes ou pénalités imposées en vertu du présent paragraphe, ainsi que des dommages s'ils ne dépassent pas vingt-cinq piastres, peuvent être intentées devant un ou deux juges de paix ou devant le magistrat de district de l'endroit où l'offense a été commise.

Tribunal où
elles sont por-
tées.

Lorsque les dommages dépassent le montant de vingt-cinq piastres, la poursuite est intentée devant la Cour de circuit ou la Cour supérieure, suivant le montant des dits dommages, du district judiciaire où les dits dommages ont été causés. S. R. Q., 2972k ; 54 V., c. 25, s. 1.

SECTION IX

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU LIVRE TROISIÈME

DE L'ACQUISITION ET DE L'EXERCICE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ

(Articles 591 et suivants)

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

§ 1.—*De la descente et du triage des billots sur les lacs, rivières et cours d'eau*

Répartition
des billots
trouvés sans
marques.

7306. A moins que la personne qui les réclame ou détient ne fasse la preuve de son droit exclusif à la propriété ou à la possession d'iceux, tous les billots non marqués ou ceux dont les marques sont effacées, se trouvant sur les lacs, rivières ou cours d'eau, ou sur leurs rives, ou dans les estacades où s'en fait le triage, appartiennent à toutes les personnes qui ont

fait la descente ou le flottage de billots sur tel lac, rivière ou cours d'eau pendant la même saison, en proportion du nombre de billots que ces personnes ont respectivement fabriqués, mis à l'eau et descendus ou flottés. 4 Ed. VII, c. 39, s. 1.

7307. Les personnes fabriquant des billots destinés à être descendus sur un lac, une rivière ou un cours d'eau quelconque doivent, sur demande de toute personne fabriquant elle-même des billots destinés à être descendus sur le même lac, la même rivière ou le même cours d'eau, fournir à telle personne, avant le commencement de la saison de la descente, un état des billots fabriqués et qui seront descendus, attesté d'une déclaration solennelle ; et, à défaut de ce faire dans un délai raisonnable, le défaillant n'a droit de réclamer, en vertu des dispositions de l'article 7306, aucun billot non marqué ou dont la marque a été effacée. 4 Ed VII, c. 39, s. 2.

Conditions de la répartition en certains cas.

§ 2.—*Du foin croissant sur certaines grèves*

I.—PERSONNES À QUI LE FOIN EST RÉSERVÉ

7308. 1. Les propriétaires des terres bordant le côté sud du fleuve Saint-Laurent, au-dessous de la cité de Québec, ont, et ont toujours eu, à l'exclusion de tous autres le droit de couper et sécher le foin sur les grèves ou rivages, entre les marques de la haute et de la basse mer, en front de leur terres ou emplacements respectifs, et ils peuvent vendre ou aliéner ce droit en faveur de toute autre personne et comme tout autre droit immobilier à eux appartenant. S. R. Q., 5537, § 1 ; 61 V., c. 40, ss. 1, 2.

Propriété du foin de certaines grèves.

2. Le propriétaire lésé peut intenter une action en dommages contre toute personne contrevenant au présent paragraphe en coupant à son préjudice le foin qui lui est réservé par icelui. S. R. Q., 5537, § 2.

Action en dommages.

3. Dans les cas de difficultés, la possession publique et paisible, antérieure au 21 mars 1836, doit être maintenue comme bonne et valable ; et rien de contenu dans le présent paragraphe ne peut avoir l'effet de gêner le droit de pêche sur les grèves tel que reconnu et exercé avant le dit jour. S. R. Q., 5537, § 3.

Possession le 21 mars 1836, maintenue.

II.—CONTRAVENTIONS ET PÉNALITÉS

7309. Sous peine d'une amende de cinquante centins pour chaque animal laissé errant, nul ne doit laisser de gros et menu bétail entre les marques de la haute et de la basse mer, en été ou en automne, sur ces grèves ou rives du Saint-Laurent.

Défense de laisser errer bestiaux sur les grèves.

Amende. Cette amende est prélevée contre le propriétaire ou le possesseur du bétail. S. R. Q., 5538.

Si le propriétaire est inconnu. **7310.** Dans le cas où le propriétaire ou le possesseur n'est pas connu, les bestiaux ou animaux, ainsi errant à l'abandon, peuvent être détenus par quelque personne que ce soit, jusqu'à ce qu'ils soient réclamés par le propriétaire ou le possesseur, lequel est tenu de payer, à la personne qui les détient, les frais raisonnables encourus pour en avoir eu la garde. Ces frais, si le propriétaire ou le possesseur refuse de les payer, sont prélevés en la manière prescrite pour les amendes imposées par le présent paragraphe. S. R. Q., 5539.

Prélèvement des frais de détention.

Devoirs de ceux qui détiennent ces animaux. **7311.** Toute personne qui détient un animal trouvé errant, doit en donner avis public à la porte de l'église paroissiale la plus proche, un dimanche ou jour de fête d'obligation, à l'issue de l'office divin du matin ; et si l'animal n'est pas réclamé et les frais payés dans le délai de huit jours après tel avertissement, l'animal peut être vendu par ordre d'un juge de paix, et le prix en provenant, déduction faite de telles dépenses et des frais d'avertissement, reste entre les mains de tel juge de paix, pour être remis au propriétaire de l'animal, lorsqu'il est connu. S. R. Q., 5540.

Droits de Sa Majesté, sauvegardés. **7312.** Le présent paragraphe n'invalide, en aucune manière que ce soit, les droits de Sa Majesté, ni d'aucune personne, ou corporation, sur cette grève ou rive du fleuve Saint-Laurent. S. R. Q., 5541.

Grèves ne peuvent être closes. **7313.** Le présent paragraphe ne donne aux propriétaires des rivages du dit fleuve, aucun droit ou titre quelconque pour enclore ou faire des levées, au moyen de clôtures ou autrement, le long de ces grèves et rivages, ou pour empêcher, en aucune manière, les sujets de Sa Majesté de jouir de la liberté franche et entière de naviguer et de commercer sur le fleuve, ou d'interdire à aucune personne le libre accès aux rivages de ce fleuve, selon que le veut la loi. S. R. Q., 5542.

III.—RECouvreMENT DES AMENDES

Recouvrement des amendes. **7314.** Les amendes imposées par le présent paragraphe, peuvent être recouvrées, d'une manière sommaire, devant un juge de paix, sur la déposition sous serment d'un témoin digne de foi, autre que le dénonciateur, et prélevées par saisie et vente des meubles et effets du délinquant, en vertu d'un mandat sous le seing du juge de paix devant lequel la condamnation a eu lieu. Le surplus, s'il y en a, après déduction des frais de poursuite, de saisie et de vente doit être remis au délinquant. S. R. Q., 5543.

7315. Moitié de l'amende, prélevée en vertu du présent ^{Emploi des} paragraphe, appartient au dénonciateur, et l'autre moitié à ^{amendes.} Sa Majesté, pour les besoins publics de la province. S. R. Q., 5544.

§ 3.—*Des possesseurs de quais*

1.—VENTE DES OBJETS ENTRE LES MAINS DE POSSESSEURS DE QUAIS

7316. Tout possesseur de quais, garde-magasin, agent ^{Devoirs des} ou propriétaire de bateaux à vapeur, toute compagnie de ^{possesseurs} bateaux à vapeur, tout préposé aux canaux ou aux chemins ^{de quais, etc.,} de fer, tout propriétaire de diligence et toutes autres per- ^{ayant en} sonnes en possession d'objets ou articles non réclamés, ^{maines des} doivent publier, au moins une fois chaque mois, dans au ^{objets non} moins un papier-nouvelles publié en la cité de Québec, et ^{réclamés.} dans un autre publié en la cité de Montréal, une liste, avec la description de ces objets et articles, contenant leurs marques, numéros et adresses.

La liste doit contenir un avis à ceux qui veulent les ^{Avis à ceux} réclamer, de se présenter sous six mois, de la date d'icelui, ^{qui veulent} pour prouver la propriété de ces effets et les recevoir en ^{les réclamer} payant les frais de transport et les autres frais occasionnés par ^{et ce qu'il} les effets réclamés, y compris une proportion des frais d'an- ^{doit contenir.} nonce, le quaiage et l'emmagasinage.

Cet avis doit aussi contenir une intimation qu'à l'expir- ^{Ouverture} ation des six mois, les ballots, paquets et autres articles ^{des ballots,} non réclamés seront ouverts et examinés, et que, s'ils ne ^{etc.} contiennent pas d'indices des noms des propriétaires, consignataires ou d'autres personnes qui ont droit de les recevoir, ils seront, à l'expiration d'une autre période de six mois, vendus à l'encan public, et le produit de la vente, — déduction faite des frais, — mis en dépôt entre les mains du trésorier de la province.

Les fruits et autres articles périssables sont immédiate- ^{Effets périss-} ment annoncés et peuvent être vendus sous une semaine de ^{sables.} la date de l'annonce. S. R. Q., 5545.

7317. Si, à l'ouverture des ballots ou paquets, les ^{Devoirs de la} noms des propriétaires, consignataires ou autres personnes, ^{personne en} qui ont droit de les recevoir, viennent à être connus, le ^{possession de} possesseur doit leur transmettre, par la poste ou autre voie ^{ballots, à} sûre, un avis par écrit, contenant une intimation de se ^{leur ouver-} présenter pour les réclamer sous six mois, à défaut de quoi, ^{ture.} les objets seront vendus publiquement à l'encan, en la manière prescrite en l'article 7316. S. R. Q., 5546.

Vente des effets non réclamés, etc. **7318.** Immédiatement après l'expiration de douze mois à compter de la date de cet avis, la personne qui a la garde de ces effets, les fait vendre à l'encan public, et fait remettre immédiatement le produit de la vente, après en avoir déduit les frais et dépens, au trésorier de la province.

Dépôt de compte des ventes de ballots. Elle dépose en même temps, entre ses mains, un compte séparé des ventes de chaque ballot, pour rester dans le bureau du trésorier de la province, sujet par la suite à toute réclamation bien fondée à l'égard d'une partie quelconque de ce produit.

Remise du produit de la vente. Toute personne, dont les effets ou la propriété ont été vendus, et le produit d'iceux payé au trésorier de la province, reçoit le montant de tel produit des mains de ce dernier, par mandat accordé par le lieutenant-gouverneur, sur preuve suffisante de son droit. S. R. Q., 5547.

Règlement de différends à ce sujet. **7319.** S'il s'élève quelque différend entre la personne qui réclame les articles et la personne qui en a la garde, soit à l'égard de la légalité de la réclamation, soit à l'égard du montant des frais demandés pour emmagasinage, quaiage et autres frais, le différend est décidé d'une manière sommaire devant un juge de paix dans les quatre jours qui suivent la réquisition qui lui en est faite par l'une ou l'autre des parties.

Montant des frais de procédure. Les frais de la procédure ne doivent, en aucun cas, excéder en totalité la somme de deux piastres, et sont payés par la partie contre laquelle la décision est rendue, et, à défaut de paiement, ils sont prélevés par saisie et vente des meubles et effets de la partie, en vertu d'un mandat revêtu de la signature d'un juge de paix. S. R. Q., 5548.

II.—AMENDE CONTRE LES GARDIENS DE CES EFFETS

Amendes contre gardiens. **7320.** Tout gardien d'articles non réclamés, qui néglige de se conformer aux dispositions qui précèdent, encourt une amende n'excédant pas un quart de la valeur estimée des effets détenus, dont moitié appartient à Sa Majesté et l'autre moitié au dénonciateur.

Recouvrement de ces amendes. Le recouvrement de cette amende peut être poursuivi devant un juge de paix du district, sur le serment d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi autre que le dénonciateur ; et, à défaut de paiement immédiat, cette amende est prélevée, avec les frais, par saisie et vente des meubles et effets du contrevenant, en vertu d'un mandat signé par un juge de paix. S. R. Q., 5549.

SECTION X

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE TROISIÈME DU LIVRE
TROISIÈME

DES DÉLITS ET QUASI-DÉLITS

(Articles 1053 et suivants)

DES DOMMAGES A LA PERSONNE ET A LA PROPRIÉTÉ

§ 1.—*Des dommages à la personne*

I.—INDEMNITÉS

7321. Les accidents survenus par le fait du travail, ou Application
à l'occasion du travail, aux ouvriers, apprentis et employés de ce para-
occupés dans l'industrie du bâtiment, dans les usines, manu-
graphes.
factures et ateliers, et dans les chantiers de pierre, de bois ou
de charbon ; dans les entreprises de transport par terre ou par
eau, de chargement ou de déchargement, dans celles de gaz
ou d'électricité, de construction, de réparation ou d'entretien
de chemins de fer ou tramways, d'aqueducs, d'égouts, de
canaux, de digues, de quais, de docks, d'élévateurs et de
ponts ; dans les mines, minières, carrières, et, en outre, dans
toute exploitation industrielle, dans laquelle sont fabriquées
ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle
il est fait usage d'une machine mue par une force autre que
celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit
de la victime ou de ses représentants, à une indemnité réglée
conformément aux dispositions ci-après.

Le présent paragraphe ne s'applique pas à l'industrie agri- Exception.
cole ni à la navigation à voile. 9 Ed. VII, c. 66, s. 1.

7322. 1. Dans les cas prévus par l'article 7321, la victime Proportion
a droit : des indemni-
tés ;

a. Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente Incapacité
égale à cinquante pour cent de son salaire annuel, à compter absolue et
du jour de l'accident ou de celui où, soit par l'accord des permanente ;
parties, soit par le jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence ;

b. Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente Incapacité
égale à la moitié de la réduction que l'accident fait subir au partielle et
salaire ; permanente ;

c. Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité égale à la Incapacité
moitié du salaire journalier touché au moment de l'accident, temporaire.
si l'incapacité de travail a duré plus de sept jours et à partir
du huitième jour.

2. Le capital des rentes ne doit cependant, dans aucun cas, Capital des
sauf celui mentionné à l'article 7325, excéder deux mille piastres.
rentes.
tres. 9 Ed. VII, c. 66, s. 2.

Indemnité en cas de mort.

7323. Lorsque l'accident a causé la mort, l'indemnité comprend une somme égale à quatre fois le salaire moyen annuel du défunt au moment de l'accident, ne devant, dans aucun cas, sauf le cas mentionné à l'article 7325, être moindre que mille piastres ni excéder deux mille piastres.

Frais de médecins, etc.

Il est en outre payé une somme n'excédant pas vingt-cinq piastres pour les frais de médecin et de funérailles, à moins que la victime ne soit membre d'une association tenue d'y pourvoir et qui y pourvoit.

Paiement de l'indemnité.

L'indemnité est payable de la manière suivante :

a. Au conjoint survivant, non divorcé ni séparé de corps, au moment du décès, pourvu que l'accident ait eu lieu après le mariage ;

b. Aux enfants légitimes, ou aux enfants naturels reconnus avant l'accident, de manière à aider à pourvoir à leurs besoins jusqu'à l'âge de seize ans révolus ;

c. Aux ascendants dont le défunt était l'unique soutien au moment de l'accident.

Défaut d'accord.

A défaut d'accord entre les parties au sujet de la répartition de l'indemnité, elle est faite par le tribunal compétent.

Déduction, dans certains cas.

Cependant toute somme payée en vertu de l'article 7322 pour le même accident sera déduite de l'indemnité totale. 9 Ed. VII, c. 66, s. 3.

Résidence au Canada.

7324. Un ouvrier étranger ou ses représentants n'ont droit aux sommes et indemnités prévues par le présent paragraphe que si, au moment de l'accident, ils résident au Canada et continuent à y résider pendant le service de la rente. Mais s'ils ne peuvent se prévaloir du présent paragraphe, le recours de droit commun existe en leur faveur. 9 Ed. VII, c. 66, s. 4.

Faute intentionnelle de la victime. Faute du patron, etc.

7325. Aucune indemnité n'est accordée dans le cas où l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

Le tribunal peut diminuer l'indemnité si l'accident est dû à la faute inexcusable de l'ouvrier, ou l'augmenter s'il est dû à la faute inexcusable du patron. 9 Ed. VII, c. 66, s. 5.

Prise en considération du salaire annuel.

7326. Si le salaire annuel de l'ouvrier dépasse six cents piastres, il n'est pris en considération que jusqu'à concurrence de ce montant. Pour le surplus, et jusqu'à mille piastres, il ne donne droit qu'au quart des indemnités susdites.

Dans le cas d'un salaire annuel d'au delà de mille piastres le présent paragraphe ne s'applique pas. 9 Ed. VII, c. 66, s. 6.

Apprentis.

7327. Les apprentis sont assimilés aux ouvriers les moins rétribués de l'entreprise. 9 Ed. VII, c. 66, s. 7.

7328. Le salaire servant de base à la fixation des rentes Base de la fixation des rentes. s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois Employés pendant moins de 12 mois. avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé Si le travail n'est pas continu. tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année. 9 Ed. VII, c. 66, s. 8.

7329. Dès que la permanence de l'incapacité au travail Paiement de l'indemnité. est constatée, ou, en cas de mort de la victime, dans le mois de l'accord entre le chef d'entreprise et les intéressés, et, à défaut d'accord, dans le mois du jugement définitif qui le condamne, le chef d'entreprise doit payer, suivant le cas, au choix de la victime ou de ses représentants, le montant de l'indemnité à la victime ou à ses représentants, ou le capital des rentes à une compagnie d'assurance agréée à cette fin par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. 9 Ed. VII, c. 66, s. 9.

7330. Les rentes créées en vertu du présent paragraphe Paiement par trimestre. sont payables par trimestre.

Les indemnités pour les cas d'incapacité temporaire sont En cas d'incapacité temporaire. payables aux mêmes époques que les salaires des autres employés, ne devant, en aucun cas, excéder seize jours. 9 Ed. VII, c. 66, s. 10.

7331. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine Agrégation des Compagnies d'ass. assumant le service des rentes. les conditions de l'agrégation des compagnies d'assurance qui demandent, par requête, à être autorisées à assumer le service des rentes conformément au présent paragraphe; mais une compagnie qui n'a pas fait un dépôt entre les mains du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, conformément à une loi du Canada ou de la province, d'un montant estimé suffisant pour assurer l'exécution de ses obligations, ne peut être ainsi autorisée. 9 Ed. VII, c. 66, s. 11.

7332. Toutes les indemnités prévues par le présent Indemnités inaccessibles et insaisissables. paragraphe sont inaccessibles et insaisissables, mais le chef d'industrie peut retenir sur le montant de l'indemnité toute somme qui lui est due par l'ouvrier. 9 Ed. VII, c. 66, s. 12.

Retenues sur
les salaires,
prohibées.

7333. Les indemnités déterminées aux articles qui précèdent sont à la charge exclusive du chef de l'entreprise, lequel ne peut faire aucune retenue sur les salaires, de ce chef, même avec le consentement du salarié. 9 Ed. VII, c. 66, s. 13.

II.—RESPONSABILITÉ

Application
du droit com-
mun.

7334. Indépendamment de l'action résultant du présent paragraphe, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

Effet de l'in-
dennité, etc.

L'indemnité qui leur est accordée exonère à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge. Cette action contre les tiers responsables peut même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage après mise en demeure. 9 Ed. VII, c. 66, s. 14.

Chef d'entre-
prise n'est
tenu qu'aux
réparations
déterminées
par ce para-
graphe.

7335. Les dommages résultant des accidents survenant par le fait du travail ou à l'occasion du travail dans les cas prévus par le présent paragraphe, ne donnent lieu, à charge du chef d'entreprise, au profit de la victime ou de ses ayants droit, tels que définis à l'article 7323, qu'aux seules réparations déterminées par le présent paragraphe. 9 Ed. VII, c. 66, s. 15.

Montants
payés par
Cies
d'ass.

7336. Tous montants payés par une compagnie d'assurance ou une société de secours mutuels, sont imputés en déduction des sommes et rentes payables en vertu du présent paragraphe, jusqu'à due concurrence, si le patron justifie qu'il avait pris à sa charge les cotisations ou primes exigées pour cet objet. Mais l'obligation du patron continue si la compagnie ou société néglige ou devient incapable de servir l'indemnité à laquelle elle est tenue. 9 Ed. VII, c. 66, s. 16.

Ouvriers tra-
vaillant
seuls.

7337. Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne peuvent être assujettis au présent paragraphe par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs autres ouvriers. 9 Ed. VII, c. 66, s. 17.

Examen par
un médecin.

7338. La victime est tenue, si le chef d'entreprise l'exige par écrit, de subir un examen fait par un médecin pratiquant, choisi et payé par le chef d'entreprise, et, si elle refuse de se soumettre à cet examen ou s'y oppose en aucune façon, son droit à l'indemnité, ainsi que tout recours pour le mettre à effet, reste suspendu jusqu'à ce que l'examen ait lieu.

La victime, dans ce cas, a toujours le droit d'exiger que l'examen soit fait en présence d'un médecin de son choix. 9 Ed. VII, c. 66, s. 18.

7339. Toute convention contraire aux dispositions du présent paragraphe est nulle de plein droit. 9 Ed. VII, c. 66, s. 19.

Conventions dérogatoires sont nulles.

III.—GARANTIE

7340. La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais de médecin et aux frais funéraires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par un privilège sur les biens meubles et immeubles du chef d'entreprise prenant rang concurremment avec la créance mentionnée au paragraphe 9 de l'article 1994 du Code civil.

Privilège sur les biens meubles et immeubles.

Le paiement de l'indemnité pour incapacité permanente de travail, ou accident suivi de mort, est garanti, tant que l'indemnité n'a pas été payée ou que la somme requise pour constituer la rente exigible n'a pas été versée à une compagnie d'assurance ou autrement payée en vertu du présent paragraphe, par un privilège de même nature et de même rang sur les meubles et prenant rang sur les immeubles après les autres privilèges et hypothèques. 9 Ed. VII, c. 66, s. 20.

Dans le cas d'incapacité permanente.

IV.—PROCÉDURE

7341. La Cour supérieure et la Cour de circuit connaissent de toute demande et de toute contestation résultant du présent paragraphe, conformément à la juridiction qui leur est attribuée respectivement par le Code de procédure civile. 9 Ed. VII, c. 66, s. 21.

Compétence de la C. S. et de la C. de C.

7342. L'appel et la revision des jugements qui en sont susceptibles doivent être interjetés dans les quinze jours de la date de leur reddition, à peine de déchéance. Ces appels ont préséance sur les autres. 9 Ed. VII, c. 66, s. 22.

Appel et revision.

7343. Le tribunal ou le juge peut, à toute phase de la procédure, avant jugement, ou pendant l'instance en appel, accorder, sur requête, une provision à la victime ou à ses ayants cause sous forme d'allocation journalière. 9 Ed. VII, c. 66, s. 23.

Provision à la victime avant jugement, etc.

7344. Le procès par jury est aboli dans toute cause en vertu du présent paragraphe; mais les procédures sont sommaires et soumises aux dispositions du Code de procédure civile relatives à ces matières. 9 Ed. VII, c. 66, s. 24.

Abolition du procès par jury.

Prescription. **7345.** L'action en recouvrement des indemnités prévues par le présent paragraphe, se prescrit contre toutes personnes par un an. 9 Ed. VII, c. 66, s. 25.

Revision des indemnités. **7346.** Une action en revision des indemnités, fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, est ouverte pendant quatre années à dater de l'accord survenu entre les parties, ou du jugement définitif. 9 Ed. VII, c. 66, s. 26.

Autorisation préalable avant de recourir à la loi. **7347.** Avant d'avoir recours aux dispositions du présent paragraphe, l'ouvrier doit y être autorisé par un juge de la Cour supérieure, sur requête signifiée au patron. Le juge, sans enquête ni affidavit, doit accorder cette requête, mais peut auparavant employer tels moyens qu'il croit utiles pour amener une entente entre les parties. Si elles s'accordent, il peut rendre jugement conformément à cette entente, sur la requête même, et ce jugement a le même effet qu'un jugement final de la cour de juridiction compétente. 9 Ed. VII, c. 66, s. 27.

§ 2.—Des dommages à la propriété

I.—DISPOSITION DÉCLARATOIRE

Droits, etc., sauvegardés. **7348.** Le présent paragraphe n'affecte en rien les pouvoirs et devoirs des conseils municipaux, soit locaux, soit de comté, excepté en autant seulement qu'énoncé expressément dans icelui. S. R. Q., 5550.

II — VIOLATION DE PROPRIÉTÉS ET DOMMAGES QUI Y SONT CAUSÉS

Amendes pour dommages causés à la propriété. **7349.** 1. Excepté dans l'exercice de quelque devoir imposé par la loi, personne ne doit entrer ni passer sur les terrains et sur les grèves ou battures appartenant à quelque personne, corps ou corporation, sans la permission du propriétaire ou de son représentant, sous peine d'une amende de pas moins d'une ni de plus de six piastres.

Usage public des rivières navigables, etc. 2. Il est néanmoins permis de faire usage des rivières ou cours d'eau, lacs, étangs, décharges, égouts ou ruisseaux dans lesquels une ou plusieurs personnes sont intéressées ou obligées, ainsi que de leurs rives, pour le transport de toute espèce de bois, pour la conduite des bateaux, bacs et canots ; à la charge cependant de réparer aussitôt les dommages résultant de l'exercice de ce droit, ainsi que les clôtures, égouts ou fossés qui ont été endommagés.

Arrestation des contrevenants. 3. Le propriétaire, ou son représentant, ou son serviteur, peut arrêter, sans mandat, toute personne sur le fait de contravention au présent article, et l'amener ou la faire amener tout de suite devant un juge de paix. S. R. Q., 5551 ; 4 Ed. VII, c. 14, s. 4.

7350. 1. Toute personne qui, sur un terrain ou sur une grève ou batture appartenant à quelque personne, corps ou corporation, laisse une barrière ouverte, abat, coupe, brise, enlève ou endommage une clôture,—coupe ou détruit quelque haie,—coupe, écrase, abat, enlève ou endommage un arbre, un arbrisseau ou une plante,—enlève un canot, une embarcation, un bac ou un bateau, des bords d'une rivière ou autre lieu, y brûle ou enlève du bois, pendant le jour, encourt une amende de pas moins d'une ni de plus de six piastres ; si la même faute est commise pendant la nuit, l'amende est double, et dans l'un et l'autre cas la personne qui la commet peut aussi être condamnée aux dommages.

Amende pour
laisser des
barrières ou-
vertes sur les
terrains d'au-
trui, etc.

Si la faute est
commise pen-
dant la nuit.

2. Toute personne qui abat ou enlève partie d'une clôture, ou qui est trouvée sur une terre, une grève ou une batture, sur un grand chemin ou une route, ayant en sa possession partie des matériaux d'une clôture, peut être arrêtée sans mandat, soit par le propriétaire, ou quelqu'un de ses employés, ou par toute personne qui a connaissance de l'offense, et être traduite devant un juge de paix, lequel peut l'emprisonner, jusqu'à plus ample examen, pendant un temps n'excédant pas vingt-quatre heures ou l'admettre à caution, si elle en peut fournir à sa satisfaction.

Enlèvement
de clôtures.

3. La personne ainsi arrêtée peut, cependant, prendre arrangement avec le propriétaire ou le plaignant, et être déchargée après que tous les frais, dommages et amendes encourus jusqu'alors ont été payés. S. R. Q., 5552.

Arrangement
entre les par-
ties.

7351. 1. Toute personne trouvée soit dans une forêt réservée principalement pour le bois de chauffage, ou pour y faire du sucre, ou pour d'autres fins, ou sur un chemin dans le voisinage de telle forêt, ayant en sa possession quelque arbre ou partie d'arbre, qui, sur interrogatoire par la personne qui a droit de propriété dans cette forêt ou partie d'icelle, qu'elle soit divisée ou non, ou le droit d'y couper du bois, ou par quelqu'un agissant au nom de cette personne, ou par le garde de la forêt ou de partie d'icelle, refuse de rendre compte d'une manière satisfaisante du fait qu'elle est devenue en possession de cet arbre, ou partie d'arbre, peut être amenée par la personne qui l'a interrogée, devant tout juge de paix ; et si cette personne ne justifie pas devant lui la légalité de sa possession de cet arbre ou partie d'arbre, elle encourt et paye, sur conviction devant ce juge de paix, en sus de la valeur de tel arbre ou partie d'arbre ainsi trouvé, une somme n'excédant pas huit piastres.

Amende pour
possession
de bois illé-
gale.

Cette amende forme partie du fonds de bâtisses et des jurés pour le district dans lequel elle est imposée.

Emploi de
l'amende.

2. Les dispositions des articles 7358, 7359 et 7360 ne s'appliquent pas aux plaintes, poursuites et amendes mentionnées dans le présent article. S. R. Q., 5553.

Proviso.

III — NUISANCES SUR LE TERRAIN D'AUTRUI

Halage de bois de construction, etc., laissé sur certaines grèves après le 1er juin.

Procédures subséquentes.

Emploi du produit de la vente de ce bois.

7352. 1. Si du bois de construction, ou autre bois de quelque espèce que ce soit, est transporté, d'une manière ou d'une autre, sur le terrain ou sur les grèves voisines des lacs ou des rivières flottables et navigables, et y reste jusqu'au premier jour de juin, le possesseur ou l'occupant de ce terrain ou de ces grèves, peut alors le faire haler, et le faire mettre en lieu de sûreté.

2. Ce possesseur ou occupant doit alors donner avis public, conformément au Code municipal, que ce bois,—désignant l'espèce de bois et les marques qu'il porte,—a été trouvé sur son terrain ou sa grève, qu'il est en tel endroit, et que si les dépenses faites pour la publication de l'avis et pour le haler en cet endroit, ainsi que les dommages, s'il y en a, ne sont pas payés avant tel jour et avant la vente, ce bois sera vendu publiquement par l'inspecteur de voirie ou l'inspecteur agraire au plus haut enchérisseur.

3. Le produit de la vente sert à payer les dépenses et dommages qu'a occasionnés ce bois, et, s'il y a du surplus, il est remis au secrétaire-trésorier de la municipalité où le bois a été trouvé, et s'il n'existe pas de semblable municipalité, au secrétaire-trésorier de la municipalité de comté, et il forme partie des fonds de cette municipalité, si dans le courant d'une année du jour de la vente de ce bois le surplus provenant de cette vente n'est pas réclamé par le propriétaire du bois ou par son représentant. S. R. Q., 5554.

IV. — MAUVAISES HERBES

Destruction des mauvaises herbes.

Condamnation des délinquants.

Amende pour répandre des mauvaises graines.

7353. 1. Toute personne peut requérir, par un avis spécial, tout propriétaire, possesseur ou occupant de terrains ou communes non ensemencés, de couper et détruire, entre le premier juin et le premier novembre, les marguerites, chardons, endévis sauvages, chicorées, chélidoines et toutes autres mauvaises herbes ou herbes reconnues comme telles qui croissent sur ces terrains ou communes.

2. Dans le cas de refus ou de négligence, un juge de paix peut, huit jours après l'avis donné, condamner le délinquant sur plainte appuyée du serment d'un témoin digne de foi autre que le plaignant, ou sur la confession de la partie poursuivie, à une amende de quarante centins pour chaque jour de refus ou de négligence en sus des frais et des dépenses encourus pour obtenir tel jugement ; et ce jugement est rendu d'une manière sommaire.

3. Toute personne qui répand ou fait répandre des graines de mauvaises herbes au préjudice d'un autre, encourt une amende de pas moins d'une ni de plus de huit piastres.

4. Toute personne peut, après avis spécial, contraindre son Moutarde, voisin à arracher la moutarde et les marguerites, même dans un champ ensemencé, aussitôt après sa floraison sous l'amende imposée dans le paragraphe 3 du présent article. S. R. Q., 5556; 63 V., c. 36, s. 1.

7354. L'avis spécial exigé par l'article 7353 est de huit Avis. jours ; et il est donné par écrit ou de vive voix par devant deux témoins, dont le témoignage en constitue la preuve.

S'il est donné par écrit, aucune forme particulière n'est nécessaire ; il suffit qu'il énonce d'une manière intelligible l'objet qu'il doit faire connaître, qu'il soit daté et attesté devant deux témoins ou un notaire, si la personne qui le donne ne peut signer, et qu'il mentionne, s'il en a, la qualité officielle du signataire. R. S. Q., 5557.

V.—CHIENS VICIEUX

7355. 1. Un juge de paix, sur plainte à lui faite qu'un chien est vicieux ou supposé attaqué d'hydrophobie, qu'il a l'habitude de courir sur les individus, ou sur les animaux, soit libres soit attelés, hors de la propriété de son maître, peut, après avoir entendu les parties d'une manière sommaire, s'il est convaincu que la plainte est fondée, condamner avec dépens le propriétaire ou le possesseur de ce chien à le faire enfermer pendant quarante jours, ou ordonner que ce chien soit tué.

2. Si le propriétaire ou possesseur de ce chien le laisse libre, ou ne le tue pas, en contravention avec l'ordre du juge, ce propriétaire ou possesseur encourt une amende qui ne doit pas être plus d'une piastre par jour.

3. S'il est prouvé que ce chien a mordu quelque individu, hors de la propriété de son maître et qu'il est méchant, le juge de paix doit condamner le propriétaire ou le possesseur à le tuer.

4. Il est néanmoins permis de tuer un chien quand il n'est pas sur le terrain de son maître, si ce chien poursuit ou est réputé poursuivre et étrangler les moutons ; ou de porter plainte devant un juge de paix, qui doit condamner le propriétaire à tuer ce chien et à payer les frais, sur le témoignage d'une personne digne de foi, sans préjudice du droit de réclamer les dommages causés par la perte des moutons. S. R. Q., 5558.

VI.—ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIE CONTAGIEUSE

7356. Toute personne peut requérir, par avis spécial, tout propriétaire ou possesseur de moutons, ou autres animaux domestiques, atteints ou affectés de gale ou autre

Avis aux possesseurs d'animaux atteints de ma-

ladies contagieuses. maladie contagieuse d'enfermer et mettre à part tels moutons ou autres animaux.

Signification de cet avis. L'avis peut être signifié verbalement par le plaignant, à ce propriétaire ou possesseur, en parlant à une personne raisonnable de la maison bâtie sur la terre où ces animaux se trouvent, ou au domicile de la personne qui les a pris en pacage, en parlant à elle-même ou à une personne raisonnable de sa famille. S. R. Q., 5559.

Amendes pour refus de s'y conformer.

7357. Dans le cas de refus ou de négligence, un juge de paix peut, après l'avis donné, condamner le délinquant, sur plainte appuyée du serment d'un témoin digne de foi autre que le plaignant, ou sur la confession de la partie poursuivie, à une amende de cinquante centins pour chaque jour de refus ou de négligence d'enfermer ou mettre à part tout animal atteint ou affecté de gale ou d'autre maladie contagieuse, en sus des frais et des dépens encourus pour obtenir tel jugement ; ce jugement est rendu d'une manière sommaire. S. R. Q., 5560.

VII. - POURSUITES ET PÉNALITÉS

Tribunal où sont portées les poursuites.

7358. Les poursuites et procédures adoptées en vertu du présent paragraphe, s'il n'y est pas pourvu autrement, le sont soit devant la Cour de circuit de l'endroit, soit devant la Cour de magistrat de district, soit devant un ou plusieurs juges de paix résidant dans le comté où l'offense a été commise.

Prescription des actions.

Les poursuites pour amendes ou dommages doivent être commencées dans les trois mois qui suivent l'offense qui y a donné lieu. S. R. Q., 5561 ; 63 V., c. 37, s. 1.

Montant des amendes dans certains cas.

7359. Toute amende pour contravention aux dispositions du présent paragraphe, dont le montant n'est pas fixé par icelui, est de pas moins d'une ni de plus de huit piastres, et est poursuivie, recouvrée et payable de la même manière que celles expressément fixées.

Emprisonnement faute de paiement.

Toute personne condamnée à payer une amende ou des dommages et des frais, suivant le cas, et qui ne les paye pas sous quinze jours après jugement, peut être punie par un emprisonnement de pas plus de trente jours, si elle n'a pas de biens, de meubles ou d'effets, et que ce fait soit constaté à la satisfaction d'un juge de paix par le rapport de la personne chargée du mandat ou de l'ordre de saisie-exécution. S. R. Q., 5562.

Mode de recouvrement des amendes.

7360. 1. Les amendes et dommages imposés par le présent paragraphe, sont poursuivis et recouvrés sommairement par une même action contre la même personne, s'il n'y est pas pourvu autrement, sur le serment d'un témoin digne de foi autre que le dénonciateur, ou sur la confession de la personne

poursuivie, et ils sont prélevés, ainsi que les frais, par mandat ou ordre, sous le seing et le sceau d'un juge de paix, et par saisie et vente des effets mobiliers du contrevenant.

2. La moitié de l'amende appartient au dénonciateur et l'autre moitié à la municipalité dans les limites de laquelle l'offense a été commise, s'il n'y est pas pourvu autrement. Emploi des amendes.

Si, cependant, le dénonciateur ou le poursuivant est un inspecteur agraire ou de voirie, l'amende appartient à la municipalité locale où l'offense a été commise. Proviso.

3. Tout inspecteur agraire ou de voirie peut poursuivre en sa qualité d'inspecteur pour infraction ou contravention aux dispositions du présent paragraphe, à moins qu'il ne soit autrement prescrit ; il a les mêmes droits et privilèges que tout autre dénonciateur ou poursuivant pour le recouvrement de ses frais, dépenses ou autres réclamations. Privilège de l'inspecteur agraire, etc.

4. Quiconque refuse ou néglige, chaque fois qu'il en est requis, d'exercer les devoirs qui lui sont imposés par le présent paragraphe, encourt une amende d'une piastre pour chaque fois qu'il refuse ou néglige d'agir. Amende générale. S. R. Q., 5563.

7361. Si le contrevenant aux dispositions du présent paragraphe est un étranger, ou n'a aucune propriété foncière dans la paroisse ou le canton, et est sans moyen de payer l'amende, les dommages et les frais de poursuite, le juge de paix peut ordonner que le défendeur soit détenu en lieu de sûreté jusqu'à ce que le rapport du mandat de saisie ait été fait, ou qu'il donne des garanties suffisantes suivant les dispositions de la loi concernant les procédures sommaires devant des juges de paix. S. R. Q., 5564. Contrevenants étrangers, etc.

VIII.—APPELS

7362. Tout jugement rendu en vertu du présent paragraphe n'est exécutoire que quinze jours après sa date. S. R. Q., 5565 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1. Exécution des jugements.

7363. Il y a appel de tout tel jugement à la Cour de circuit du district ou à celle du comté dans lequel le jugement a été rendu par un ou par plusieurs juges de paix, pourvu, dans ce dernier cas, que l'endroit où la cour siège soit l'endroit le plus rapproché de la résidence du défendeur, où siège un tribunal. S. R. Q., 5566 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1. Appel à la Cour de circuit.

7364. L'appel est porté au moyen d'une inscription produite au greffe de la cour devant laquelle cet appel est pris, dans les quinze jours susdits. Mode de porter l'appel.

L'inscription doit contenir une désignation des parties et du juge ou des juges de paix par qui le jugement a été rendu. Contenu de l'inscription.

la date de ce jugement, la date, l'heure et l'endroit où le cautionnement ci-après mentionné sera donné, et une désignation de la caution.

Signification
de l'inscrip-
tion.

Après que la dite inscription a été produite, et dans les dits quinze jours, cette inscription doit être signifiée au poursuivant et au juge ou à l'un des juges par qui le jugement a été rendu, ou au greffier de ce juge ou de ces juges. S. R. Q., 5567 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

Cautionne-
ment donné
par l'appel-
lant.

7365. A l'époque mentionnée dans l'inscription, qui doit être dans les cinq jours après la production de l'inscription, ou dans le délai additionnel qu'un juge du tribunal d'appel peut fixer, l'appellant doit fournir, devant le greffier de ce tribunal, un cautionnement à l'effet qu'il poursuivra effectivement l'appel et satisfera au jugement, et payera les dommages et les frais si l'appel n'est pas poursuivi ou si le jugement porté en appel est confirmé. La caution doit justifier de sa solvabilité jusqu'au montant d'au moins cent piastres, et le cautionnement doit être rédigé selon la formule A. S. R. Q., 5568 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

Nullité de
l'inscription
à défaut de
cautionne-
ment.

7366. Si le cautionnement n'est pas donné dans les délais prescrits, l'intimé peut obtenir du greffier un certificat de défaut, et, sur ce, l'inscription en appel est censée abandonnée et de nul effet, sauf tout recours que peut avoir l'appellant.

Frais.

Les frais encourus sur les procédures ainsi abandonnées doivent être taxés par le greffier. S. R. Q., 5569 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

Transmis-
sion du dos-
sier.

7367. Le juge ou les juges par qui le jugement a été rendu, et son ou leur greffier doivent, entre le dixième et le quinzième jour après la signification de l'inscription comme susdit, à moins que, dans l'intervalle, le certificat mentionné dans l'article 7366 soit signifié à l'un d'eux, transmettre incontinent au greffier du tribunal auquel l'appel a été porté, le dossier de la cause avec un certificat signé par au moins l'un des dits juges ou son ou leur greffier, certifiant que les documents ainsi transmis sont tous les documents se rattachant à la cause. S. R. Q., 5570 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

Comparu-
tion.

7368. Dans les deux jours qui suivent l'expiration du quinzième jour mentionné dans l'article 7367, chaque partie doit produire une comparution au greffe de la dite Cour de circuit. S. R. Q., 5571 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

Si l'appellant
ne comparait
pas.

7369. Si l'appellant ne produit pas cette comparution dans le dit délai, l'appel est censé avoir été déserté, et la cour, sur demande de l'intimé (même si celui-ci n'a pas comparu

dans le dit délai,) le déclare, accorde les frais à l'intimé et ordonne que le dossier soit remis à l'un des juges ou au greffier par qui il a été transmis. S. R. Q., 5572 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

7370. Si l'appelant comparait dans les dits deux jours, Procédure mais si l'intimé ne comparait pas, l'appelant peut procéder *ex parte*, dans certains cas. S. R. Q., 5573 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

7371. Le tribunal peut cependant, à sa discrétion, en Comparation tout temps avant que jugement soit rendu, permettre la com- avec permis- parution de l'une ou de l'autre partie en défaut de compa- sion de la raître comme susdit, à telles conditions, quant aux frais ou cour. autrement, qu'il peut fixer lui-même. S. R. Q., 5574 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

7372. Aussitôt qu'une comparution a été produite, par Inscription, les deux parties ou par l'appelant, selon le cas, la cause peut audition, etc. être immédiatement inscrite pour preuve et audition avec les mêmes délais et avis que ceux qui sont requis pour les inscriptions en Cour de circuit, et doit être instruite, entendue et jugée sommairement. S. R. Q., 5575 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

7373. La Cour de circuit adjuge les frais sur cet appel ; Frais sur et si le jugement porté en appel est pleinement confirmé, elle l'appel, et ordonne que le dossier soit transmis au juge ou aux juges transmission de paix ou au tribunal qui ont prononcé le jugement ou la du dossier, condamnation.

La transmission est faite par le greffier de la Cour de circuit, Mode de lequel doit annexer au dossier copie du jugement du tribu- transmission. nal, ainsi qu'un certificat du montant des frais alloués sur l'appel ; et ces frais sont prélevés de la même manière que le jugement du juge ou des juges de paix, ou du tribunal inférieur, doit être exécuté. S. R. Q., 5576 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

7374. Si le jugement est modifié, ou infirmé, en tout ou Si le juge- en partie, le dossier et la procédure sur le jugement porté en- ment est mo- appel, ainsi que toute procédure sur l'appel, restent, pour- dié ou in- faire partie des archives de la Cour de circuit, par laquelle et firmé. sous l'autorité de laquelle doit s'exécuter tout ce qui a été adjugé, ordonné, confirmé, modifié ou réformé par le jugement du tribunal ; et cela par les mêmes moyens et de la même manière que le jugement porté en appel aurait pu être exécuté. S. R. Q., 5577 ; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

7375. L'exécution du jugement contre la partie condam- Recours contre née ne prive pas la partie qui a réussi de son recours contre les cau- tions.

les cautions, pour les frais d'appel, ou partie de ces frais non encore payés. Toute caution est tenue au paiement de ces frais sous peine de saisie-exécution, en la même manière et au même degré que l'est le principal. S. R. Q., 5578; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

Pas de certiorari.

7376. Aucun jugement rendu en vertu du présent paragraphe ne peut être attaqué ni infirmé par bref de *certiorari*. S. R. Q., 5579; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

FORMULE

A.—(Article 7365)

Cautionnement dans le cas d'appel

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de } DANS LA COUR DE CIRCUIT
(ou comté de .)

Attendu que dans une cause (ou matière) entre A. B., demandeur (ou plaignant), et C. D., défendeur, un jugement a été rendu le, ou vers le jour de par à, dans le district de (ou comté de), et que le dit C. D. (ou A. B.) veut appeler du dit jugement :

Qu'il soit notoire que ce jourd'hui, le jour de de l'an, est comparu devant moi, C. E., greffier de la dite Cour de circuit, à, dans le district de (ou comté de), H. P., (*qualité et résidence*), lequel, après avoir justifié sous serment de sa solvabilité, tel que requis par la loi, s'est rendu caution que le dit appelant poursuivra effectivement le dit appel et satisfera à la condamnation, et payera aussi les dommages et les frais, dans le cas ou le dit appel ne serait pas poursuivi, ou que le dit jugement serait confirmé, à défaut de quoi la dite caution s'oblige, envers tous ceux qu'il appartiendra, à payer et à acquitter ce que requis par la loi; et lecture faite, la dite caution a signé, (ou déclaré ne savoir signer).

(Signature)

Pris, reconnu et attesté sous serment devant moi, dit greffier, au dit lieu de, les jour et an ci-dessus en second lieu mentionnés.

C. E.,

Greffier de la Cour de circuit.

S. R. Q., 5579, formule A; 8 Ed. VII, c. 71, s. 1.

SECTION XI

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE PREMIER DU TITRE
QUATRIÈME DU LIVRE TROISIÈMEDES CONVENTIONS MATRIMONIALES ET DE L'EFFET DU MARIAGE SUR
LES BIENS DES ÉPOUX

(Article 1265)

DE L'ASSURANCE SUR LA VIE DES MARIS ET PARENTS

§ 1.—*Disposition déclaratoire*

7377. Rien dans la présente section ne doit être inter-Droits, etc.,
prêté de manière à restreindre ou affecter les droits qu'une sauvegardés.
personne possède autrement par la loi, d'effectuer ou de
transporter une police d'assurance pour le bénéfice d'une
femme ou des enfants ; ni ne s'applique à une police d'assu-
rance effectuée ou transportée en faveur d'une femme par
son contrat de mariage. S. R. Q., 5580.

§ 2.—*Des personnes en faveur desquelles l'assurance peut
être effectuée*

7378. Il est loisible :

1. A tout mari,
 - a. D'assurer sa vie, ou
 - b. D'appliquer toute police d'assurance sur sa vie, de laquelle police il est le porteur :

Pouvoir du mari, etc., d'assurer sa vie en faveur de sa femme et de ses enfants.

Au profit et au bénéfice de sa femme ; ou
De sa femme et de leurs enfants généralement ; ou
De sa femme et des enfants à lui, des enfants à elle et des enfants des deux généralement ; ou
De sa femme et des enfants à lui ou des enfants à elle généralement ; ou
De sa femme et d'un ou de plusieurs des enfants à lui ou à elle, ou de leurs enfants,—
 2. Et à tout père ou mère,
 - a. D'assurer sa vie, ou
 - b. D'appliquer toute police d'assurance sur sa vie de laquelle police il, ou elle, est porteur,—

Au profit et pour le bénéfice des enfants à lui ou des enfants à elle ou de l'un ou de plusieurs de leurs enfants.
- S. R. Q., 5581.

§ 3.—*Du mode d'effectuer l'assurance*

7379. L'assurance dont il est parlé dans l'article 7378 Mode d'effectuer l'assurance.
peut être effectuée pour toute la vie de l'assuré ou pour
une période définie ; et le montant de la police peut être

stipulé payable à la mort de l'assuré ou à l'expiration d'une période fixe n'étant pas de moins de dix ans, si elle y survit. S. R. Q., 5582.

Durée de l'assurance.

7380. La prime d'assurance peut être stipulée pour toute la vie de l'assuré ou pour une période fixe n'étant pas de moins de dix ans et payable annuellement, semi-annuellement, trimestriellement ou mensuellement. S. R. Q., 5583.

§ 4.—*De l'application de la police*

Déclaration d'application de la police.

7381. L'application de la police d'assurance, dont il est parlé dans l'article 7378, se fait par une déclaration écrite au dos de la police ou y annexée et s'y référant.

Dépôt de la déclaration.

Un double de la déclaration est déposé entre les mains de la compagnie qui a émis la police, et une note de ce dépôt est endossée par cette compagnie sur la police, ou sur la déclaration. S. R. Q., 5584.

Application par une femme mariée.

7382. Une assurance peut être effectuée et la police peut être appliquée, par une femme mariée, sans l'autorisation de son mari. S. R. Q., 5585.

§ 5.—*Du partage de l'assurance*

Distribution de l'assurance.

7383. Quand le mari, ou le père ou la mère effectue une assurance ou applique une police d'assurance au profit et pour le bénéfice de plus d'une personne, il ou elle peut, par la demande d'assurance ou par la déclaration d'application, en faire la distribution qu'il ou qu'elle juge convenable. S. R. Q., 5586.

Absence de distribution.

7384. En l'absence de distribution, le partage du montant de la police se fait entre les parties intéressées comme suit :

1. Si l'assurance est au profit d'une femme, et des enfants issus de son mariage avec l'assuré, une moitié va à la femme, et l'autre aux enfants qui la partagent entre eux par parts égales ;

2. Si l'assurance est au profit d'une femme et de ses enfants, une moitié va à la femme et l'autre aux enfants issus du même ou de différents mariages, lesquels la subdivisent entre eux par parts égales ;

3. Si l'assurance est au profit d'une femme et des enfants de son mari, la moitié va à la femme et l'autre aux enfants du mari, nés d'un ou de plusieurs mariages, qui la partagent entre eux par parts égales ;

4. Si l'assurance est au profit d'une femme et des enfants de son mari et des siens, la moitié appartient à la femme et l'autre aux enfants du mari et de la femme, nés de leur

mariage ou de différents mariages, lesquels en font entre eux un partage égal ;

5. Si l'assurance est au profit d'une femme et d'un ou de plusieurs enfants nommément désignés, la moitié va à la femme et l'autre à l'enfant nommé ou aux enfants nommés ensemble qui la partagent également ;

6. Si l'assurance est seulement au profit des enfants généralement, les enfants seuls du parent assuré, issus du même ou de différents mariages, la partagent également entre eux ;

7. Si l'assurance est au profit de plusieurs enfants nommés, elle est partagée entre eux par parts égales. S. R. Q., 5587.

7385. Lorsqu'un enfant désigné sous son nom ou inclus Si l'enfant d'une manière générale, meurt avant l'assuré, les descendants ^{désigné} de cet enfant prédécédé, ont droit à sa part par représentation. ^{meurt avant l'assuré.} S. R. Q., 5588.

7386. Quand l'assurance est effectuée ou l'application Cas de défaut faite, sans mention de partage, pour le bénéfice de plusieurs ^{de mention de partage.} enfants, soit conjointement avec une femme, soit pour le bénéfice des enfants seuls, et que quelqu'un de ces enfants meurt avant l'assuré sans laisser d'enfants, sa part accroît aux enfants survivants.

Quand l'assurance est effectuée ou l'application faite, sans Cas de décès mention de partage, pour le bénéfice d'une femme et d'un ou ^{de la femme} des enfants, et que la femme meurt avant son mari, sa part ^{avant son mari, etc.} accroît à cet enfant ou à ces enfants ; et si l'enfant meurt ou tous les enfants meurent avant le mari, sa part accroît ou leurs parts accroissent à la femme. S. R. Q., 5589.

§ 6.—De la révocation du bénéfice conféré

7387. Il est loisible à quiconque a ainsi favorisé une Révocation femme seule, ou une femme et un enfant ou des enfants, ou ^{des bénéfices.} un enfant et des enfants seuls, de révoquer en tout temps et de temps à autre, le bénéfice ainsi conféré, soit quant à une, soit quant à plusieurs, soit quant à toutes les personnes qui auraient ainsi bénéficié de cette faveur, et de déclarer, par la révocation, que l'assurance est seulement pour le bénéfice des personnes non exclues par la révocation, ou pour le bénéfice de ces personnes non exclues conjointement avec une ou d'autres personnes, ou entièrement pour le bénéfice d'une autre ou d'autres personnes non originairement mentionnées comme devant bénéficier.

Cette autre personne ou ces autres personnes doivent Proviso. néanmoins être du nombre de celles au profit desquelles une assurance peut être effectuée ou appliquée en vertu des présentes dispositions. S. R. Q., 5590.

Mode de faire la révocation. **7388.** La révocation peut se faire par un acte annexé à la police (et dont un double est remis à la compagnie qui a émis cette police, et une note du dépôt de ce double est endossée par la compagnie sur la police, ou sur l'acte retenu), ou par un testament dont copie authentique doit être signifiée à la compagnie après le décès de l'assuré.

Effet de défaut de dépôt. A défaut de ce dépôt ou de cette signification, la compagnie qui paye le montant de la police d'assurance aux termes et conditions de cette police ou de la déclaration, ou d'une révocation précédente, est valablement déchargée. S. R. Q., 5591.

§ 7.—*Du retour de la police*

Quand le bénéfice retourne à l'assuré. **7389.** Une police retourne à l'assuré :

1. Quand l'enfant au profit duquel elle a été effectuée ou appliquée, ou l'enfant survivant auquel elle est échue exclusivement, meurt sans enfants avant l'assuré ;

2. Quand la femme à qui l'assurance appartient exclusivement, en vertu de la police, d'une déclaration d'application, d'une révocation ou par accroissement, meurt avant son mari, avec ou sans enfants.

Le bénéfice de toute part en vertu d'une distribution retourne pareillement à l'assuré, quand l'enfant auquel elle a été attribuée meurt sans enfants avant le parent assuré, ou quand la femme à laquelle elle a été attribuée meurt avant son mari, avec ou sans enfants. S. R. Q., 5592.

Droits de l'assuré dans ce cas. **7390.** Au cas où une police d'assurance retourne en tout ou en partie à l'assuré, il peut en disposer jusqu'à concurrence de ce retour comme si l'assurance avait été originairement effectuée et qu'elle n'eût jamais cessé d'être en sa faveur. S. R. Q., 5593.

§ 8.—*De l'application et du paiement de la police*

Manière dont se fait le paiement de l'assurance. **7391.** L'assurance dans les cas mentionnés aux articles précédents peut, par la demande et par la police, par la déclaration d'application ou par un acte de révocation, être stipulée payable aux personnes qui doivent bénéficier ou à des fiduciaires nommés pour elles. S. R. Q., 5594.

Défaut de nomination de fiduciaires dans la police. **7392.** A défaut de nomination de fiduciaires dans la demande et dans la police, dans la déclaration d'application ou dans un acte de révocation, il est loisible à l'assuré, par un acte qui doit être annexé à la police—et dont un double doit être déposé entre les mains de la compagnie qui l'a émise, lequel dépôt doit être annoté par la compagnie sur l'acte retenu,—ou par un testament dont copie authentique doit être

signifiée à la compagnie après la mort du testateur, de nommer également des fiduciaires pour les personnes qui doivent bénéficier de l'assurance, ou pour quelques-unes d'elles. S. R. Q., 5595.

7393. Au cas de décès de l'assuré sans avoir nommé de fiduciaire, pour les enfants mineurs bénéficiaires ou pour d'autres bénéficiaires incapables d'exercer leurs droits, le paiement du montant de l'assurance échéant à ces enfants mineurs ou à ces autres personnes incapables, doit se faire aux exécuteurs testamentaires de l'assuré, qui deviennent les fiduciaires des bénéficiaires incapables. Paiement de la police si l'assuré meurt sans avoir nommé de fiduciaire.

Au cas où les fiduciaires ou les exécuteurs testamentaires refusent d'accepter, ou au cas où l'assuré meurt *ab intestat*, le paiement doit se faire aux tuteurs des enfants mineurs ou aux curateurs des incapables. Paiement au cas de refus d'acceptation des fiduciaires, etc.

Au cas où les fiduciaires nommés pour les bénéficiaires capables d'exercer leurs droits refusent d'accepter la fiducie, le paiement se fait aux bénéficiaires eux-mêmes. S. R. Q., 5596. Idem.

7394. Le paiement d'une assurance ainsi fait à un bénéficiaire ayant l'exercice de ses droits, à un fiduciaire, à un exécuteur testamentaire ou à un tuteur ou curateur, décharge valablement la compagnie d'assurance du montant ainsi payé. Décharge des compagnies d'assurance.

La compagnie n'est pas ensuite tenue de voir au placement de l'argent, ni n'est responsable du mauvais placement de cet argent par les fiduciaires, exécuteurs testamentaires, tuteurs ou curateurs. S. R. Q., 5597. Compagnie, non obligée de voir au placement, etc.

7395. Les fiduciaires doivent payer sans délai le montant de l'assurance, reçu par eux pour des personnes ayant l'exercice de leurs droits, à ces personnes si l'assuré n'a imposé, par la police, par la déclaration d'application ou par la révocation, aucune condition ou stipulation quant à ce paiement. S'il n'y a pas d'imposition de conditions.

Au cas d'imposition de conditions et stipulations, les fiduciaires exécutent la fiducie et l'administrent, et soumettent le paiement de l'assurance à ces conditions. S'il y a imposition de conditions.

Le montant de l'assurance reçu par tout fiduciaire, exécuteur testamentaire, tuteur ou curateur, pour des mineurs et autres incapables d'exercer leurs droits, doit être placé par eux en actions des fonds permanents ou obligations du Canada ou de la province, ou en actions des fonds permanents municipaux ou obligations municipales, ou sur premier privilège ou première hypothèque sur des propriétés foncières, avec pouvoir, cependant, pour tels fiduciaires, exécuteurs testamentaires, tuteurs ou curateurs, de varier, changer et transporter ces placements de temps à autre. S. R. Q., 5598. Placement du montant de l'assurance.

§ 9.—*De l'emploi des revenus de l'assurance*

Administra-
tion du mon-
tant de l'as-
surance.

7396. Selon que les fiduciaires, les exécuteurs testamentaires, tuteurs ou curateurs le jugent à propos, le revenu annuel provenant du placement de l'assurance peut être employé, en tout ou en partie, à l'entretien et à l'éducation des enfants mineurs, ou à l'entretien des personnes incapables pour d'autres raisons que la minorité d'exercer leurs droits.

Placement du
surplus.

Au cas de non-emploi de la totalité du revenu annuel le surplus doit être capitalisé et placé de la même manière que le montant de l'assurance. S. R. Q., 5599.

Transport des
placements.

7397. A moins de stipulations et conditions particulières, lesquelles doivent être exécutées, les placements sont transportés par les fiduciaires, les exécuteurs testamentaires, les tuteurs ou curateurs :

1. Dans le cas d'un mineur, au mineur lui-même quand il a atteint son âge de majorité ;

2. Dans le cas de personnes incapables pour d'autres raisons que la minorité d'exercer leurs droits,—lorsqu'elles acquièrent cette capacité, et à leurs héritiers lorsqu'elles meurent avant de reprendre l'exercice de leurs droits.

Avance de
l'assurance
aux mineurs
dans certains
cas.

Il est cependant loisible aux fiduciaires, exécuteurs testamentaires ou tuteurs, d'avancer, s'ils le jugent à propos, le montant de l'assurance ou de disposer des placements et d'en avancer le produit à tout enfant mineur pendant sa minorité pour son établissement, son avancement ou pour lui procurer une position avantageuse dans le monde ou le pourvoir en mariage. S. R. Q., 5600.

§ 10.—*De la police acquittée*

Incapacité de
l'assuré de
continuer le
paiement des
primes.

7398. Si une personne qui a effectué ou appliqué une assurance pour le bénéfice d'une femme, ou d'une femme et d'un enfant ou des enfants, ou d'un enfant ou des enfants seulement, devient incapable d'acquitter les primes, il est loisible à cette personne de remettre la police à la compagnie qui l'a émise et d'accepter à sa place une police acquittée, pour le montant que les primes payées pourraient représenter, et à la compagnie d'accepter la remise de la police et d'accorder telle police acquittée, payable à l'époque, de la manière et pour le bénéfice des personnes indiquées dans la police primitive ; et la part de chaque personne, lorsqu'il y en a plus d'une qui y a droit, est alors proportionnellement diminuée. S. R. Q., 5601.

§ 11.—*De l'application des profits de la police*

7399. Quiconque a effectué une police d'assurance avec Assurance profits, peut recevoir ces profits pour son propre bénéfice avec profits. ou, de temps à autre, les appliquer au paiement ou à la diminution des primes ou les faire ajouter au montant de l'assurance. La part de chaque bénéficiaire, lorsqu'il y en a plus d'un, est, dans ce dernier cas, proportionnellement augmentée.

Les profits accroissant, après l'acquittement de la police, peuvent être reçus par l'assuré pour son propre bénéfice, ou être ajoutés au montant de l'assurance ; et la part de chaque personne, lorsqu'il y en a plus d'une appelée à bénéficier de la police, est aussi augmentée proportionnellement. S. R.Q., 5602.

§ 12.—*De la dévolution de l'assurance en certains cas*

7400. Lorsqu'un mari, en communauté de biens avec sa A qui est dé- femme, a, pendant l'existence de cette communauté, assuré volue l'assu- ou assure sa vie en cas de décès au moyen d'une prime paya- rance sur la- ble périodiquement, et que cette assurance a été ou est faite en certains cas. payable à sa femme ou qu'elle a été ou est faite payable au mari ou à ses ayants droit, et que la femme est morte ou vient à mourir avant le mari, et que celui-ci survit à l'année couverte par la dernière prime payée pendant l'existence de la communauté, alors, si le mari, après la dissolution de la dite communauté, a seul continué ou continue seul à payer les primes, il est resté et reste maître et propriétaire de toute l'assurance, dont le capital, à son décès, appartient à son patrimoine et à sa succession exclusivement, sujet seulement Valeur de la réduction ac- à l'obligation de tenir compte à la dite communauté de la croît à la communauté. valeur de réduction de cette assurance au moment de sa dissolution, laquelle devra être constatée dans l'inventaire.

Lorsque, à la dissolution de la communauté, le nombre de Si le mari primes payées n'est pas suffisant pour donner à la police une continue le valeur de réduction, si le mari paye ensuite le nombre de paiement des primes voulues pour faire acquérir à la police une valeur de primes après la dissolution de la commu- réduction, alors le mari, ou sa succession, tient compte à la nauté. dite communauté seulement de la proportion représentée par les primes payées pendant la communauté. 58 V., c. 46, s. 1.

7401. Les dispositions de l'article 7400 s'appliquent aussi Application aux contrats d'assurance ou polices qui étaient en vigueur le 12 de l'article 7400. janvier 1895, si le mari vivait encore à cette date, que la femme fut déjà morte ou qu'elle vienne à mourir avant lui plus tard. 58 V., c. 46, s. 2.

Droits des créanciers, sauvegardés.

7402. Les droits des créanciers antérieurs au 12 janvier 1895 sont sauvegardés. 58 V., c. 46, s. 3.

Interprétation.

7403. Le présent paragraphe ne doit pas être interprété comme déclarant que la loi ayant le 12 janvier 1895 était différente de ce qu'elle est ici exprimée. 58 V., c. 46, s. 4.

§ 13.—*De l'emprunt sur garantie de la police*

Emprunt sur garantie de la police.

7404. Toute personne qui a effectué ou appliqué une police pour le bénéfice d'une femme ou d'une femme et d'un enfant ou des enfants, ou d'un enfant ou des enfants seulement, et qui se trouve incapable de continuer le paiement des primes, peut emprunter, de temps à autre, sur la garantie de la police, les sommes nécessaires pour la maintenir en vigueur.

Constatation de ces emprunts.

Les emprunts doivent être constatés par un document dont un double est déposé entre les mains de la compagnie qui a émis la police, et annoté par elle sur le double retenu par le prêteur.

Mode de la garantie.

Ces emprunts sont garantis par privilèges sur la police, et la compagnie retient sur l'assurance une somme suffisante pour les acquitter.

Quittance dans certains cas.

Si ces emprunts sont acquittés avant la mort de l'assuré, la quittance en doit être fournie à la compagnie. S. R. Q., 5603.

§ 14. *De l'insaisissabilité et du transfert de la police*

Insaisissabilité de la police.

7405. Les polices d'assurance effectuées ou appliquées, en vertu de la présente section, sont insaisissables pour les dettes des personnes assurées ou qui doivent en bénéficier.

Pendant qu'il est entre les mains de la compagnie, le montant de l'assurance est aussi insaisissable pour les dettes de l'assuré, ainsi que pour celles des bénéficiaires, et doit être payé en conformité de la police, de la déclaration d'application ou de toute révocation qui s'y rapportent.

Proviso.

Cette insaisissabilité ne s'applique cependant pas à une police, en tout ou en partie, qui peut être retournée et appartenir à l'assuré.

Transfert.

L'assuré et les parties avantagées peuvent de concert transférer la police. S. R. Q., 5604 ; 61 V., c. 41, s. 1.

§ 15.—*De la provenance du montant de l'assurance*

Disposition déclaratoire.

7406. Le montant de l'assurance n'est pas censé provenir de la succession, ni de la communauté de biens de l'assuré ; et la réception de ce montant par un bénéficiaire ne constitue pas une acceptation de la succession de cet assuré, ni de la

communauté de biens qui existait à son profit. S. R. Q., 5605.

§ 16.—*De la fraude envers les créanciers*

7407. S'il est prouvé que toutes les primes d'assurance, ou quelques-unes d'elles, ont été acquittées à une époque où l'assuré était devenu insolvable et en fraude de ses créanciers, ces derniers ont le droit de réclamer à même le montant de l'assurance une somme égale au montant des primes ainsi payées ; et en ce cas la part de chaque bénéficiaire, s'il y en a plus d'un, est réduite proportionnellement. S. R. Q., 5606.

SECTION XII

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE SIXIÈME DU TITRE CINQUIÈME
DU LIVRE TROISIÈME

DE LA RÉSOLUTION ET DE L'ANNULATION DU CONTRAT DE VENTE

(Articles 1545 et suivants)

DES TERRES ABANDONNÉES DANS LES SEIGNEURIES

§ 1.—*De la reprise de ces terres*

7408. Lorsque dans une seigneurie, un censitaire en possession d'une terre assujettie au paiement de droits seigneuriaux ou de rentes constituées créées à leur place, a abandonné cette terre, et qu'elle est restée dans cet état d'abandon durant l'espace de vingt ans ou plus, et que des arrérages de ces droits seigneuriaux ou rentes pour plus de dix années n'ont pas été payés, le seigneur peut reprendre telle terre et entrer en possession d'icelle. S. R. Q., 5607.

7409. Rien dans la présente section ne doit préjudicier aux droits des personnes qui ont des réclamations hypothécaires sur la terre ; et l'exercice de ces droits est sujet au paiement par telles personnes de tous les arrérages de droits seigneuriaux alors dus.

Le privilège du seigneur s'étend aux dix années de ces arrérages de droits seigneuriaux et de rentes constituées nonobstant l'article 2012 du Code civil, mais le seigneur ne peut recouvrer dix années d'arrérages que dans le cas ci-dessus seulement S. R. Q., 5608.

§ 2.—*Du mode de procéder à cet effet*

7410. La procédure à suivre pour la reprise de terres en vertu des dispositions de la présente section est sommaire et faite en la manière indiquée aux articles 7560 et suivants. S. R. Q., 5609.

SECTION XIII

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE DIXIÈME DU TITRE
CINQUIÈME DU LIVRE TROISIÈME

DE LA VENTE DES CRÉANCES ET AUTRES CHOSES INCORPORELLES

(Articles 1570 et suivants)

DES RENTES CONSTITUÉES

*Des rentes, cessions et transports volontaires des rentes
constituées remplaçant les droits seigneuriaux*

7411. Peuvent être vendues, cédées et transportées volontairement par simple acte notarié en forme authentique et fait dans la manière ordinaire, les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux payables par le trésorier de la province comme représentant les lods et ventes et autres droits casuels, ainsi que celles créées en vertu des cadastres seigneuriaux comme représentant les cens et rentes et autres droits seigneuriaux payables par les propriétaires de fonds qui en sont grevés. S. R. Q., 5610.

Mode, etc.,
de vendre les
rentes repré-
sentant les
lods et ven-
tes.

7412. 1. Les rentes constituées représentant les cens et rentes et autres droits seigneuriaux payables au seigneur ou au créancier de ces rentes par les propriétaires de fonds et les droits de tout tel seigneur ou créancier en icelles, soit à titre absolu, pour la vie, pour un nombre d'années ou pour la vie d'un autre, peuvent être vendues, cédées et transportées collectivement ou partiellement.

Vente collec-
tive.

La vente collective s'entend de la totalité des rentes pour tout un fief ou toute une seigneurie ou toute une partie de fief ou de seigneurie ; et

Vente par-
tielle.

La vente partielle s'entend d'une ou d'un plus grand nombre de ces rentes.

Description
des terres
dans la vente
collective.

2. Dans le cas de vente collective, il n'est pas nécessaire d'énumérer ou de décrire les lots de terre particuliers grevés de ces rentes, mais il suffit de décrire, dans l'acte de vente, en termes généraux, par son nom originaire, ou par le nom qui lui est donné au cadastre, et par ses délimitations générales, le fief ou la seigneurie ou la partie du fief ou de la seigneurie renfermant les fonds sur lesquels sont créées ces rentes.

Description
des terres
dans la vente
partielle.

3. Dans le cas de vente partielle, il suffit de décrire dans l'acte de vente, les rentes vendues comme étant les rentes constituées créées sur les lots de terre ou fonds portant le numéro (*suivant le cas*), ou comme étant les rentes constituées créées sur les lots de terre ou fonds portant les numéros

suivants dans le cadastre, (*dont il s'agit*), c'est à savoir, sur les lots compris depuis le numéro (*selon le cas*), jusqu'au numéro (*selon le cas*), inclusivement, citant le numéro de référence du cadastre seulement, ou, avec ce numéro, le numéro du terrier ou de la concession spécifiée au cadastre. S. R. Q., 5611.

7413. 1. La signification des ventes, cessions ou transports de rentes constituées payables par le trésorier de la province doit se faire à l'officier du trésor chargé du paiement de ces rentes ou de leur capital, ou à toute personne agissant pour cet officier, par le ministère d'un notaire d'après le mode usité pour la signification des ventes, cessions et transports en général.

2. La signification des ventes, cessions ou transports de rentes constituées représentant les cens et rentes et autres droits seigneuriaux de tout ou partie d'un fief ou d'une seigneurie, peut être faite aux débiteurs de ces rentes et aux propriétaires des fonds grevés d'icelles, par la lecture de la vente, de la cession ou du transport, faite par un notaire à la porte de l'église de la paroisse dans l'étendue de laquelle sont situés les fonds grevés de ces rentes, pendant deux dimanches consécutifs, à l'issue du service divin du matin.

3. Le notaire doit dresser acte de la signification et en garder minute, et ce nonobstant les dispositions du Code civil à ce contraires, et notamment les articles 1571, 1572 et 2127. S. R. Q., 5612.

7414. L'acte de signification doit être enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où sont situés les fonds grevés de ces rentes. S. R. Q., 5613.

SECTION XIV

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE TROISIÈME DU TITRE SEPTIÈME DU LIVRE TROISIÈME

DU LOUAGE D'OUVRAGE

(Articles 1666 et suivants)

§ 1.—Des maîtres et serviteurs

1.—DEVOIRS DES MAÎTRES ET SERVITEURS

7415. La présente section s'applique à toutes les parties de la province, excepté aux cités de Québec et de Montréal (sauf dans les cas ci-après expressément prévus), et à toutes les autres cités constituées en corporation ainsi qu'aux

villes et villages qui ont passé ou qui pourront passer ci-après des règlements régissant les relations entre les maîtres et serviteurs. S. R. Q., 5614.

7416. Tout domestique, serviteur, compagnon ou journalier, engagé à la semaine, au mois ou à l'année, et non à la pièce ou à l'entreprise, ou pour une période fixe, qui a l'intention d'abandonner le service pour lequel il est engagé à l'expiration de son engagement, doit donner au moins une semaine d'avis de cette intention lorsque son engagement est à la semaine, ou deux semaines si son engagement est au mois, et un mois lorsque l'engagement est à l'année ; et si cette personne abandonne le service sans donner cet avis elle est considérée comme ayant déserté le service et punie en conséquence. S. R. Q., 5615.

7417. Le maître et la maîtresse ou le bourgeois doit donner un pareil avis à tout serviteur, compagnon ou journalier, engagé à la semaine, au mois ou à l'année, dont les services ne sont pas requis ; mais tout domestique, serviteur, compagnon ou journalier, ainsi engagé peut être congédié à l'expiration de son engagement ou avant, sans avis, en lui payant le plein montant des gages auquel il aurait eu droit à l'expiration de son engagement et si l'avis requis lui avait été donné. S. R. Q., 5616.

II. PÉNALITÉS

7418. Tout apprenti, serviteur, compagnon ou journalier qui s'oblige par brevet, contrat ou engagement par écrit, ou verbalement en présence d'un ou de plusieurs témoins, à servir pour un mois ou autre terme plus ou moins long, et —

Qui refuse ou néglige d'entrer au service de son maître, au temps convenu, ou

Qui se rend coupable d'inconduite, de désobéissance, de paresse ou de désertion, ou

Qui, de jour ou de nuit, et sans permission, laisse le service ou s'absente de la maison ou résidence de son maître, ou

Qui refuse ou néglige de remplir ses justes devoirs, ou d'obéir aux ordres légitimes qui lui sont donnés par son maître, ou sa maîtresse, ou

Qui dissipe les biens ou effets de son maître ou de sa maîtresse, ou

Qui compromet, par quelque acte illicite, les intérêts de son maître ou de sa maîtresse, —

est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres. S. R. Q., 5617.

Punition des
serviteurs,
etc., qui ne
font pas leurs
devoirs.

7419. Tout domestique, serviteur, compagnon ou journalier, engagé au mois ou pour plus longtemps ou à la pièce ou à l'entreprise, qui déserte ou abandonne le service ou l'entreprise avant l'expiration du terme convenu, est passible, pour chaque offense de cette nature, de la même pénalité que celle prévue dans l'article 7418. Punition des serviteurs, etc., qui désertent le service. S. R. Q., 5618.

7420. Dans le cas de contravention aux articles précédents, de la part d'un serviteur ou journalier, engagé pour travailler ou servir dans les bois et forêts de cette province, pour la manufacture des billots de sciage, du bois carré ou autre bois de commerce, ou du bois de chauffage de toute description, le contrevenant peut être poursuivi et condamné devant tout juge de paix du district où il a contracté son engagement, ou dans celui où il a été arrêté, nonobstant que le territoire où la contravention a été commise puisse se trouver en dehors de ce district. Poursuite contre serviteurs, etc., employés dans les forêts. S. R. Q., 5619.

7421. Quiconque, sciemment, héberge ou cache un apprenti ou serviteur, engagé par acte ou engagement par écrit, ou verbalement en présence de témoins, qui a déserté le service de son maître ou de sa maîtresse, ou Punition de ceux qui cachent les déserteurs.

Incite ou engage ou induit un apprenti ou serviteur à abandonner ce service, ou

Garde ce serviteur à son service, après avoir été informé du fait,—

est passible, pour telle offense, de l'amende décrétée dans l'article 7418. S. R. Q., 5620.

7422. Le maître ou la maîtresse qui congédie son serviteur sans lui payer les gages comme dit en l'article 7417, encourt l'amende décrétée par l'article 7418. Punition du maître qui congédie sans payer gages. S. R. Q., 5621.

7423. 1. Le maître, la maîtresse ou le bourgeois, contre lequel il existe une juste cause de plainte, de la part de son apprenti, domestique, serviteur, compagnon ou journalier, obligé ou engagé comme susdit, pour mauvais traitement, manque d'aliments ou de nourriture saine en quantité suffisante, ou pour cruauté ou mauvais traitement d'aucune sorte, est, sur condamnation pour chaque offense, passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres. Punition des maîtres pour mauvais traitements, etc., des serviteurs. S. R. Q., 5622, § 1.

2. Dans les cités de Québec et de Montréal, et dans les cités, villes et villages qui ont passé ou qui pourront passer de tels règlements, la peine encourue par le maître ou par un apprenti, domestique, serviteur, compagnon ou journalier, pour quelque infraction aux lois et aux règlements régissant les relations entre les maîtres et serviteurs, est une amende Punition des maîtres et serviteurs pour certaines infractions.

n'excédant pas vingt piastres, nonobstant toute loi particulière ou tous règlements à ce contraires, et, à défaut de paiement, un emprisonnement n'excédant pas trente jours. S. R. Q., 5622, § 2 ; 57 V., c. 40, s. 1.

Application
de certaines
dispositions.

7424. Les dispositions du paragraphe premier de la présente section s'appliquent aux artistes lyriques et dramatiques, dans la cité de Montréal, engagés à la journée, à la semaine, au mois ou à la saison. S. R. Q., 5622a; 3 Ed. VII, c. 46, s. 1.

III.—POURSUITES

Instruction
des plaintes
pour contra-
ventions à
cette sec-
tion

7425. Toute plainte pour contravention à l'une des dispositions de la présente section, peut être instruite et décidée devant tout juge de paix résidant dans le district où la contravention a eu lieu, lequel peut, par mandat ou bref de sommation, requérir le contrevenant de comparaître devant lui ; si le contrevenant est amené devant lui en vertu d'un mandat, ou, sur preuve de la signification du bref de sommation, s'il a été assigné, ce juge de paix peut, en l'absence ou en présence du contrevenant prononcer sur la plainte d'une manière sommaire, sur le serment d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi assermentés devant lui,—et condamner ce contrevenant, s'il le trouve coupable, à l'amende imposée pour cette offense ; et, à défaut de paiement de l'amende avec les frais de la poursuite avec ou sans délai, à l'emprisonnement dans la prison commune du district, durant une période n'excédant pas deux mois, à moins que cette amende et les frais de la poursuite, ainsi que les frais d'arrestation et de transport du contrevenant à la prison, ne soient plus tôt payés.

Plaidoyer
dans telles
actions pour
gages.

Sur action par un serviteur pour gages, le défendeur peut plaider les faits de désertion, d'inconduite et de désobéissance et autres ci-dessus mentionnés, et, sur preuve de ces faits et des dommages encourus en conséquence par le défendeur, il peut être déclaré que le demandeur a perdu tout recours à ses gages, en tout ou en partie, à la discrétion du tribunal, suivant les circonstances. S. R. Q., 5623.

Annulation
du contrat
d'engage-
ment des ser-
viteurs dans
certains cas.

7426. Sur plainte portée par un maître ou une maîtresse ou un bourgeois contre son apprenti, serviteur ou compagnon ou par un apprenti, serviteur ou compagnon contre son maître, sa maîtresse ou son bourgeois, à raison de continuation de mauvaise conduite ou de mauvais traitement, et de violation répétée des devoirs ordinaires et reconnus que les parties se doivent réciproquement, ou à raison de ce qu'un apprenti, serviteur ou compagnon est incapable de remplir les services pour lesquels il s'est engagé, deux juges de paix

résidant dans le district où le maître ou la maîtresse réside, peuvent, à une session spéciale, sur preuve légale du fait, annuler cet engagement ou ce contrat, écrit ou verbal, en vertu duquel le maître, la maîtresse ou le bourgeois et l'apprenti, serviteur ou compagnon, étaient liés l'un envers l'autre. S. R. Q., 5624.

7427. Toutes les amendes imposées par la présente section, lorsqu'elles sont payées, doivent être remises au shérif du district dans lequel l'offense a été commise, pour former partie du fonds de bâtisses et des jurés. Paiement et emploi des amendes. S. R. Q., 5625.

7428. La poursuite de toute offense en contravention avec les dispositions de la présente section doit être commencée dans les trois mois après que l'offense a été commise et non après. Prescription des actions. S. R. Q., 5626.

§ 2.—*Des voyageurs*

I.—ENGAGEMENT DES VOYAGEURS

7429. 1. Quiconque s'engage comme guide, conducteur, canotier, batchier, hivernant, ou en toute autre qualité ou capacité, pour faire un voyage d'aller ou de retour dans la province d'Ontario, dans les pays sauvages, ou pour y hiverner ou y rester pendant un temps quelconque—sauf comme il est ci-dessous excepté, — doit faire un marché à cet effet avec la personne à laquelle il s'engage ou avec son agent. Marchés fait par les voyageurs.

2. Tel marché n'est valide qu'à condition qu'il soit fait par écrit et exécuté par-devant notaire, ou, à défaut de notaire, devant au moins deux témoins dignes de foi sachant lire et écrire et qui le signent; et ce marché, outre les autres particularités dont les parties peuvent convenir doit spécifier la qualité ou capacité en laquelle cette personne s'est engagée, les gages qu'elle doit recevoir pour ses services, le temps et le lieu où ils sont payables, et le voyage ou le service qu'elle doit faire. Condition de validité de ces marchés.

3. Nul conducteur de bateaux ou batchier n'est tenu, à moins que les parties ne le jugent nécessaire, de faire d'autre marché qu'un marché verbal, pour un voyage, dans la province de Québec ou dans la province d'Ontario, à moins que ce voyage, si c'est dans l'Ontario, ne s'étende au delà de la baie de Quinté. Ce qui suffit dans certaines limites. S. R. Q., 5627.

7430. Si une personne ainsi engagée, en vertu d'un marché par écrit, refuse ou néglige de se rendre au lieu convenu pour entreprendre le voyage ou le service auquel elle s'est obligée, après en avoir été dûment avertie,—ou, se rendant à tel lieu, refuse ou néglige de faire le voyage ou le service pour lequel elle s'est engagée, — sur plainte et preuve de ce Refus du voyageur d'entreprendre le voyage.

refus, ou de cette négligence, sous le serment de la personne ou de l'agent à qui le contrevenant s'est engagé, et sur production de ce marché ou d'une copie authentique d'icelui, devant un juge de paix,—ce juge doit lancer son mandat, adressé à un constable ou autre officier de paix, pour faire arrêter et conduire le contrevenant devant lui, ou devant tout autre juge de paix du district.

Peine qu'il
encourt sur
refus de par-
tir sur l'ordre
du juge de
paix.

Si le contrevenant, sur l'ordre qui peut en être décerné par le juge de paix, ne part pas aussitôt pour le voyage ou pour commencer le service auquel il s'est obligé, ou si le canot ou bateau dans lequel cette personne devait être placée est parti, — à moins qu'elle n'ait été empêchée d'être présente ou de partir par maladie, ou autres cas d'empêchement, prouvés devant ce juge de paix, par le certificat d'un chirurgien licencié ou celui d'un curé, ou par le serment prêté devant tel juge de paix d'au moins un témoin digne de foi, cette personne doit être envoyée par le juge de paix à la prison commune du district pour y être détenue pendant l'espace de quinze jours, à moins que l'individu auquel le contrevenant est engagé, ou son agent, ne demande, avant ce temps, son élargissement, auquel cas tel ou tout autre juge de paix du district à qui la demande est faite, peut faire élargir le contrevenant, par un ordre sous son seing et son sceau adressé au geôlier ; mais cet élargissement ne décharge pas le contrevenant d'aucune demande contre lui pour des avances, soit en argent ou autrement, faites sur la foi du marché par lui consenti. S. R. Q., 5628.

II. — DÉsertion DES VOYAGEURS

Désertion
sans causes
légitimes.

7431. 1. Si, après avoir entrepris le voyage ou le service auquel elle s'est obligée, une personne engagée comme il est dit plus haut, par marché écrit ou verbal, s'absente ou déserte ensuite sans cause légale ce voyage ou ce service, alors, sur plainte à cet effet faite sous serment par l'individu auquel elle est engagée ou par son agent, ou par la personne qui avait la surveillance de ce contrevenant, ou par tout autre individu qui peut avoir connaissance du fait, et sur production du marché fait pour ce voyage, ou d'une copie authentique d'icelui, devant tel juge de paix, ce dernier lance son mandat, adressé à un constable ou autre officier de paix du district, pour faire arrêter et conduire le contrevenant devant lui ou tout autre juge de paix du district.

Peines encon-
trées pour
désertion.

2. Tel juge de paix, assisté de quelque autre juge de paix, ou deux juges de paix du district, doivent s'enquérir de la cause pour laquelle le contrevenant s'est ainsi absenté, ou a ainsi déserté ; et, s'il n'existe aucune justification légale de cette absence ou désertion prouvée à la satisfaction de ces juges de paix, ceux-ci doivent envoyer, par un mandat sous leurs

seings et sceaux, le contrevenant à la prison commune du district pour y rester, sans cautionnement, durant l'espace de pas moins d'un mois ni de plus de trois mois.

3. Nul contrevenant ainsi envoyé en prison, n'est sujet à une action ou poursuite pour les dommages pécuniaires causés par cette absence ou cette désertion du voyage ou du service qu'il était convenu de faire, excepté seulement pour le montant des avances en deniers ou marchandises, faites à ce contrevenant sur la foi de l'engagement par lui passé. S. R. Q., 5629.

Contrevenant non sujet à poursuite pour dommages pécuniaires.

§ 3.—De l'engagement des pêcheurs et du recouvrement de leurs gages

I.—AMENDES POUR DÉsertION, ETC.

7432. Toute personne engagée par convention écrite pour faire la pêche, à quelques conditions que ce soit, ou pour aider à la pêche, ou à la préparation du poisson, qui refuse de remplir son engagement, ou laisse le service de son maître avant le terme de son engagement, devient sujette à une amende n'excédant pas quarante piastres, en sus des dépens, ou à un emprisonnement de pas plus de trois mois. S. R. Q., 5630.

Amende pour désertion du service.

7433. Celui qui engage ou essaye d'engager une personne déjà engagée comme susdit, pour faire la pêche de quelque manière que ce soit, ou pour aider à la pêche ou à la préparation du poisson, est passible d'une amende de pas plus de vingt piastres en sus des dépens, ou d'un emprisonnement de pas plus d'un mois.

Amende pour embauchage.

Le propriétaire ou le maître d'un bâtiment qui prend à son bord, soit comme matelot, soit comme passager, quelque personne ainsi engagée pour la pêche, ou pour la préparation du poisson, à moins qu'elle n'ait un certificat de libération de celui qui l'a employée, est passible d'une amende de pas plus de vingt piastres, en sus des dépens, ou d'un emprisonnement de pas plus d'un mois. S. R. Q., 5631.

Amende contre maîtres de bâtiment prenant comme matelots telles personnes.

II.—PRIVILÈGE DES PÊCHEURS

7434. Toute personne engagée pour la pêche ou pour aider à la pêche ou à la préparation du poisson, soit par convention écrite ou autrement, a, pour assurer ses gages ou son salaire, ou sa part des produits de la pêche, préférentiellement à tout autre créancier, le premier privilège sur le produit de la pêche de son maître, et peut recouvrer la somme, ou la part à lui due, devant le tribunal compétent le plus voisin. S. R. Q., 5632.

Droit sur la pêche, et privilège.

Engins de
pêche, non
saisissables.

7435. Sauf pour le recouvrement des amendes imposées par la présente section, on ne peut, entre le premier mai et le premier novembre, saisir ou arrêter aucun bâtiment, bateau ou appareil, ni aucuns filets, rêts, seines, ou autres ustensiles de pêche, ni aucune provision appartenant à un pêcheur, et nécessaire à sa subsistance ou à ses opérations de pêche. S. R. Q., 5633.

Bâteaux pris
sans permis-
sion.

7436. Quiconque s'empare d'une embarcation appartenant à une autre personne, sans le consentement du propriétaire, devient, en sus des dommages, passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres et des dépens, ou d'un emprisonnement de pas plus d'un mois. S. R. Q., 5634.

SECTION XV

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE TITRE ONZIÈME DU LIVRE TROISIÈME

DE LA SOCIÉTÉ

(Articles 1830 et suivants)

DE LA DÉCLARATION DE SOCIÉTÉ

§ 1.—*De la déclaration que doivent faire les personnes entrant en société pour certaines fins*

Déclaration
que doivent
faire les per-
sonnes en-
trant en so-
ciété pour
certaines fins.

7437. 1. La déclaration que doivent transmettre au protonotaire et au régistrateur en vertu du Code civil, les personnes qui se réunissent en société, dans la province, pour des fins de commerce, de manufacture ou de mécanique, ou pour la construction de chemins, écluses, ponts, ou autres travaux, ou pour la colonisation, l'établissement ou la vente de terres, doit être signée par les membres de la société ; et, s'il y a des membres absents de la province à l'époque de cette signature, alors par les membres présents, tant en leur propre nom qu'au nom de leurs coassociés absents, en vertu d'une autorisation spéciale à cet effet.

Forme de la
déclaration.

2. Cette déclaration doit être faite selon la teneur de la formule A et contenir les nom, prénoms, qualité et résidence de chaque associé, et les nom, titre ou raison sous lesquels ils conduisent ou entendent conduire les affaires.

Mention qui
y est faite.

3. Elle doit faire mention du temps depuis lequel la société existe, et comporter que les personnes y dénommées sont les seuls membres de la société.

Dépôt de la
déclaration.

4. La déclaration doit être déposée dans les soixante jours après la formation de la société, et une pareille déclara-

ration doit être déposée de la même manière chaque fois qu'il y a quelque changement ou modification dans le personnel de la société ou dans les nom, titre ou raison sous lesquels la société entend conduire ses affaires. S. R. Q., 5635.

7438. Nulle semblable déclaration ne peut être enre- Défense d'en-
gistrée, si elle donne à une société le nom, le titre ou la raison registrar une
sociale d'une société existante, ou un nom, titre ou raison société sous
sociale y ressemblant tellement que le public pourrait être le nom d'une
induit en erreur. autre société.

Tout enregistrement fait contrairement aux dispositions du Annulation
présent article peut être annulé par la Cour supérieure du de sembla-
district, sur requête, dont avis a été donné aux intéressés, au bies enregis-
protonotaire et au régistrateur. S. R. Q., 5635a ; 61 V., trements.
c. 12, s. 1.

§ 2.—*De la déclaration que doivent faire les personnes
prenant une raison sociale*

7439. 1. Une personne qui, sans être associée avec d'au- Déclaration
tres, se sert pour raison sociale pour les fins mentionnées par une per-
dans l'article 7437, d'un nom ou d'une désignation autre sonne prenant
que son propre nom seul, ou qui se sert de son propre nom raison sociale.
avec l'addition des mots "et compagnie", ou de tout mot ou
de toute phrase indiquant une pluralité de membres dans la
raison sociale, doit également transmettre une déclaration,
laquelle est faite selon la teneur de la formule B et doit con- Sa forme.
tenir les nom, prénoms, qualités et résidence de cette per-
sonne et la raison sociale sous laquelle elle fait ou a l'inten-
tion de faire des affaires, et doit mentionner, en outre, qu'au-
cune autre personne n'est associée avec elle.

2. La déclaration est déposée dans les soixante jours de la Dépôt de la
date de l'emploi pour la première fois de cette raison sociale. déclaration.

3. Tout changement dans la raison sociale énoncée dans Enregistre-
la déclaration enregistrée doit aussi être enregistré de la ment du
même manière ; et il en est de même quand la personne changement
discontinue ses affaires sous une raison sociale ou cesse de se de raison
servir d'une raison sociale qu'elle a fait enregistrer. S. R. sociale.
Q., 5636.

7440. Le protonotaire et le régistrateur doivent entrer Registre à
ces déclarations dans un registre qu'ils tiennent à cet effet, cet effet.
lequel est, en tout temps, durant les heures de bureau, ouvert
à l'inspection du public, gratuitement.

Chacun d'eux a droit, pour cet enregistrement de déclara- Honoraires
tion, d'exiger de la personne qui la fait enregistrer la somme pour enregis-
trement.

de cinquante centins si elle ne contient pas plus de deux cents mots, et la somme de cinq centins pour chaque cent mots additionnels.

Honoraires
pour certifi-
cats.

L'honoraire est le même pour tout certificat requis et délivré. S. R. Q., 5637.

Index.

7441. Dans le cas de déclaration enregistrée en conformité de l'article 7439, deux index selon la formule C sont gardés par le protonotaire et le régistrateur, dans lesquels ils entrent, en les recevant, par ordre de production, et alphabétiquement, dans la première colonne de l'un de ces index, la raison sociale mentionnée dans la déclaration produite,—dans la deuxième colonne, le nom de la personne, — dans la troisième, la date de production de la déclaration; dans la première colonne de l'autre index, le nom de la personne,—dans la deuxième colonne, la raison sociale, et dans la troisième, la date de production de la déclaration. S. R. Q., 5638.

§ 3.—*Des pénalités*

Amendes.

7442. Chaque membre d'une société, ou chaque personne faisant affaires sous une raison sociale, qui ne se conforme pas aux dispositions de la présente section ou du troisième alinéa de l'article 1834 du Code civil, est passible d'une amende de cent piastres, recouvrable devant tout tribunal ayant juridiction en matière civile jusqu'au montant de l'amende, par toute personne qui poursuit tant en son nom qu'au nom de Sa Majesté.

Emploi des
amendes.

Moitié de cette amende appartient à la couronne, pour les besoins de la province, et l'autre moitié à la partie poursuivante, à moins que la poursuite ne soit intentée, au nom de la couronne seulement, auquel cas toute l'amende appartient à sa Majesté pour les besoins susdits.

Dispositions
applicables.

Les dispositions de la loi relative aux actions pénales s'appliquent aux poursuites pour contravention à la présente section. S. R. Q., 5639; 9 Ed. VII, c. 61, s. 2.

FORMULES

A.—(Article 7437)

Déclaration de société

Province de Québec, ()
 District de .)

Nous , de , dans
 (*épiciers ou selon le cas*), certifions par les présentes que nous
 avons fait et entendons faire commerce, comme (*épiciers ou
 selon le cas*) à , en société, sous les nom et rai-
 son de (ou suivant le cas : je ou nous),
 soussigné de , certifie (ou certifions) par
 les présentes que j'ai (ou nous avons) fait et entends (ou enten-
 dons) faire commerce comme , à , en société
 avec C. D., de , et E. F. de , et que la
 dite société existe depuis le jour de
 mil neuf cent , et que je (ou nous, et les dits C. D.
 et E. F.) sommes et avons été, depuis le dit jour, les seuls
 membres de la dite société.

Témoin, nos seings, à , ce
 jour de , mil neuf cent .

S. R. Q., 5639, cédule A. (Signatures)

B.—(Article 7439)

Déclaration de raison sociale

Province de Québec, ()
 District de .)

Je , de , dans
 (*épicier ou selon le cas*), certifie par les présentes
 que je fais et que j'entends faire commerce comme, à dis-
 trict de , sous la raison sociale de
 et qu'aucune autre personne n'est associée avec moi,

S. R. Q., 5639, cédule B. (Signature)

C.—(Article 7441)

Index alphabétique des raisons sociales

Raison sociale	Nom de la personne	Date de production
Abbott & Cie.....	John Bernard.....	22 mars 1885
Bourgoin & Lamontagne.....	Louis Bourgoin.....	23 mars 1885
Roy & Dion.....	Joseph Roy.....	24 mars 1885

Index alphabétique des noms propres

Nom de la personne	Raison sociale	Date de production
Bernard John.....	Abbott & Cie.....	22 mars 1885
Bourgoin Louis.....	Bourgoin & Lamontagne.....	23 mars 1885
Roy Joseph.....	Roy & Dion.....	24 mars 1885

S. R. Q., 5639, cédule C.

§ 4.—*Du certificat de formation de sociétés en commandite*Certificat de
formation d
société en
commandite.

7443. Le certificat de formation de société en commandite, mentionné à l'article 1875 du Code civil, doit être signé par les différentes personnes qui forment la société, devant un notaire qui le certifie en bonne et due forme et doit être fait en la forme ou teneur qui suit :

“ Nous soussignés certifions par le présent, que nous sommes entrés en société sous les nom et raison de *(B. D. et Cie, comme (épiciers et marchands à commission),* laquelle société est formée de A. B. résidant habituellement à _____, et C. D. résidant habituellement à _____, comme associés en nom collectif ; et E. F. résidant habituellement à _____, et G. H. résidant habituellement à _____, comme associés en com-

mandite. Le dit E. F. a apporté \$ et le dit G. H.
 \$ au fonds social de la société, laquelle société a com-
 mencé le jour de
 de l'an mil neuf cent , et
 fini le jour de
 de l'an mil neuf cent

Daté à ce jour de dans
 l'année mil neuf cent

A. B.

C. D.

E. F.

G. H.

Signé en ma présence.)
 L. M.,
 Notaire.)

S. R. Q., 5640.

7444. Ce certificat doit être déposé aux bureaux du proto- ^{Dépôt de}
 notaire du district et du régistrateur du comté où se trouve le certificat.
 siège principal des affaires de la société.

Il est enregistré au long dans un livre tenu par eux à cet ^{Son enregis-}
 effet, lequel est ouvert à l'inspection publique. S. R. Q., 5641. ^{trement.}

7445. Chacun de ces officiers a droit de recevoir, pour le ^{Honoraires}
 dépôt de chaque certificat de formation ou certificat de renou- ^{pour le dépôt.}
 vellement et pour leur enregistrement, la somme de cinquante
 centins. S. R. Q., 5642.

SECTION XVI

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE QUATRIÈME DU TITRE QUINZIÈME DU LIVRE TROISIÈME

DE LA CAUTION LÉGALE ET DE LA CAUTION JUDICIAIRE

(Articles 1962 et suivants)

DU CAUTIONNEMENT PAR LES COMPAGNIES DE GARANTIE

7446. Chaque fois qu'une personne est tenue par la loi, un ^{Cautionne-}
 jugement ou une ordonnance, de faire un dépôt destiné à ^{ment par une}
 payer des dépens ou de donner un cautionnement en justice, ^{compagnie,}
 elle peut, au lieu de la consignation ou de la ou des cautions ^{autorisée.}
 exigées, fournir un cautionnement consenti par une compa-
 gnie de cautionnement ou de garantie qui est constituée en

corporation, qui a un bureau dans la province et qui est spécialement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se porter caution en justice. 63 V., c. 44, s. 1.

Contestation
de la caution.

7447. La caution peut être contestée :

a. Si la compagnie ne rencontre pas les conditions énoncées par l'article 7446, ou si les formalités prescrites par les articles 7454 et 7455 n'ont pas été remplies ;

b. Si elle n'est pas suffisante. 63 V., c. 44, s. 2.

Estimation
de la solvabi-
lité.

7448. La solvabilité de la compagnie s'estime eu égard à ses biens en Canada. 63 V., c. 44, s. 3.

Signature de
l'acte de cau-
tionnement.

7449. La compagnie peut signer l'acte de cautionnement par l'entremise d'un ou de plusieurs de ses officiers à ce autorisés par une résolution du bureau de direction, copie de laquelle est annexée au cautionnement. 63 V., c. 44, s. 4.

Contrainte
contre cer-
tains officiers
de la compa-
gnie.

7450. Le cautionnement entraîne contrainte par corps contre le président, le vice-président, le secrétaire ou le gérant de la compagnie, et, en outre, s'il s'agit d'une compagnie étrangère, contre l'agent dans la province. 63 V., c. 44, s. 5.

Dispositions
applicables à
ce cautionne-
ment.

7451. Sous tous autres rapports, les cautionnements en justice donnés par les compagnies de cautionnement ou de garantie, ainsi que leur réception, sont assujettis aux règles ordinaires concernant les cautionnements en justice. 63 V., c. 44, s. 6.

Procédure
pour l'obten-
tion de l'au-
torisation.

7452. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder l'autorisation mentionnée dans l'article 7446 si la compagnie :

1. Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie dûment certifiée de sa charte, de ses articles d'association ou d'un autre acte organique ;

2. Etablit qu'elle est constituée en corporation dans la province avec pouvoir de se porter caution en justice, ou qu'elle a le pouvoir de souscrire des cautionnements et qu'elle a obtenu du conseil du Trésor de la Puissance, une licence l'autorisant à se livrer aux opérations d'assurance de garantie au Canada ;

3. Dépose au bureau du secrétaire de la province, si son bureau principal est hors de la province, une procuration constituant un agent dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où est établi son bureau dans la province ;

4. Etablit à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil que la compagnie est solvable. 63 V., c. 44, s. 7.

7453. Le lieutenant-gouverneur en conseil ne peut accor-
der l'autorisation demandée avant que la compagnie ait fait,
entre les mains du trésorier de la province, le dépôt exigé
par l'article 6923. 63 V., c. 44, s. 8 ; 8 Ed. VII, c. 69, s. 103.

Dépôt qui
précède l'oc-
troi de l'au-
torisation.

7454. Avis que l'autorisation a été accordée est publié
dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de cette publi-
cation, la compagnie peut se porter caution en justice sans
être tenue de produire copie de cet avis dans la cause où elle
donne le cautionnement 63 V., c. 44, s. 9.

Avis de l'oc-
troi de l'au-
torisation et
son effet.

7455. Si une compagnie étrangère change son bureau ou
son agent dans la province, elle doit transmettre au secré-
taire de la province un avis de ce changement et une copie
de la nouvelle procuration s'y rapportant, et avis en doit
être donné dans la *Gazette officielle de Québec*. 63 V., c. 44,
s. 10.

Avis dans le
cas de chan-
gement de
bureau ou
d'agent dans
la province.

7456. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil
de révoquer sommairement, en tout temps, pour des raisons
qu'il juge suffisantes, l'autorisation accordée en vertu de la
présente section.

Révocation
de l'autorisa-
tion.

Avis de cette révocation doit être publié dans la *Gazette*
officielle de Québec, et, à compter de la publication de cet avis,
la compagnie ne peut plus se porter caution en justice. 63 V.,
c. 44, s. 11.

Avis de révo-
cation et son
effet.

SECTION XVII

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE DEUXIÈME DU TITRE
SEIZIÈME DU LIVRE TROISIÈME

DU GAGE

(Articles 1979 et suivants)

DES CONNAISSEMENTS ET DES REÇUS POUR BOIS DE
CONSTRUCTION

§ 1.—Du transport des connaissances

7457. Tout connaissance, ou tout reçu donné par un garde-
magasin, un meunier, un propriétaire de quai, un patron de
vaisseau ou un roulie public, pour des céréales, denrées, mar-
chandises ou effets qui sont ou doivent être emmagasinés
ou déposés dans un magasin, un moulin, ou dans tout autre
endroit en cette province, ou expédiés dans un vaisseau, ou
livrés à un roulie public pour les transporter d'un endroit

Connaisse-
ment par en-
dossement.

quelconque à un autre en cette province ou à travers icelle, ou sur les eaux qui la baignent, ou de cette province à tout autre endroit quelconque, soit que ces céréales doivent être délivrées en espèces sur le reçu, ou être converties en farine peut, par endossement fait par le propriétaire, ou par une personne qui a droit de recevoir ces céréales, effets, denrées ou marchandises, ou par son procureur et son agent, être transporté comme sûreté collatérale pour le paiement de toute lettre de change ou billet, ou pour toute dette due.

Effet de l'endossement.

L'effet de cet endossement est de transférer, à compter de la date de l'endossement, tout droit ou titre sur ces céréales, effets, denrées ou marchandises, possédé par la personne qui fait l'endossement, sujet toutefois au droit de l'endosseur de se faire rendre ces articles, si la lettre de change, le billet ou la dette est payé à son échéance.

Vente des effets en cas de non-paiement à échéance.

Dans le cas de non-paiement à échéance de la lettre de change, du billet ou de la dette, la personne à qui ils ont été transférés peut vendre ces céréales, effets, denrées ou marchandises, et en retenir le produit, ou une somme à même ce produit, égale au montant dû sur la lettre de change, le billet ou la dette, avec les intérêts ou les frais, remettant à l'endosseur le surplus s'il y en a. S. R. Q., 5643.

Pouvoir du garde-magasin, etc., de donner certificat pour céréales, etc.

7458. Lorsque le garde-magasin, le meunier, le propriétaire de quai, le patron de navire, ou le roulier public qui peut donner un reçu en cette qualité, pour céréales, effets, marchandises ou denrées, est lui-même propriétaire, ou a droit de recevoir autrement qu'en sa capacité de garde-magasin, meunier, propriétaire de quai, patron de navire ou roulier public, ou de posséder ces céréales, effets, denrées ou marchandises,—le reçu, la reconnaissance ou le certificat équivalant au reçu donné et endossé par lui, est aussi valable et efficace que si la personne qui le donne et l'endosse n'était pas la seule et même personne. S. R. Q., 5644.

Avances sur connaissance.

7459. Les avances faites sur la garantie d'un connaissance, d'un reçu, d'une reconnaissance ou d'un certificat, donnent et sont censés donner à la personne qui fait ces avances, un droit pour le remboursement d'icelles sur les céréales, denrées, marchandises ou effets y mentionnés, emportant priorité et privilège sur le droit de tout vendeur non payé. S. R. Q., 5645.

Effets ne peuvent être pris en gage pour plus de six mois.

7460. Ces céréales, effets, denrées ou marchandises ne peuvent être pris en gage pour un terme excédant six mois ; et nul transport de connaissance ou reçu ne peut être fait pour garantir le paiement d'une lettre de change, d'un billet ou d'une dette à moins qu'ils ne soient négociés ou contractés au moment de l'endossement du connaissance ou du reçu.

Nulle vente de céréales, effets, denrées ou marchandises ne peut avoir lieu à moins qu'un avis de dix jours du temps et du lieu de la vente n'ait été donné par lettre recommandée transmise par la maille au propriétaire de ces céréales, effets, denrées ou marchandises, avant la vente d'iceux. S. R. Q., 5646.

§ 2.—*Du transport par endossement des reçus pour bois de construction*

7461. Tout reçu donné par un garde-chantier ou par le gardien d'un quai, d'une cour, d'un havre ou autre endroit, pour des bois de construction, planches, madriers, merrains, ou autres bois à œuvrer qui y sont empilés, hangarés ou déposés, ou tout connaissance ou reçu donné par le maître d'un navire ou par un roulier public pour des bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvrer, chargés sur ce navire ou livrés à ce roulier pour être transportés d'un lieu quelconque à un autre en cette province ou à travers icelle, ou sur les eaux qui l'avoisinent ou à tout autre lieu quelconque, peut, par endossement fait par le propriétaire ou une personne qui a droit de recevoir ces bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvrer, ou par son procureur ou agent, être transporté comme sûreté collatérale pour le paiement de toute lettre de change ou billet, ou pour toute dette due.

L'effet de cet endossement est de transférer, à compter de la date de l'endossement, tout droit et titre sur ces bois de construction, planches, madriers, merrains et autres bois à œuvrer possédés par la personne qui fait l'endossement, sujet toutefois au droit de l'endosseur de se faire rendre ces articles, si la lettre de change, le billet ou la dette est payé à son échéance.

Dans le cas de non-paiement à son échéance, de la lettre de change, du billet ou de la dette, la personne à qui il a été transféré peut vendre ces bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvrer et en retenir le produit ou une somme à même ce produit, égale au montant dû sur la lettre de change, le billet ou la dette, avec intérêt ou frais, remettant à l'endosseur le surplus s'il y en a. S. R. Q., 5647.

7462. Lorsque le garde-chantier, le gardien d'un quai, d'une cour, d'un havre ou autre endroit, ou le maître d'un navire ou le roulier public, qui peut donner un reçu ou connaissance en cette qualité, pour des bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvrer, en est lui-même propriétaire, ou a droit de recevoir, autrement qu'en sa capa-

Avis de la
vente de ces
effets.

Connaissance
pour
bois de construction, etc.

Leur endossement.

Effet de cet
endossement.

Vente des
effets dans le
cas de non-
paiement à
échéance.

Validité du
connaissance
si le
garde-chan-
tier, etc., est
lui-même pro-
priétaire des
effets.

cité de garde-chantier, de gardien de quai, de cour, de havre ou autre endroit, ou de maître de navire ou de roulier public, ces bois, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvre, — le reçu ou le connaissance, la reconnaissance ou le certificat équivalant à ce reçu ou connaissance donné et endossé par lui, est aussi valable et efficace que si la personne qui donne et endosse ce reçu ou connaissance, cette reconnaissance ou ce certificat, n'était pas la seule et même personne. S. R. Q., 5648.

Bois, etc., ne peuvent être pris en gage pour plus de 12 mois, etc. **7463.** Ces bois, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvre ne peuvent être pris en gage pour un terme excédant douze mois ; et nul transport de reçu ou connaissance n'est fait pour garantir le paiement d'une lettre de change, d'un billet ou d'une dette à moins qu'il ne soient négociés ou contractés au moment de l'endossement du reçu ou du connaissance.

Avis de la vente des effets. Nulle vente de bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvre ne peut avoir lieu à moins qu'un avis de trente jours du temps et du lieu de la vente n'ait été donné par lettre recommandée, transmise par la malle au propriétaire de ces bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvre avant la vente d'iceux.

Mode de faire la vente. Le vente se fait à l'enchère publique, avis ayant été donné par la publication d'une annonce, énonçant le jour et le lieu de la vente, pendant au moins huit jours consécutifs, dans au moins deux papiers-nouvelles quotidiens dont l'un publié en français et l'autre en anglais, dans l'endroit ou le plus près de l'endroit où la vente doit avoir lieu.

Interprétation quant aux papiers-nouvelles. Un papier-nouvelles quotidien est réputé être publié le plus près d'un endroit, s'il ne s'en publie pas un autre quotidien dans la même langue dans cet endroit ou plus près de cet endroit ; et, si là où doit se faire la vente à l'encan, il ne se publie pas de papier-nouvelles quotidien ni dans l'une ni dans l'autre langue, mais qu'il se publie une ou plusieurs gazettes non quotidiennes, alors l'annonce doit paraître dans chaque numéro de la gazette locale, ou dans une au moins des gazettes locales, pendant le temps qu'elle eût parue dans les papiers-nouvelles quotidiens. S. R. Q., 5649.

Avances sur connaissance. **7464.** Les avances faites sur la garantie d'un reçu de garde-chantier, d'un connaissance, d'une reconnaissance ou d'un certificat, donnent et sont censées donner à la personne qui fait ces avances, un droit pour le remboursement d'icelles sur les bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvre y mentionnés, emportant priorité et privilège sur le droit de tout vendeur non payé, ou autre créancier, excepté sur les réclamations de salaires pour la

main-d'œuvre de la confection et du transport de ces bois de construction, planches, madriers, merrains ou autres bois à œuvre. S. R. Q., 5650.

SECTION XVII

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE SIXIÈME DU TITRE
DIX-HUITIÈME DU LIVRE TROISIÈME

DE L'ORGANISATION DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT

(Articles 2158 et suivants)

DISPOSITIONS DIVERSES

§ 1.—*Dispositions relatives à certaines divisions
d'enregistrement*

7465. Les registrateurs des divisions d'enregistrement Certains ré-
gis-
trateurs ci-après mentionnées rendent compte au trésorier de la pro- rendent
vince des honoraires et émoluments d'office par eux perçus compte de
pendant l'accomplissement de leurs fonctions, à quelque titre leurs hono-
raires.
que ce soit. S. R. Q., 5650a ; 57 V., c. 41, s. 1.

7466. Tout tel registrateur est censé être un officier Ré-
gis-
trateurs du revenu dans le sens de l'article 814 ; et son traitement officiers du
revenu.
n'est saisissable que dans les cas de contraventions aux
devoirs de sa charge, et en exécution de jugements obtenus Insaisissabi-
lité des trai-
tements, etc.
à raison de telles contraventions et non autrement. La partie
alors saisissable du salaire est d'un quart d'icelui. S. R. Q.,
5650b ; 57 V., c. 41, s. 1.

7467. Les divisions d'enregistrement qui tombent sous Divisions ré-
gées par ce
paragraphe.
le coup du présent paragraphe sont les suivantes et, pour les
fins d'icelui, elles sont divisées en trois classes :

La première classe comprend les divisions d'enregistrement 1ère classe.
suivantes : Hochelaga et Jacques-Cartier, Montréal-Est et
Montréal-Ouest ;

La deuxième classe comprend la division d'enregistrement 2ième classe.
de Québec ;

La troisième classe comprend toutes les divisions d'enre- 3ième classe.
gistement auxquelles il plaira au lieutenant-gouverneur en
conseil d'appliquer, par proclamation, les dispositions du
présent paragraphe, tel que prévu par l'article 7473. S. R. Q.,
5650c ; 57 V., c. 41, s. 1.

7468. Le lieutenant-gouverneur en conseil assigne à Classes assi-
gnées aux
regis-
trateurs.
chaque registrateur en office dans une des divisions d'enregis-
trement mentionnées dans l'article 7467, la classe à laquelle

il appartient, et, alors, sujet aux dispositions ci-après énoncées, tel régistrateur reçoit le traitement fixé dans la cédule A. S. R. Q., 5650*d* ; 57 V., c. 41, s. 1.

Assignation de la classe lors de la nomination.

7469. Tout arrêté en conseil nommant une personne à une charge de régistrateur dans une des divisions mentionnées dans l'article 7467 doit assigner à cette personne l'une des trois classes ; et le traitement de ce régistrateur est fixé d'après la classe qui lui est ainsi assignée, conformément à l'article 7468.

Traitement des régistrateurs conjoints.

Cependant, lorsque des régistrateurs conjoints sont nommés dans une telle division, chacun des conjoints reçoit un traitement n'excédant pas le montant fixé par la cédule A, pour un régistrateur de la classe qui lui est assignée. S. R. Q., 5650*e* ; 57 V., c. 41, s. 1 ; 60 V., c. 47, s. 1.

Augmentation du traitement des régistrateurs dans certains cas.

7470. Chaque fois qu'il est démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des divisions d'enregistrement mentionnées dans l'article 7467 a, pendant trois années consécutives, augmenté de quinze pour cent au moins, le traitement du régistrateur de cette division d'enregistrement peut, par arrêté en conseil, être porté au chiffre indiqué dans la cédule B. S. R. Q., 5650*f* ; 57 V., c. 41, s. 1.

Diminution du traitement des régistrateurs dans certains cas.

7471. Chaque fois qu'il est démontré que la moyenne des revenus bruts de quelqu'une des trois premières divisions d'enregistrement mentionnées dans l'article 7467 n'a pas, pendant trois années consécutives, atteint le chiffre porté dans la cédule C vis-à-vis du nom de la classe dans laquelle elle se trouve, telle division d'enregistrement tombe dans la classe qui la suit immédiatement, et le traitement du régistrateur de telle division d'enregistrement est celui fixé pour telle classe par la cédule A. S. R. Q., 5650*g* ; 57 V., c. 41, s. 1.

Rémunération des députés et des employés.

7472. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer un certain montant à être payé à chaque régistrateur d'une division d'enregistrement qui tombe sous le coup du présent paragraphe, pour le traitement de son député et des autres employés qui lui sont nécessaires ; mais tel montant ne peut excéder, en aucun cas, pour chacune des divisions d'enregistrement ci-dessus mentionnées, la somme de deux mille cinq cents piastres.

Allocations pour certaines divisions.

Néanmoins les sommes mentionnées dans le tableau suivant peuvent être fixées pour les fins ci-dessus mentionnées pour chacune des divisions d'enregistrement suivantes :

Hochelaga et Jacques-Cartier.....	\$ 5,000.00
Québec.....	3,000.00

Une somme additionnelle est aussi allouée à chaque tel Dépenses contingentes.
 régistrateur pour les dépenses contingentes nécessaires de son
 bureau. S. R. Q., 5650*h* ; 57 V., c. 41, s. 1 ; 60 V., c. 47, s. 2.

7473. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, Application de ce paragraphe à d'autres divisions.
 quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les
 dispositions du présent paragraphe à toute autre division
 d'enregistrement de la province.

Depuis la date mentionnée dans cette proclamation, le Traitement du régistrateur en ce cas.
 régistrateur de toute telle division d'enregistrement reçoit
 le traitement qui lui est alloué par ordre en conseil, dans la
 division de troisième classe de la cédule A.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand il le juge Révocation de la proclamation ; perception des honoraires.
 à propos, révoquer toute telle proclamation, et, à compter de
 cette révocation, le régistrateur perçoit et garde pour lui,
 comme avant la proclamation, les honoraires et émoluments
 de son office au lieu de toucher un traitement. S. R. Q.,
 5650*i* ; 57 V., c. 41, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 30, s. 1.

7474. Les articles 1504, 7529, 7530 et 7531 ne s'appli- Application de certains articles à certaines divisions.
 quent pas aux divisions d'enregistrement qui tombent sous
 le coup du présent paragraphe. S. R. Q., 5650*j* ; 57 V., c.
 41, s. 1.

§ 2. — De la localisation des bureaux d'enregistrement

7475. Si un comté n'est pas devenu, le 1er janvier 1861, Comtés qui n'étaient pas formés en comtés d'enregistrement le 1er janvier 1861.
 un comté pour les fins d'enregistrement, le lieutenant-gou-
 verneur peut déclarer par proclamation ce comté un comté
 pour telles fins, et si le conseil municipal n'a pas fixé l'endroit
 de ses séances avant cette date, il peut le fixer lui-même dans
 le comté et y établir le bureau d'enregistrement. S. R. Q.,
 5651.

7476. S'il n'y a pas, dans l'endroit où doit être tenu le Somme accordée pour les comtés où il n'y a pas de voûtes convenables.
 bureau d'enregistrement, dans quelque comté, de place con-
 venable pour la tenue du bureau d'enregistrement, avec un
 coffre-fort de métal ou une voûte à l'épreuve du feu, le lieu-
 tenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, ordonner que
 la somme de douze cents piastres, accordée par l'article 3546
 à l'effet de construire et procurer un palais de justice de
 comté, dans ce comté, (ou la partie de cette somme non dé-
 pensée), soit employée à construire ou procurer une place
 convenable, avec un coffre-fort ou une voûte de sûreté tel que
 voulu par la loi, pour le bureau d'enregistrement du comté.

Il peut encore, par arrêté en conseil, ordonner qu'une partie Fonds pour cette fin.
 quelconque des honoraires du régistrateur, ou tous honoraires
 qu'il a fixés à cette fin, pour les services accomplis par le
 régistrateur, soient versés entre les mains de l'officier qu'il

désigne dans le but de former, avec les deniers ci-dessus, un fonds pour construire ou procurer tel local avec un coffre-fort ou une voûte de sûreté pour le bureau d'enregistrement du comté.

Date où le bureau peut être construit

Remise des deniers et leur emploi.

Ce bureau peut être construit et le coffre-fort ou la voûte de sûreté fournis par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil aussitôt que le fonds est suffisant pour le faire.

Si c'est la municipalité du comté ou le registraire d'icelui qui a procuré le bureau et le coffre-fort ou la voûte de sûreté, avant que l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil ait été passé, les deniers du fonds doivent alors être remis au registraire ou à la municipalité, suivant le cas ; mais si c'est à la municipalité qu'ils sont remis, cette dernière doit les employer à la construction du palais de justice, tel que prévu par l'article 3546. S. R. Q., 5652.

Tenue du bureau d'enregistrement.

7477. Après le jour fixé par la proclamation, le bureau d'enregistrement doit être tenu à l'endroit qui y est fixé ; et s'il y est déjà établi un bureau d'enregistrement dans un autre endroit que celui fixé, il doit être transporté à l'endroit ainsi fixé. S. R. Q., 5653.

Bureaux d'enregistrement dans les anciennes divisions.

7478. Tout territoire compris dans une ancienne division d'enregistrement doit y rester jusqu'à ce que le comté dans lequel il se trouve, devienne une division d'enregistrement. S. R. Q., 5654.

Cas où il y a plus d'un bureau d'enregistrement dans un comté.

7479. Si, dans un comté devenu une division d'enregistrement il y a plus d'un bureau d'enregistrement, celui d'entre ces bureaux qui est dans le lieu ou le plus près du lieu des séances du conseil municipal du comté, doit être le bureau d'enregistrement pour ce comté lorsqu'il est devenu une division d'enregistrement, sauf à être transporté à l'endroit où le conseil tient ses séances s'il n'y est pas déjà tenu.

Transport des autres bureaux.

Tout autre bureau d'enregistrement en ce comté doit être transporté à tel endroit que le lieutenant-gouverneur en conseil désigne dans la division d'enregistrement où est située la plus grande partie du territoire pour lequel il continue à être le bureau d'enregistrement jusqu'à ce que ce comté devienne une division d'enregistrement—époque à laquelle il doit être tenu au lieu où le conseil municipal de comté tient ses séances. S. R. Q., 5655.

§ 3.—Des archives dans certains bureaux d'enregistrement des anciens comtés

Archives de certains anciens comtés.

7480. Les livres, archives, index, documents et papiers appartenant aux bureaux d'enregistrement de comté établis, en vertu des divers actes de l'ancienne province du Bas

Canada, dans les comtés d'alors de Drummond, Sherbrooke, Stanstead, Shefford, Missisquoi, Deux-Montagnes, Beauharnois, Ottawa, Mégantic et l'Acadie, qui devaient, au désir de l'ordonnance 4 Victoria, chapitre 30, être transmis aux bureaux d'enregistrement dans les divers districts d'enregistrement où étaient situés les bureaux d'enregistrement de ces comtés respectivement, ont dû, et doivent s'ils ne l'ont pas été déjà, être remis et déposés pour y rester, dans les bureaux des divisions d'enregistrement où sont situés les immeubles auxquels ils se rapportent.

Les registrateurs, dans les bureaux desquels ces registres et documents sont déposés, jouissent des mêmes pouvoirs et sont tenus aux mêmes devoirs, et peuvent accorder des certificats d'iceux de la même manière que s'ils avaient été originairement enregistrés dans leurs bureaux respectifs.

Les sommaires, livres, archives, index, documents et papiers, faits et dressés en vertu des dispositions de l'ordonnance 4 Victoria, chapitre 30, restent et forment partie des archives et papiers des bureaux des divisions d'enregistrement dans lesquelles ils se trouvent, sujets dans tous les cas aux dispositions de l'article 7481. S. R. Q., 5656.

§ 4.—Des archives dans les nouvelles divisions d'enregistrement

7481. Lorsque le conseil municipal d'un comté ou localité qui est devenu une division d'enregistrement, a fourni les fonds pour payer les dépenses nécessaires, il peut exiger du registrateur, dans le bureau duquel a été enregistré quelque document affectant la propriété immobilière dans tel comté ou localité, des copies ou extraits certifiés de ces documents et des entrées y relatives.

Ces copies ou extraits doivent être transcrits lisiblement dans un ordre régulier dans des livres convenablement reliés fournis par la municipalité.

Pour ces copies ou extraits le registrateur a droit à six centins et deux tiers par cent mots.

Après la livraison de ces copies ou extraits, le registrateur de la nouvelle division d'enregistrement peut alors en donner lui-même des copies ou extraits, faire des recherches, donner des certificats, et exécuter tous actes officiels à cet égard, de la même manière que si les documents avaient été originairement enregistrés dans son bureau, et demander et recevoir les honoraires qu'il appartient.

Les copies, extraits, certificats et actes ainsi donnés par ce registrateur valent, *prima facie*, à toutes fins quelconques, tout comme s'ils avaient été donnés, parfaits et exécutés par le registrateur chargé de la garde des livres, entrées et documents originaux, sauf le droit accordé à toute personne de

prouver erreur, et sauf aussi le recours de toute personne contre le régistrateur qui les a fournis si l'erreur se trouve dans les extraits ou copies fournis par lui. S. R. Q., 5657.

Pouvoir du
régistrateur
qui a la garde
des livres ori-
ginaux, etc.

7482. Sur paiement des honoraires qu'il appartient, le régistrateur préposé à la garde des livres originaux dans lesquels des documents peuvent avoir été enregistrés, est tenu d'en délivrer des copies ou extraits, faire des recherches et donner des certificats y relatifs, bien que l'endroit dans lequel sont situés les immeubles auxquels ils se rapportent, ne soit plus dans les limites de celui pour lequel il est régistrateur, et bien qu'il puisse avoir fourni des copies de ces documents à quelque autre régistrateur en vertu de l'article 7481, et cela avec le même effet légal que s'il avait été ou s'il était le régistrateur pour l'endroit dans lequel les immeubles sont situés. S. R. Q., 5658.

Place d'enre-
gistrement
des docu-
ments pro-
uant la radia-
tion des hypo-
thèques.

7483. Jusqu'à ce que les copies soient fournies au régistrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, — tous les documents de nature à prouver la radiation de quelque hypothèque ou charge dont un immeuble peut être grevé dans la division, peuvent être enregistrés au bureau d'enregistrement dans lequel les documents créant cette hypothèque ou cette charge ont été originairement enregistrés.

Si ces copies ont été fournies au régistrateur de la division d'enregistrement qu'il appartient, alors telle radiation doit être enregistrée dans son bureau. S. R. Q., 5659.

§ 5.—Des registrateurs après le changement

Régistrateurs
conservent
leurs charges,
etc.

7484. Nonobstant tout changement opéré dans le nom ou les limites d'une division d'enregistrement, ou le déplacement du bureau d'enregistrement d'icelle, sauf le pouvoir du lieutenant-gouverneur de le destituer à volonté, ou d'exiger un nouveau cautionnement, le régistrateur qui tenait ce bureau avant l'époque de tel changement ou déplacement doit, sans nouvelle nomination, et avec les mêmes cautionnements dont la responsabilité est censée continuer, rester le régistrateur de la division dont ce bureau est le bureau d'enregistrement. S. R. Q., 5660.

§ 6.—De la préparation des plans et livres de renvoi officiels

Dépôt du du-
plicata des
cadastres,
etc.

7485. Le duplicata des cadastres qui devaient rester entre les mains des commissaires en vertu de l'acte seigneurial, reste dans le bureau du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, de même que les autres plans, cartes et documents du même genre. S. R. Q., 5661 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

7486. 1. Il est préparé, sous la direction du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi s'y rapportant et énonçant ce qui suit :

a. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

b. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

c. Toute chose propre à faire bien comprendre le plan.

2. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan, est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le ministre peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

3. Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le ministre, reste dans les archives de son bureau. S. R. Q., 5662 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

7487. Dans les parties seigneuriales de la province, les cadastres faits par les commissaires seigneuriaux et les plans faits sous leur direction doivent servir de base aux plans et livres de renvoi que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries fait préparer. S. R. Q., 5663 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

7488. Dans les cantons, le ministre fait usage des cartes et arpentages, ou fait faire les arpentages, qu'il juge les plus propres à assurer l'exactitude des plans et livres de renvoi à préparer ; mais, à moins que quelque difficulté pratique n'en puisse résulter, le numérotage primitif des lots et des concessions, doit toujours être conservé ; dans les parties rurales, toutes les subdivisions de lots sont désignées par des lettres ou autres signes comme parties des lots primitifs, et dans les villes et villages, par des numéros subordonnés ou autres signes, mais toujours comme parties des lots primitifs, desquels il est ainsi fait mention.

Chaque fois que la difficulté se rencontre, les lots sont désignés et décrits de la manière que le règle le ministre. S. R. Q., 5664 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

7489. Chaque registrateur est tenu d'aider, au meilleur de sa capacité, gratuitement, à la préparation des plans et livres de renvoi officiels qui doivent être faits, de la manière que le ministre peut l'exiger ; et la corporation de chaque

Préparation
de plans et
livres de ren-
voi officiels,
etc.

A quoi doi-
vent servir
certains
plans, etc.

Emploi des
cartes et ar-
pentages
dans les can-
tons.

Désignation
des subdivi-
sions dans les
parties ru-
rales, etc.

Si une diffi-
culté se pré-
sente.

Aide par le
régistrateur
à la prépara-
tion des
plans, etc.

municipalité locale ou de comté, de cité ou de ville, doit fournir gratuitement au ministre, si elle en est requise par lui, la description et l'étendue de tout lot et lopin de terre dans sa municipalité, et les noms des propriétaires, en tant que ce fait peut être constaté par les rôles de cotisation ou d'évaluation, ou par tous autres documents en sa possession. S. R. Q., 5665; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Devoirs du ministre s'il s'agit d'une localité dans laquelle l'art. 2168 du C. C. n'est pas en vigueur.

7490. Si depuis le dépôt des plan et livre de renvoi d'une localité dans un bureau d'enregistrement, cette localité ou une partie d'icelle, est annexée, pour les fins d'enregistrement, à une localité située, soit dans la même division d'enregistrement, soit dans une division voisine pour laquelle l'article 2168 du Code civil n'est pas encore en vigueur, le ministre doit, sans, délai, noter sur les plans et livres de renvoi des localités affectées, et dans la copie ainsi déposée, le changement fait dans les limites de cette localité, par cette annexion.

Son devoir, si cet article est en vigueur.

Si, depuis le dépôt des plan et livre de renvoi d'une localité, dans un bureau d'enregistrement, cette localité ou une partie d'icelle est annexée à une localité située dans une division d'enregistrement voisine, dans laquelle les plan et livre de renvoi ont été déposés et pour laquelle l'article 2168 du Code civil est en vigueur, le ministre doit, sans délai, noter les changements sur les plan et livre de renvoi de la localité annexée, ainsi que dans la copie déposée, et faire faire un extrait des plan et livre de renvoi, montrant la partie annexée, et en faire déposer une copie au bureau d'enregistrement qu'il appartient.

Dispositions dans les deux cas.

Dans les deux cas ci-dessus le ministre doit donner avis de chaque changement dans la *Gazette officielle de Québec*, et afficher cet avis durant un mois au moins, dans les bureaux d'enregistrement intéressés. S. R. Q., 5666; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Numéro donné si un chemin, etc., devient propriété privée.

7491. Si depuis le dépôt des plan et livre de renvoi officiels d'une localité chez le régistrateur, un chemin, une route, rue, ruelle ou place publique, ou partie d'iceux, non cadastré porté sur le plan, devient propriété privée, il est donné à ce chemin, cette route, rue, ruelle ou place publique, ou partie d'iceux, un numéro de la manière voulue par l'article 2174 du Code civil pour le numérotage d'un lot qui aurait été omis dans la confection de ces plan et livre de renvoi. S. R. Q., 5667.

Plan du terrain pris pour un chemin de fer.

7492. Si après que les plan et livre de renvoi d'une localité ont été complétés, un terrain est pris pour la ligne d'un chemin de fer sur et à travers les lots mentionnés sur ces plan et livre de renvoi, la compagnie du chemin de fer

est tenue de déposer au bureau du ministre, un plan montrant le terrain pris pour la ligne; et si le ministre trouve le plan exact, il peut amender le plan cadastral, en faisant désigner en rouge le terrain pris pour le chemin de fer sur ce plan, ainsi que sur la copie d'icelui, et en certifiant cet ajouté.

Le terrain ainsi pris de chaque lot, pour telle ligne de chemin de fer, est détaché et cesse de former partie de ce lot après l'amendement.

Il est donné au terrain formant cette ligne de chemin de fer, dans chaque localité, un numéro, lequel est sa désignation conformément à l'article 2168 du Code civil; et le lot ainsi formé est entré dans le livre de renvoi conformément à l'article 2167 de ce code.

A défaut par la compagnie de déposer chez le ministre le plan mentionné dans le premier alinéa du présent article, tout créancier de la compagnie peut, après un avis de trente jours signifié à cette dernière, faire faire ce plan aux frais de la compagnie et le déposer chez le ministre. Il est ensuite procédé de la même manière que si la compagnie l'avait elle-même déposé. S. R. Q., 5668; 57 V., c. 42, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

7493. Après que le plan cadastral et le livre de renvoi ont été amendés par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries au désir du premier alinéa de l'article 7492, il doit se procurer et amender la copie de tels plan et livre de renvoi déposée chez le registra-
Amendement de la copie déposée chez le registra-
 teur et transmission d'icelle aux différents registra-
 teurs ou un ch. de f. est situé.

7494. Si des entrées ou charges ont été faites sur les anciens numéros ou terrains originaires d'où a été extrait le terrain pris pour la ligne d'un chemin de fer, pour des obligations créées par les propriétaires du chemin, il est alors du devoir de la compagnie ou de la personne ou corporation exploitant, à quelque titre que ce soit, un chemin ou partie d'un chemin de fer dans les limites de cette province, passant dans les localités où les plans cadastraux ont été complétés, de faire renouveler, conformément à la loi, aux frais de la compagnie ou de ses représentants, ces charges, privilèges et hypothèques sur les numéros officiels donnés au plan cadastral amendé. S. R. Q., 5670.

7495. Il est du devoir des créanciers hypothécaires de la compagnie de chemin de fer de se joindre à cette compagnie pour signer l'avis de renouvellement si besoin il y a, et, à défaut de ce faire, à la demande de tout intéressé, et sur
Signature de l'avis de renouvellement.

l'ordre d'un juge de la Cour supérieure, ils peuvent y être contraints, et dès lors ils sont responsables des dommages-intérêts qui en résultent. S. R. Q., 5671.

Effet des avis
de renouvel-
lement.

Proviso.

7496. Les avis de renouvellement ont pour effet de produire la radiation et la décharge, sur dépôt d'iceux conformément à l'article 2152a du Code civil, des entrées faites sur les anciens lots ou numéros originaux, quant à ces entrées qui correspondent à des charges, privilèges et hypothèques consentis par la compagnie de chemin de fer, et qui ne doivent affecter que ses propres lots ; pourvu que tels avis, ainsi préalablement enregistrés, soient déposés aux termes de l'article 2152 du Code civil ; et le registrateur doit faire toute entrée nécessaire dans ses registres pour les fins ci-dessus mentionnées sous peine des dommages-intérêts. S. R. Q., 5672.

Devoir du
registrateur
après la radia-
tion faite.

7497. Après que la radiation a été faite comme susdit, le registrateur ne fait pas davantage mention dans ses certificats, des entrées et charges ainsi radiées, sur le reste d'aucun des anciens numéros ou terrains originaux d'où a été extrait le terrain pris pour la ligne d'un chemin de fer. S. R. Q., 5673.

Annotation
par le régis-
trateur
chez qui un
plan a été
déposé.

7498. Dès qu'un plan de subdivision ou redivision, accompagné d'un livre de renvoi, a été déposé chez lui, le registrateur doit annoter dans l'index aux immeubles, sous le numéro du lot original, ou de la subdivision ou redivision, le fait que ce lot a été subdivisé ou redivisé, en tout ou en partie, selon le cas. S. R. Q., 5674.

Désignation
des lots de la
subdivision.

7499. Lorsqu'une subdivision ou redivision a été faite, le numéro spécial et la désignation donnés à chaque lot sur le plan et dans le livre de renvoi de cette subdivision ou redivision, constituent l'exacte description de ces lots subdivisés respectivement, laquelle est suffisante dans tout document ; et les dispositions de l'article 2168 du Code civil s'appliquent aux lots de cette subdivision ou redivision.

Nom de la
partie non
divisée.

Lorsqu'une partie seulement d'un lot original est subdivisée ou lorsqu'une partie seulement d'un lot dans une subdivision est redivisée, il suffit, pour désigner la partie non divisée, de l'appeler la partie non divisée de tel lot original ou de tel lot dans une subdivision. S. R. Q., 5675.

Publication
du livre de
renvoi d'une
subdivision.

7500. Le ministre peut faire publier, dans la *Gazette officielle de Québec*, le livre de renvoi de toute subdivision ou redivision, avec le même effet que celui de la publication du livre de renvoi d'une localité en vertu de l'article 2176a du Code civil. S. R. Q., 5676 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

7501. Les plan et livre de renvoi de chaque nouvelle subdivision faits par les parties intéressées et déposés au bureau du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, doivent être accompagnés d'un certificat du régistrateur de la division d'enregistrement où une subdivision a déjà été faite, constatant si des inscriptions ont été prises sur quelqu'un des lots compris dans la subdivision ; s'il ne se trouve pas d'inscriptions sur les lots, ou s'il est produit un consentement par écrit au changement de la part des créanciers hypothécaires, le ministre doit annuler les plan et livre de renvoi de la subdivision antérieure, et transmettre la copie par lui certifiée des plan et livre de renvoi de la nouvelle subdivision au régistrateur, qui doit, sans délai, renvoyer au ministre les plan et livre de renvoi auxquels les nouveaux sont substitués.

Certificat qui accompagne les plan et livre de renvoi.

S'il n'y a pas d'inscription ou si un consentement est produit.

Ce consentement peut être fait devant notaire ou sous seing privé comme l'hypothèque elle-même a pu être consentie et avec les mêmes formalités. Il indique les numéros de la nouvelle subdivision sur lesquels l'hypothèque est restreinte. S. R. Q., 5677 ; 58 V., c. 40, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Forme du consentement.

7502. Si le certificat du régistrateur constate qu'il y a des lots d'une semblable subdivision affectés par des inscriptions, et s'il n'est pas produit un consentement de la part des créanciers hypothécaires, comme susdit, le ministre doit annuler les plan et livre de renvoi pour la partie du terrain qui n'a pas été affectée par cette inscription, et transmettre une copie certifiée des plan et livre de renvoi de la nouvelle subdivision au régistrateur, qui est tenu de renvoyer, sans délai, au ministre, les plan et livre de renvoi auxquels les nouveaux sont substitués ; toutefois, il ne doit être fait aucun changement ni aucune altération aux numéros donnés aux lots ainsi affectés, lesquels numéros sont conservés sur les nouveaux plans et livres de renvoi et font partie de la nouvelle série de numéros.

S'il y a des inscriptions.

Proviso.

Aussitôt que le consentement donné par le créancier hypothécaire est enregistré, l'hypothèque est restreinte au lot ou aux lots de la nouvelle subdivision, tel qu'indiqué au consentement, et le régistrateur donne les certificats d'enregistrement conformément au consentement. S. R. Q., 5678 ; 58 V., c. 40, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Etendue des hypothèques après l'enregistrement du consentement.

7503. La partie requérant la substitution d'une subdivision ou d'une partie de subdivision, doit payer au régistrateur les frais ordinaires pour recherches, et les frais occasionnés par la perte des feuilles de l'index aux immeubles quand il y a lieu. S. R. Q., 5679.

Honoraires du régistrateur dans le cas de substitution d'une subdivision.

§ 7.—*De l'acquisition des registres*

Devoirs du secrétaire de la province de fournir les livres nécessaires pour les bureaux nouvellement établis.

Livres fournis à certains registrateurs.

7504. Le secrétaire de la province est tenu, d'après les directions qu'il reçoit du lieutenant-gouverneur à cet égard, de fournir et transmettre à chaque bureau d'enregistrement, dès qu'il est établi, un assortiment uniforme de livres pour servir comme registre, index, journal ou mémoire dont le coût est payé sur les deniers non affectés entre les mains du trésorier de la province ; mais les registrateurs sont ensuite tenus de se pourvoir, à leurs propres frais, de livres semblables, lorsqu'ils en ont besoin pour leurs bureaux.

Lorsqu'il s'agit d'une division d'enregistrement tombant sous le coup du paragraphe premier de la présente section, le secrétaire de la province est de plus tenu de fournir un livre de caisse à chaque registrateur, ainsi que tous tels livres requis par la suite. S. R. Q., 5680 ; 57 V., c. 41, s. 4.

§ 8.—*De la restauration des registres*

Registres, etc., peuvent être remplacés par le registrateur.

Id., quant à l'index.

Mode de faire la copie.

Authenticité du livre.

Vidimation.

Assermentation du certificat.

Authenticité des index, etc.

7505. 1. Les registres, index, répertoires ou autres livres d'un registrateur, devenus en état de vétusté tel qu'il pourrait en résulter des erreurs ou omissions au préjudice du public, ou mettre en danger le droit des particuliers, peuvent être, sur l'ordre du lieutenant-gouverneur en conseil, remplacés par le registrateur par d'autres du même format dans lesquels sont transcrits les actes, matières et choses contenus dans ces registres, index, répertoires ou autres livres, en tant que les écritures peuvent être déchiffrées.

L'index aux noms peut être aussi remplacé sur simple ordre de l'inspecteur des bureaux d'enregistrement.

La copie doit en être faite avec tout le soin possible, et en ayant recours aux registres pour les endroits illisibles de l'index à recopier.

Le livre où se fait la transcription doit être au préalable authentiqué et paraphé en la manière indiquée dans l'article 2181 du Code civil.

2. Le registrateur et son député doivent, après avoir collationné l'original avec la copie, apposer à la fin d'icelle copie, un certificat attestant qu'elle a été examinée et vidimée, et qu'elle est conforme à l'original.

Ce certificat est fait sous serment prêté devant le protonotaire du district, ou devant le greffier de la Cour de circuit du comté.

3. Tout index, répertoire, registre ou autre livre portant un semblable certificat, a la même authenticité, la même validité et le même effet, à toutes fins et intentions, que celui dont il est la transcription, et l'article 2161 du Code civil s'y applique.

Toutefois, l'original doit être conservé pour servir, s'il est Conservation de l'original.
 besoin, et pour être consulté. S. R. Q., 5681.

§ 9.—*De la remise des registres*

* **7506.** Si un régistrateur cesse ses fonctions pour cause Transport des livres des régistrateurs à leurs successeurs.
 de démission ou de destitution de sa charge, il est tenu, après
 avoir cessé de remplir sa charge, et, dans le cas où il vient
 à mourir, ses héritiers, exécuteurs et représentants légaux sont
 tenus, de livrer et remettre à son successeur en charge, à sa
 demande, tous les livres, registres, sommaires et papiers ap-
 appartenant au bureau ; si le régistrateur qui démissionne ou
 est destitué de son emploi, ou si les héritiers, exécuteurs ou
 autres représentants légaux du régistrateur décédé, refusent
 ou négligent de remettre au successeur de ce régistrateur,
 ces livres, registres, sommaires et papiers, ils sont tous et
 chacun d'eux tenus de faire aux parties lésées, réparation de
 tous les dommages et frais encourus à raison de ce refus ou
 de cette négligence. S. R. Q., 5682.

§ 10.—*Des devoirs des régistrateurs*

7507. Outre les peines infligées par l'article 2159 du Devoirs des régistrateurs.
 Code civil, tout régistrateur est tenu de se conformer aux
 lois sur l'enregistrement, sous peine d'une amende n'excédant
 pas quarante piastres pour chaque contravention et des frais.
 S. R. Q., 5683.

7508. Tout régistrateur est tenu, dans les vingt jours Nomination des députés.
 après qu'il a prêté le serment d'office, de nommer un député ;
 et en cas de décès, démission ou destitution du régistrateur, ce
 député remplit les devoirs de ce régistrateur jusqu'à ce qu'un
 autre ait été nommé à sa place et qu'il ait pris la charge du
 bureau. S. R. Q., 5684.

7509. Tout député-régistrateur peut démissionner ou être Démission ou destitution des députés.
 destitué de sa charge par le régistrateur ; advenant le décès,
 la démission ou la destitution du député, il est du devoir
 du régistrateur de nommer un autre député à sa place dans
 les vingt jours après ce décès, cette démission ou destitution.
 S. R. Q., 5685.

7510. Si un régistrateur néglige de nommer un député, Négligence de nommer un député.
 il est passible d'une amende de vingt piastres pour chaque
 jour qu'il néglige de faire cette nomination.

L'amende peut être recouvrée devant tout tribunal compé- Amende.
 tent et est payée par moitié à Sa Majesté et par moitié au
 dénonciateur. S. R. Q., 5686.

Nomination
des députés-
régistrateurs
par le lieut.-
gouv.

7511. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant, lorsqu'il le juge à propos, nommer dans les divisions d'enregistrement mentionnées dans l'article 7467 un député-régistrateur auquel il assigne le salaire estimé convenable, payable en la manière édictée par l'article 7472.

Devoirs de
ces députés.

Ce député a, à tous les égards, les mêmes pouvoirs, devoirs et obligations que s'il était nommé par le régistrateur.

Leur destitu-
tion.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut seul révoquer le député-régistrateur ainsi nommé.

Dispositions
applicables.

Lorsque telle nomination a été faite, le régistrateur est libéré de l'obligation qui lui est imposée par les articles 7508 et 7509, et n'est pas passible de la pénalité imposée par l'article 7510. S. R. Q., 5686a; 60 V., c. 37, s. 2.

Avis de décès
du registra-
teur et nomi-
nation de son
successeur.

7512. Il est du devoir du shérif du district, et s'il n'y a pas de shérif, alors du préfet du comté où est décédé le régistrateur, de donner avis immédiatement du décès de tel régistrateur, au procureur général, pour l'information du lieutenant-gouverneur qui, dans l'espace d'un mois après le décès, doit nommer une personne compétente pour remplir cette vacance. S. R. Q., 5687.

§ 11.—Des serments des registrateurs

Serments
d'allégeance
et d'office
prêtés par le
régistrateur.

7513. 1. Le régistrateur et le député-régistrateur, avant d'entrer en fonctions, doivent prêter et souscrire, devant l'un des juges de la Cour du banc du roi ou de la Cour supérieure, les serments d'allégeance et d'office contenus dans les formules D et E.

Transmission
de ces ser-
ments au
greffier de la
paix.
Leur dépôt.

2. Ces serments, une fois prêtés, sont transmis au greffier de la paix du district dans les limites duquel est situé le bureau auquel ce régistrateur ou ce député a été nommé.

3. Le greffier de la paix est tenu de les déposer dans les archives de son bureau, et, pour ce service, il a droit d'exiger une piastre du régistrateur ou du député. S. R. Q., 5688.

§ 12.—Du cautionnement des registrateurs

Cautionne-
ment des ré-
gistrateurs.

7514. Le cautionnement que doit fournir le régistrateur est donné conformément à la section cinquième du chapitre cinquième du titre troisième des présents Statuts refondus concernant le cautionnement des officiers publics (articles 609-637). S. R. Q., 5689.

§ 13.—De l'incompatibilité de la profession de notaire avec la charge de régistrateur

Défense à un
régistrateur
de pratiquer
comme no-
taire.

7515. Sauf les registrateurs en office nommés avant le premier de janvier 1874, aucun régistrateur ne peut pratiquer comme notaire. S. R. Q., 5691.

§ 14.—*De la résidence des registrateurs*

7516. Tout registrateur doit résider dans un rayon de cinq lieues de son bureau. S. R. Q., 5692.

Residence des registrateurs.

§ 15.—*Des honoraires des registrateurs*

7517. Il est alloué à tout registrateur, à moins et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 7520, pour déposer, entrer et enregistrer chaque sommaire cinquante centins, si les mots y contenus n'excèdent pas quatre cents mots, mais si le sommaire excède quatre cents mots, alors il est payé au taux de dix centins par chaque cent mots contenus dans le sommaire, en sus des premiers quatre cents mots,—et il reçoit les mêmes honoraires pour le même nombre de mots contenus dans chaque titre, transport, testament et document qui est enregistré tout au long, ainsi que dans tout certificat ou copie ou autres écritures requises de lui; et pour chaque recherche dans le bureau, si les noms des parties au titre ou à l'acte dont on entend faire la recherche sont donnés, il reçoit vingt centins, et si les noms ne sont pas donnés, quarante centins. S. R. Q., 5693.

Honoraires des registrateurs pour certaines fins.

7518. Il est alloué à tout registrateur, pour tenir la liste des mutations de propriétés dans les seigneuries, un honoraire de dix centins par chaque cent mots, à prendre sur les deniers déposés entre ses mains à cette fin, et il doit continuer à tenir cette liste tant que la somme de deniers ainsi déposée, ou toute autre somme déposée dans la suite pour la même fin, n'est pas épuisée. S. R. Q., 5694.

Pour tenir liste de mutations.

7519. Il lui est aussi alloué un honoraire de cinquante centins pour chaque adresse ou changement d'adresse de tout créancier hypothécaire entré dans son registre, lequel montant couvre ses honoraires pour toute procédure s'y rapportant. S. R. Q., 5695.

Pour adresse, etc.

7520. Le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, peut, de temps à autre, faire des tarifs des honoraires que doivent recevoir les registrateurs pour les divers services rendus par eux, et ces honoraires sont alors substitués à ceux fixés par l'article 7517 ou par toute autre disposition.

Tarif d'honoraires.

Tout tel arrêté en conseil peut être amendé, abrogé ou remplacé, et peut s'appliquer à une ou à plusieurs ou à toutes les divisions d'enregistrement de la province.

Leurs amendements.

Cet arrêté doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*, et a son effet à dater du jour y mentionné, n'étant pas moins d'un mois à compter du jour où il a été publié. S. R. Q., 5696.

Leur publication.

§ 16.—*De l'inspecteur des bureaux d'enregistrement*

I.—SA NOMINATION

Nomination
d'un inspec-
teur des bu-
reaux d'enre-
gistrement.

7521. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un inspecteur pour visiter les bureaux d'enregistrement et les coffres-forts ou voûtes de sûreté que les municipalités sont tenues de se procurer et d'entretenir d'après les articles 515, 516, 517 et 517*a* du Code municipal. S. R. Q., 5697.

Durée de sa
charge et ses
devoirs avant
d'entrer en
fonction.

7522. Cet officier est un officier public et porte le titre d'inspecteur des bureaux d'enregistrement ; il tient sa charge durant bonne conduite et doit prêter, avant d'entrer en fonction, les serments d'allégeance et d'office ordinaires, suivant les formules F et G, devant un des juges de la Cour supérieure ou un commissaire *per delinimus potestatem*. S. R. Q., 5698.

II.—SES POUVOIRS ET DEVOIRS

Pouvoirs de
l'inspecteur.

7523. Cet inspecteur possède le pouvoir d'ordonner les changements permis par la loi et nécessaires pour obtenir l'uniformité dans la tenue des livres et registres des bureaux d'enregistrement et pour leur donner l'efficacité qui peut leur manquer. S. R. Q., 5699.

Ses devoirs
quand il
n'existe pas
d'index.

7524. Dans les bureaux où l'index aux immeubles n'existe pas, cet inspecteur doit fournir au régistrateur un modèle à suivre pour la confection de cet index, suivant la formule II, à l'effet de mettre le régistrateur en état de donner, au moment d'une demande de recherches, par la seule inspection de cet index, le montant des charges existant sur tout immeuble cadastré. S. R. Q., 5700.

Ses devoirs
quand il en
existe.

7525. Dans les bureaux où l'index aux immeubles existe cet inspecteur doit remettre le même modèle au régistrateur, et ce dernier est tenu de le suivre et de s'y conformer aussitôt que les volumes de l'index sont remplis et doivent être renouvelés. S. R. Q., 5701.

Visite des bu-
reaux d'enre-
gistrement.

7526. L'inspecteur doit faire la visite des bureaux d'enregistrement lorsqu'il en est besoin, afin de s'assurer que les livres et registres de ces bureaux sont tenus correctement et suivant la loi ; que les timbres d'enregistrement sont apposés régulièrement sur les actes, copies, certificats et livres de recherches ; que le cautionnement du régistrateur est valable ; que chaque régistrateur a un député régulièrement nommé et assermenté, et informer le gouvernement sur chacun de ces points, si le régistrateur est en défaut.

L'inspecteur doit également, lorsqu'il en est requis par le procureur général, faire une enquête sur la conduite tenue par un régistrateur, ses députés ou employés, lorsqu'il est de l'intérêt public que cette enquête ait lieu ; et il a, relativement à cette enquête, tous les pouvoirs que possèdent des commissaires nommés en vertu du chapitre quatrième du titre troisième des présents Statuts refondus, (articles 584-599). S. R. Q., 5702 ; 61 V., c. 43, s. 1.

7527. L'inspecteur doit faire au lieutenant-gouverneur en conseil, un rapport général de ses visites, et consigner dans ce rapport les changements qui lui paraissent nécessaires pour donner à l'index aux immeubles, l'efficacité désirable, et pour obtenir l'uniformité dans la tenue des livres et registres des bureaux d'enregistrement. S. R. Q., 5703.

7528. L'inspecteur peut aussi, au besoin, enjoindre à tout régistrateur, de recopier tout index aux noms en état de vétusté, ou détérioré par l'usage au point de ne plus offrir de certitude au public pour les recherches qui y sont faites.

Cette copie doit être faite avec tout le soin possible et en ayant recours aux registres pour les endroits illisibles de l'index à recopier. S. R. Q., 5704.

§ 17.—Du prélèvement du pourcentage pour frais d'inspection

7529. Dans le but de subvenir aux frais de l'inspection des bureaux d'enregistrement, et de la confection des plans et livres de renvoi dans les diverses divisions d'enregistrement, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, ordonner qu'il soit prélevé un pourcentage sur les honoraires perçus par tout régistrateur sur les renouvellements d'hypothèques faits en vertu de l'article 2172 du Code civil. S. R. Q., 5705.

7530. Ce pourcentage ne doit pas excéder quinze pour cent des honoraires ainsi perçus par les régistrateurs sur ces renouvellements d'hypothèques. S. R. Q., 5706.

7531. Les régistrateurs soumis aux dispositions ci-dessus doivent inclure dans chacun de leurs rapports, un état du montant des honoraires reçus par eux, sur le renouvellement d'enregistrement, et transmettre en même temps au trésorier de la province, le pourcentage prescrit par arrêté en conseil passé à cet effet. S. R. Q., 5707.

CEDULES

*Traitements de certains régistres*A.—(*Article 7468*)

Division de première classe.....	\$3,500
do deuxième classe.....	3,000
do troisième classe.....de \$300 à	2,000

57 V., c. 41, cédule D ; 59 V., c. 36, s. 2.

B.—(*Article 7470*)

Division de première classe....de \$3,500 à	\$4,000
do seconde classe....de	3,000 à 3,500

57 V., c. 41, cédule E.

C.—(*Article 7471*)

Division de première classe.....	\$6,000
do seconde classe.....	4,500

57 V., c. 41, cédule F.

FORMULES

D.—(*Article 7513*)*Serment d'allégeance des régistres et des députés-régistres*

Je A. B., promets sincèrement et jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté le Roi. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

S. R. Q., 5688, formule A.

E.—(Article 7513)

Serment d'office des registrateurs et des députés-registrateurs

Je A. B., registrateur, (ou député-registrateur, suivant le cas) pour le de , jure solennellement que je remplirai et exécuterai honnêtement et fidèlement la charge de registrateur (ou député-registrateur, suivant le cas) pour le de , et tous et chacun les devoirs qu'il m'est enjoint et prescrit de remplir et exécuter comme tel registrateur (ou député-registrateur, suivant le cas) par la loi, aussi longtemps que je continuerai d'occuper la dite charge, et que je n'ai point donné ou promis à personne directement ou indirectement, ni autorisé aucune personne à donner ou promettre aucune somme d'argent, gratification ou récompense quelconque, pour me procurer ou pour obtenir la dite charge. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

S. R. Q., 5688, formule B.

F.—(Article 7522)

Serment d'allégeance de l'inspecteur

Je, A. B., promets sincèrement et jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté le Roi. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

S. R. Q., 5707, cédule A.

G.—(Article 7522)

Serment d'office de l'inspecteur

Je A. B., nommé inspecteur des bureaux d'enregistrement de la province de Québec, jure solennellement que je remplirai et exécuterai fidèlement et suivant la loi les devoirs de cette charge. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

S. R. Q., 5707, cédule B.

II. - (*Article 7524*)
Index aux immeubles
 INDEX de la paroisse de
 dans le comté de
 No 1

No et date de l'enregistre- ment	Registre, Volume et page de l'enregistre- ment	Nom du vendeur, donateur, créancier, etc.	Nom de l'acqué- reur, donataire, débiteur, etc.	Montant des créances et termes de paiement	Transports, Montants trans- portés, Noms des cession- naires	Radiations totales ou partielles

SECTION XIX

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LA SECTION CINQUIÈME DU CHAPITRE
SIXIÈME DU TITRE DIX-NEUVIÈME DU LIVRE TROISIÈME

DE QUELQUES COURTES PRESCRIPTIONS

(Articles 2260 et suivants)

DES ACTIONS PÉNALES

§ 1.—*De la durée des actions pénales en général*

7532. 1. Toute action, poursuite ou dénonciation, intentée ou faite au sujet d'une amende, en vertu de tout statut ou de toute loi pénale par lequel l'amende est accordée à la couronne seulement, doit être intentée ou faite dans les deux années du jour où l'offense a été commise contre les dispositions de ce statut ou de cette loi pénale, mais pas après.

Délai pour
intenter ac-
tions dans le
cas d'amen-
des apparte-
nant à la
couronne.

2. Toute action, poursuite ou dénonciation intentée ou faite au sujet d'une amende en vertu de tout statut ou de toute loi pénale, dont le bénéfice et la poursuite sont réservés par ce statut ou cette loi à la couronne et à toute autre personne qui peut en poursuivre le recouvrement, doit être intentée ou faite par cette autre personne dans le cours d'une année du jour où l'offense a été commise, mais pas après; et à défaut de poursuite de la part de cette personne, elle doit être intentée pour la couronne, dans le cours des deux années de l'expiration de la dite année.

Délai dans le
cas où elles
appartien-
nent à la
couronne et à
d'autres.

3. Toute action, poursuite ou dénonciation intentée ou faite pour contravention au statut ou à une loi pénale après le temps prescrit à cet égard, est nulle. S. R. Q., 2615.

Effet des
délais.

§ 2.—*Des cas auxquels cette section s'applique*

7533. L'article 7532 s'applique uniquement aux cas à l'égard desquels la loi n'a rien prévu, et rien de contenu dans la présente section ne doit avoir l'effet de prolonger ou étendre, en aucune manière, le délai pour intenter une action ou une poursuite ou pour faire une dénonciation en vertu de quelque statut pénal qui fixe un temps plus court que celui prescrit par la présente section. S. R. Q., 2616.

Application
de l'article
7532.

SECTION XX

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE QUATRIÈME DU TITRE
CINQUIÈME DU LIVRE QUATRIÈME

DE L'ASSURANCE SUR LA VIE

*(Article 2590)*DE L'ASSURANCE SUR LA VIE AU BÉNÉFICE DES MAISONS
D'ÉDUCATION

Assurance
sur la vie au
bénéfice d'une
maison d'é-
ducation su-
périeure.

7534. Toute personne habile à contracter peut assurer sa vie au bénéfice d'une maison d'éducation supérieure possédant un état corporatif et habile à recevoir par donation entre-vifs.

Les primes peuvent être payables par une autre personne.

Nonobstant l'article 776 du Code civil, ce contrat et son acceptation peuvent être faits par acte sous seing privé, mais il reste soumis aux dispositions de l'article 762 du même code.

Le contrat ne peut être révoqué sans le consentement du bénéficiaire. S. R. Q., 5606a ; 7 Ed. VII, c. 52, s. 1.

SECTION XXI

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CODE CIVIL EN GÉNÉRAL

DE LA VALIDATION DE CERTAINS ACTES

Validation de
certains sta-
tuts, actes,
lois et docu-
ments.

7535. Rien dans les présents Statuts refondus ni dans aucune loi de cette province ne doit infirmer les dispositions des lois passées à l'effet de confirmer, valider, légaliser ou interpréter des statuts ou lois, actes ou documents quelconques. S. R. Q., 5709.

CHAPITRE DEUXIÈME

DES MATIÈRES EN RAPPORT AVEC LE CODE DE PROCÉDURE
CIVILE

SECTION I

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

*(Articles 1 et suivants)*DU CHANGEMENT DE L'ÉPOQUE OU DU LIEU DE LA TENUE
DE LA COUR

7536. Chaque fois que, en vertu de quelque acte ou proclamation, le temps ou le lieu fixé pour la tenue d'un terme d'une cour est changé, et qu'une personne a un ordre de comparaître ou de faire toute autre chose dans cette cour pendant le terme, à un jour qui, par suite de tel changement, n'est plus un jour du terme, ou à un endroit où la cour n'est plus tenue, cette chose est alors faite par telle personne le premier jour juridique dans le terme ordinaire ou extraordinaire qui suit immédiatement celui durant lequel, sans ce changement, la chose aurait dû être faite, à moins que le tribunal ne fixe un autre jour, et à l'endroit où la cour est alors tenue et auquel les archives et documents de la cour sont transportés et où toutes les matières commencées dans l'endroit où elle était tenue avant doivent se continuer et se terminer. S. R. Q., 5710.

SECTION II

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE CINQUIÈME

ACTIONS ET PERSONNES QUI PEUVENT Y ÊTRE PARTIES

(Articles 76 et suivants)

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. *Des poursuites quand la couronne est une partie*

7537. Tout ce qui est considéré comme poursuite ou Explication
procédure civile, si toutes les parties y concernées sont des des mots
particuliers, est considéré comme l'étant pareillement, bien "poursuites
civiles."

que l'une de ces parties soit la couronne, à moins de dispositions contraires, ou que cette interprétation ne soit incompatible avec le texte ou l'esprit de la loi. S. R. Q., 5713.

§ 2.—*De l'action pénale*

Amende peut être recouvrée par le poursuivant en son propre nom. **7538.** 1. Chaque fois que par la loi ou en vertu d'un règlement municipal, une personne est autorisée à poursuivre, devant les cours civiles, le recouvrement d'une amende ou d'une pénalité, elle peut les recouvrer en son propre nom, de la même manière que toute dette ordinaire d'un égal montant, lors même que l'amende doit entièrement ou partiellement revenir à la couronne ou à une corporation municipale.

Déposition sous serment n'est pas nécessaire. 2. Aucune déposition sous serment n'est requise de la part du poursuivant ni d'aucune autre personne avant cette poursuite. S. R. Q., 5716 ; 6 Ed. VII, c. 37, s. 2.

Avis de l'action donné au procureur général, ou à la corporation municipale. **7539.** Avis de toute action en recouvrement d'une amende revenant entièrement ou partiellement à la couronne ou à une corporation municipale, doit être signifié sans délai, par le poursuivant, au procureur général ou à la corporation municipale, et l'original de cet avis, accompagné d'un certificat de sa signification, doit être rapporté en cour avec l'action. Aucune procédure ne peut être faite sur l'action avant tel rapport. S. R. Q., 5717 ; 6 Ed. VII, c. 37, s. 2.

Couronne ou corporation municipale peut intervenir. **7540.** La couronne ou la corporation municipale peut intervenir dans l'instance, en tout état de cause, pour y protéger ses intérêts et conduire la cause à jugement. S. R. Q., 5718 ; 6 Ed. VII, c. 37, s. 2.

Le dépôt de la pénalité et des frais libère le défendeur. **7541.** Le défendeur ne peut en aucun cas s'acquitter valablement, soit avant, soit après jugement, qu'en déposant au greffe le montant de la pénalité et des frais. Le protonotaire ou le greffier distribue ensuite suivant la loi le montant ainsi déposé. S. R. Q., 5719 ; 6 Ed. VII, c. 37, s. 2.

SECTION III

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE VINGT-CINQUIÈME

DES DÉPENS

(Articles 549 et suivants)

DES FRAIS DANS LES CAUSES DE LA COURONNE EN MATIÈRE CIVILE

Pouvoir de la couronne de recouvrer les **7542.** Dans toute poursuite ou procédure en matière civile, intentée par ou au nom de la couronne, devant un tribunal ou un juge, dont l'objet est d'obtenir le recouvre-

ment, ou de prévenir la perte de quelque propriété mobilière ^{frais dans les} ou immobilière, loyer ou rente, droit, péage ou somme d'ar- ^{actions civi-} gent, ou de maintenir, exercer ou conserver un droit, un ^{les.} privilège ou une hypothèque sur iceux, ce tribunal ou ce juge peut accorder à la couronne, si elle réussit dans la poursuite ou la procédure, les mêmes dépens qui seraient accordés à tout particulier en pareil cas.

La couronne a le même recours pour recouvrer les dépens qu'aurait ce particulier. S. R. Q., 5711.

7543. Si, dans ces poursuites ou procédures, la couronne ^{Son pouvoir} est déboutée, le lieutenant-gouverneur en conseil ^{peut ordonner, de payer les} s'il le juge convenable, que paiement soit fait à la partie qui ^{frais.} a obtenu gain de cause, des dépens qu'elle aurait recouvrés en pareil cas contre toute autre partie déboutée. S. R. Q., 5712.

SECTION IV

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE TRENTIÈME

DE L'EXÉCUTION FORCÉE DES JUGEMENTS

(Articles 699 et suivants)

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

§ 1.—*De la saisie des rentes constituées seigneuriales*

7544. Les rentes constituées représentant les droits sei- ^{Saisies, etc.,} gneuriaux, payables par les propriétaires de fonds comme ^{des rentes} représentant les cens et rentes ou payables par le trésorier ^{payables par} de la province comme représentant les lods et ventes et autres ^{le trésorier} droits casuels, peuvent être saisies et vendues par le shérif en ^{de la provin-} vertu d'une exécution, de la même manière que les autres ^{ce.} rentes constituées. S. R. Q., 5720.

7545. Les droits de toute partie à la rente constituée ^{Vente des} peuvent être saisis, vendus et transférés, qu'elle soit à titre ^{droits aux} absolu, ou pour la vie, ou pour un nombre d'années, ou pour ^{rentes.} la vie d'un autre, mais les droits de telle partie en icelle doivent être vendus en entier et non par fractions. S. R. Q., 5721.

7546. Dans le cas de saisie entre les mains du trésorier ^{Signification} de la province, un procès-verbal de la saisie lui est signifié à ^{du procès-} son bureau, et après cette signification, et tant que la saisie ^{verbal de} reste en vigueur, il ne doit en faire le paiement à aucune ^{saisie.} partie que ce soit.

Lorsqu'une semblable rente est vendue par exécution, une ^{Signification} copie authentique de l'acte de vente consenti par le shérif ^{de copie de} doit être signifiée au trésorier de la province à son bureau, ^{l'acte de} ^{vente.}

et ce dernier doit alors substituer l'acquéreur aux lieu et place de la partie sur laquelle la rente a été saisie. S. R. Q., 5722.

Mode de saisir et vendre les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux.

7547. Les rentes constituées représentant les cens et rentes ou les droits en icelles, peuvent être saisies et vendues par le shérif sur exécution, soit collectivement, (c'est-à-dire la totalité de ces rentes ou droits en icelles, et sans qu'il soit nécessaire d'énumérer ou de décrire les lots particuliers ou rentes y compris,) en décrivant en termes-généraux sous son nom originaire et par ses délimitations générales, la seigneurie ou les parties de la seigneurie où sont situés les fonds sur lesquels sont créées ces rentes constituées, soit comme les rentes constituées créées sur des lots ou fonds portant les numéros suivants dans le cadastre de la seigneurie, et mentionnés dans le bref comme les lots depuis le numéro (*selon le cas*), dans le cadastre, jusqu'au numéro (*selon le cas*), inclusivement. S. R. Q., 5723.

Signification de l'acte de vente par les shérifs.

7548. L'acte de vente, par le shérif, de rentes constituées représentant les cens et rentes, ou de droits en icelles, doit être notifié, en en faisant faire lecture publique par un huissier de la Cour supérieure, à la porte de l'église de la paroisse où sont situés les fonds sur lesquels ces rentes constituées sont payables, immédiatement après l'office divin du matin, l'un des dimanches pendant les quatre semaines après la vente du shérif; cette lecture est considérée comme un avis suffisant de cette vente donné à tous les propriétaires de ces fonds. S. R. Q., 5724.

Transfert des droits de créanciers seulement.

7549. Cette vente n'a l'effet de transporter que les droits du créancier de ces rentes constituées; le rachat d'icelles rentes effectué antérieurement, ou le droit d'opérer ce rachat, n'est pas affecté par la vente, mais ce droit peut être exercé comme si la vente n'eût pas eu lieu. S. R. Q., 5725.

Espèces de rentes qui peuvent être saisies ensemble.

7550. Les rentes constituées payables par le trésorier de la province et les rentes constituées représentant les cens et rentes doivent être comprises dans le même bref, si la saisie en est faite en même temps et par la même partie, ou dans des brefs distincts si elles sont saisies à différentes époques ou par différentes parties. S. R. Q., 5726.

Droits à une seigneurie peuvent être exécutés sur ces rentes.

7551. 1. Tout droit à une seigneurie ou sur une seigneurie, qui a surgi avant ou après l'avis publié dans la *Gazette du Canada* du dépôt du cadastre de telle seigneurie, a continué d'exister et peut être exercé sur les rentes constituées représentant les droits seigneuriaux dans telle seigneurie, et peut être exécuté sur ces rentes.

2. Si ce droit a trait à une partie définie et divise de la seigneurie, il comprend et affecte les rentes constituées payables sur les fonds compris dans cette partie ; mais s'il se rapporte à une partie indivise de la seigneurie, il comprend alors et affecte la partie indivise de telles rentes, ainsi que des rentes constituées payables par le trésorier de la province, proportionnellement à cette partie indivise de la seigneurie.

3. Dans toute action ou poursuite pour l'exercice de ces droits, les rentes constituées peuvent être décrites en la manière ci-dessus indiquée pour la saisie, et sans qu'il soit nécessaire d'énumérer ou de décrire les lots particuliers ou rentes y compris.

4. Tout jugement constatant ces droits doit être publié aux portes des églises des paroisses où est située la seigneurie ou la partie divise d'icelle, par un huissier de la Cour supérieure, immédiatement après l'office divin du matin, l'un des dimanches pendant les quatre semaines après le prononcé du jugement, ou, s'il en est appelé, après que le jugement en appel qui le confirme a été rendu ; une copie en est signifiée au trésorier de la province à son bureau.

5. Ce jugement est alors considéré comme ayant été suffisamment notifié aux propriétaires des fonds sur lesquels ces rentes constituées sont payables et au trésorier de la province, lesquels doivent se conduire en conséquence ; mais nul semblable jugement ne peut affecter le rachat antérieurement effectué d'aucune de ces rentes constituées ni le droit d'en opérer le rachat, ni avoir l'effet de transporter plus que les droits du créancier de ces rentes constituées. S. R. Q., 5727.

§ 2. - De certaines ventes ayant l'effet du décret

7552. La vente d'immeubles faite par le liquidateur en vertu de la section 34 du chapitre 144 des Statuts révisés du Canada, 1906, suivie des formalités ci-après mentionnées, a l'effet du décret. S. R. Q., 5727a ; 60 V., c. 49, s. 14.

7553. Une copie de l'acte de vente et le certificat du registraire préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeuble, par le shérif, doivent être déposés entre les mains du liquidateur. S. R. Q., 5727b ; 60 V., c. 49, s. 14.

7554. Avis de ce dépôt, avec indication des noms de ceux qui ont possédé l'immeuble pendant les trois dernières années, doit être donné pendant un mois dans la *Gazette officielle de Québec*, et doit être lu et affiché au lieu et en la manière prescrits pour les affiches dans le cas de ratification de titre, le deuxième dimanche avant l'expiration des délais pour les enchères ci-après mentionnées. S. R. Q., 5727c ; 60 V., c. 49, s. 14.

Pouvoir des
créanciers
d'enchérir en
certains cas.

7555. Dans les quinze jours qui suivent la dernière insertion de l'avis dans la *Gazette officielle de Québec*, tout créancier de la compagnie en liquidation et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu ont le droit d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans l'acte de vente, pourvu que cette surenchère soit d'au moins un dixième de la totalité du prix, et que le surenchérisseur offre en outre à l'acheteur de lui rembourser ses frais et loyaux coûts et lui donne à cet effet caution en la manière ordinaire, ou consigne une somme suffisante pour cet objet, à la discrétion du tribunal ou du juge, sauf à parfaire. S. R. Q., 5727d; 60 V., c. 49, s. 14.

Pouvoir des
autres créan-
ciers de sur-
enchérir.

7556. Tous autres créanciers de la compagnie et toutes autres personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu peuvent également et aux mêmes conditions surenchérir sur la première surenchère et les uns sur les autres, pourvu que cette surenchère subséquente ne soit pas moindre qu'un vingtième du prix d'achat en sus des frais et loyaux coûts. S. R. Q., 5727e; 60 V., c. 49, s. 14.

Pouvoir de
l'acheteur
dans ces cas.

7557. L'acheteur peut néanmoins garder et retenir l'immeuble au prix porté par la dernière surenchère offerte. S. R. Q., 5727f; 60 V., c. 49, s. 14.

SECTION V

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE TRENTE-TROISIÈME

DU CAPIAS AD RESPONDENDUM

(Articles 894 et suivants)

DISPOSITIONS SPÉCIALES

§ 1.—*Du capias ad respondendum contre des personnes résidant à Ontario*

Personnes
d'Ontario ar-
rêtées.

7558. Un bref de *capias ad respondendum* demandé par une personne résidant dans la province d'Ontario, contre une personne résidant dans les limites d'icelle province, ne peut être émis à moins que le demandeur, ou quelque autre personne, outre la déposition sous serment requise par la loi, ne prête serment devant un juge de la Cour supérieure, ou devant tout autre officier autorisé à recevoir tel serment, que le défendeur est sur le point de se retirer dans un pays ou endroit, hors des limites des provinces d'Ontario et de Québec,

et ne possède dans les limites de la province d'Ontario, aucun immeuble qui puisse laisser un espoir probable au demandeur que le montant de sa dette sera payé. S. R. Q., 5728.

§ 2.—*De l'acte d'indemnité lors d'une saisie d'un train de bois*

7559. Le shérif ou l'huissier, avant de procéder à l'exécution d'un bref de saisie-arrêt, de saisie-revendication ou d'exécution contre un train de bois ou du bois de construction, peut exiger du poursuivant un acte d'indemnité avec deux cautions solvables, jugées suffisantes par l'un des juges de la Cour supérieure, portant promesse de lui payer tous dommages et frais résultant de telle saisie. S. R. Q., 5730.

Acted d'indemnité avant la saisie d'un train de bois.

SECTION VI

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE QUARANTE-TROISIÈME

DES POURSUITES HYPOTHÉCAIRES CONTRE LES IMMEUBLES DONT LES PROPRIÉTAIRES SONT INCONNUS OU INCERTAINS

(Articles 1025 et suivants)

DE LA REPRISE DES TERRES ABANDONNÉES DANS LES SEIGNEURIES

7560. Dans la présente section, le mot "seigneur" comprend tout propriétaire de droits seigneuriaux ou de rentes constituées qui les représentent, et le mot "censitaire" toute personne qui est chargée du paiement de ces droits ou rentes. S. R. Q., 5731.

Interprétation.

7561. Si une terre assujettie au paiement des droits seigneuriaux ou des rentes constituées qui les représentent, a été abandonnée et est restée abandonnée pendant vingt ans ou plus, et que les arrérages de droits seigneuriaux ou rentes pour plus de dix ans n'ont pas été payés, le seigneur peut procéder à reprendre cette terre de la manière ci-dessous mentionnée.

Recouvrement par un seigneur de la possession de son bien.

Est censé avoir abandonné sa terre tout censitaire qui a cessé de l'occuper par lui-même ou par sa famille, et qui n'a pas transporté ses droits à la terre, ou qui, les ayant transportés, n'a pas donné au seigneur avis par écrit du transport.

Interprétation.

La possession actuelle de la terre, par quelque personne que ce soit, n'est pas considérée comme équivalant à un avis de ce transport. S. R. Q., 5732.

7562. Un avis est signifié au censitaire, énonçant qu'aux temps et lieu y mentionnés, le seigneur s'adressera à un juge de la Cour supérieure afin de reprendre la terre, ou, si le cen-

Avis à cet effet aux censitaires.

sitaire ne peut être trouvé dans le district, il peut être assigné à comparaître en la manière prescrite par l'article 136 du Code de procédure civile.

Signification d'icelui. L'avis est également signifié à toute personne qui est alors l'occupant de la terre. S. R. Q., 5733.

Délai de signification. **7563.** Le délai qui s'écoule entre la signification de l'avis et le jour auquel la demande est faite, est celui qui est déterminé, pour les causes ordinaires, par l'article 149 du Code de procédure civile, ou celui qui est accordé par l'article 136, selon le cas. S. R. Q., 5734.

Contestation. **7564.** Après que l'avis a été ainsi donné, et aux temps et lieu y mentionnés, le seigneur peut, par une requête énonçant les faits de la cause, et appuyée d'un affidavit et de la production de la preuve écrite de la concession, s'il l'a en sa possession, demander à un juge de la Cour supérieure que la concession soit déclarée nulle, et qu'il soit mis en possession de la terre. S. R. Q., 5735.

Mode de contestation. **7565.** Il n'est pas permis de contester cette requête, si ce n'est par des contre-affidavits produits dans les trois jours qui suivent la présentation de la requête. S. R. Q., 5736.

Jugement sur la requête. **7566.** A l'expiration du délai de trois jours, le juge peut, à sa discrétion, rejeter la requête ou rendre un jugement déclarant la concession nulle, et ordonnant la radiation de tout enregistrement d'icelle, et autorisant le requérant à prendre possession de la terre sans préjudice, dans tous les cas, des droits des créanciers hypothécaires, s'ils payent les droits seigneuriaux ou rentes jusqu'à concurrence de dix années auxquelles le privilège du seigneur s'étend.

Proviso, si la requête est rejetée. Dans le cas où tel jugement rejette la requête, il ne préjudicie pas au seigneur dans le droit qu'il peut avoir par la loi d'intenter une action en la manière ordinaire. S. R. Q., 5737.

Empêchement à la reddition d'un jugement. **7567.** Il n'est pas rendu de jugement, si le censitaire, ou toute personne agissant par lui ou relevant de lui, paye, soit au seigneur ou au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, les droits seigneuriaux ou rentes dus sur la terre, et tous les frais encourus par le seigneur. S. R. Q., 5738.

Mode d'exécuter jugement. **7568.** Si le seigneur est empêché par quelque personne de prendre possession de la terre, sous l'autorité du jugement, il peut demander au protonotaire de la Cour supérieure, et en obtenir un bref de possession pour expulser cette personne, et le mettre en possession, et l'article 611 du Code de procédure civile s'applique à ce bref. S. R. Q., 5739.

7569. Le censitaire peut obtenir la revision du jugement, Revision du
et les articles 1189 jusqu'à 1208, inclusivement, du Code de jugement.
procédure civile s'appliquent à cette revision. S. R. Q., 5740.

7570. Tous documents formant partie des procédures Ce qu'il ad-
adoptées en vertu de la présente section forment partie des vient des do-
archives de la Cour supérieure. S. R. Q., 5741. cuments.

7571. Les frais dans les procédures prises en vertu de la Frais de pro-
présente section sont les mêmes que ceux alloués par le tarif cédures et
de la Cour de circuit pour les causes au-dessus de cent pias- honoraires
tres ; les honoraires des avocats doivent être, s'il n'y a pas de des avocats.
contestation, les mêmes que ceux accordés par ce tarif, dans
le cas où la cause est réglée après l'inscription pour enquête et
audition, mais avant la clôture de l'enquête, et, s'il y a contes-
tation, les mêmes que ceux accordés dans le cas où la cause
est réglée après la production d'un plaidoyer au mérite, mais
avant l'inscription sur le rôle des enquêtes et auditions. S.
R. Q., 5742.

SECTION VII

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE CINQUANTE-DEUXIÈME

PROCÉDURES DEVANT LA COUR DE CIRCUIT

(Articles 1126 et suivants)

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DES ACTIONS POUR RENTES CONSTITUÉES

7572. Les actions pour le recouvrement de rentes consti- Mode d'inten-
tuées représentant les droits seigneuriaux ou pour arrérages ter des ac-
d'icelles, peuvent être intentées par le propriétaire du capital tions et par
de la rente, comme actions purement personnelles contre le qui elles peu-
détenteur du fonds grevé. vent l'être.

Ces actions peuvent être intentées soit devant la Cour de Tribunal où
circuit ou devant la Cour de magistrat, et quant à la juri- elles peuvent
diction du tribunal, la procédure et les frais, elles sont, être inten-
nonobstant les articles 55, 56 et 1130 du Code de pro- tées.
cédure civile, considérées comme des actions purement
personnelles et comme n'ayant aucun rapport à des terres ou
héritages, rentes annuelles, ou autres matières qui peuvent
affecter des droits futurs.

Quel que soit le montant du jugement obtenu dans ces Exécution
actions, il peut, à défaut de meubles suffisants, être exécuté des juge-
après un an de délai par la saisie et la vente de l'immeuble ments.
grevé. S. R. Q., 5743.

SECTION VIII

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LES CHAPITRES SOIXANTIÈME ET
SOIXANTE ET UNIÈME

REVISION DEVANT TROIS JUGES ET APPEL A LA COUR DU BANC DU ROI

*(Articles 1189 et suivants)*DE L'APPEL DES DÉCISIONS DES RECORDERS ET DES COURS DE
RECORDER EN MATIÈRES DE TAXES

7573. Dans toutes les causes ou procédures où l'objet en litige est une ou plusieurs taxes ou cotisations municipales ou scolaires, ou des amendes ou pénalités imposées par un règlement municipal, excédant en tout la somme de cinq cents piastres, ou dans lesquelles il s'agit de l'interprétation d'un contrat représentant une valeur d'au moins cinq cents piastres dans lequel la municipalité est partie, il y a appel de la décision finale de tout recorder ou de toute Cour de recorder à la Cour de revision ou à la Cour du banc du roi.

Montant en litige.

Si le montant en litige n'appert pas à la face des procédures, il peut être établi par affidavit. 57 V., c. 49, s. 1; 9 Ed. VII, c. 72, s. 1.

Manière d'interjeter l'appel.

7574. L'appel est interjeté au moyen d'une inscription, faite devant la Cour du recorder dans les huit jours de la date du jugement ou de la décision et signifiée au greffier de la dite cour dans le même délai; cette signification suspend l'exécution du jugement. 57 V., c. 49, s. 2.

Procédure à la suite de l'inscription.

7575. Aussitôt que l'inscription a été faite, le dossier, une copie du jugement et l'inscription sont transmis à la Cour du banc du roi ou à la Cour de revision, selon qu'il appartient, d'après les dispositions des articles 47 et 53 du Code de procédure civile, puis la cause est ensuite continuée comme une cause ordinaire en appel ou en revision. 57 V., c. 49, s. 3; 9 Ed. VII, c. 72, s. 2.

Comment les témoignages sont pris.

7576. Chaque partie dans une action ou procédure peut, pour les fins de l'appel, faire prendre les témoignages en entier par écrit, au moyen de la sténographie ou autrement, sous la direction de la cour, et ces témoignages forment partie du dossier. 57 V., c. 49, s. 4.

Procédure et plaidoirie devant la Cour du recorder.

7577. Si la procédure de la Cour du recorder ou devant le recorder a commencé par une plainte sommaire pour surcharge de taxes et qu'une déclaration soit faite énonçant qu'il n'y est pas fait droit, le plaignant peut produire une plainte

libellée, et si la procédure a commencé par un bref, le défendeur peut plaider spécialement par écrit. 57 V., c. 49, s. 5.

7578. L'appel régi par la présente section a lieu nonobstant les dispositions contraires de toute loi spéciale. 57 V., c. 49, s. 6. Certaines lois ne s'appliquent pas.

7579. Les articles 7576 et 7577 s'appliquent aux appels réglés par les articles 30, 37, paragraphe a, 41, 88, 89 et 90, du chapitre 139 des Statuts Révisés du Canada, 1906. 57 V., c. 49, s. 7. Application de cette section.

7580. Chaque fois que, par jugement rendu en une suite, cause ou procédure quelconque devant un recorder ou une Cour de recorder, des droits futurs sont affectés, le défendeur peut évoquer la poursuite, cause ou procédure et requérir qu'elle soit portée à la Cour supérieure du même district pour audition et jugement, et, en ce cas, les articles 49 et 1130 du Code de procédure civile s'appliquent. 57 V., c. 49, s. 8; 2 Ed. VII, c. 42, s. 2. Evocation en certains cas, à la Cour supérieure.

SECTION IX

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CHAPITRE SOIXANTE-TREIZIÈME

DES ARBITRAGES EN GÉNÉRAL

(Articles 1431 et suivants)

DE L'EXPROPRIATION

§ 1.—Dispositions déclaratoires

7581. La présente section, qui peut être citée sous le nom de "loi d'expropriation," s'applique dans tous les cas où une personne, compagnie ou corporation ne peut s'entendre avec une autre, au sujet de la valeur ou de l'indemnité à payer pour un terrain qu'elle peut exproprier ou d'un pouvoir qu'elle peut exercer en vertu de quelque loi provinciale ou fédérale, qui n'en règle pas le mode d'expropriation. S. R. Q., 5754a; 54 V., c. 38, s. 1. Citation et application de la loi.

7582. Dans le cas de substitution, le grevé,—dans le cas d'usufruit, l'usufruitier,—dans le cas d'interdiction, le curateur,—dans le cas de tutelle, le tuteur,—dans le cas de biens propres appartenant à la femme commune, et dans le cas de séparation de biens, la femme autorisée par son mari, ou s'il refuse ou est absent, autorisée par le juge,—peut Vente de terrains par tuteurs, etc., autorisée.

Procédures
contre eux
autorisées.

contracter, vendre et transporter de gré à gré, à la personne, compagnie ou corporation qui exproprie, les terrains requis.

Les personnes susdites sont aussi celles contre lesquelles il peut être procédé à l'expropriation et celles qui peuvent recevoir l'indemnité accordée par la sentence arbitrale. S. R. Q., 5754b ; 54 V., c. 38, s. 1.

§ 2.—*De la procédure avant l'arbitrage*

Règlement
des questions
en dispute.

7583. Dans les cas de difficultés entre les parties au sujet d'une expropriation ou de l'exercice d'un pouvoir, les questions qui s'élèvent sont réglées comme suit :

Avis par le
réclamant.

1. Un avis est signifié par le réclamant à la partie adverse contenant :

Son contenu.

a. Une description du terrain qui doit être pris ou des pouvoirs que l'on a l'intention d'exercer relativement à ce terrain, en les désignant ;

b. Une déclaration comportant qu'il est prêt à payer une certaine somme d'argent ou rente, qui est mentionnée, suivant le cas, comme indemnité ou pour dommages ; et

c. Le nom de l'arbitre dans le cas où l'offre n'est pas acceptée.

Certificat qui
doit l'accom-
pagner.

Cet avis doit être accompagné d'un certificat d'un arpenteur juré non intéressé dans l'affaire et qui n'est pas l'arbitre nommé dans l'avis, constatant que l'expropriation du terrain ou le pouvoir demandé est nécessaire à l'entreprise du réclamant, qu'il connaît le terrain demandé, ou les dommages pouvant résulter de l'exercice des pouvoirs requis et que, dans son opinion, la somme offerte est une indemnité suffisante.

Signification
de l'avis.

Tel avis doit être signifié par un huissier de la Cour supérieure.

Publication
de l'avis, si
la partie ad-
verse est ab-
sente du dis-
trict ou du
comté où se
trouve le
témoin.

2. Si l'huissier fait rapport que la partie adverse est absente du district ou du comté où le terrain est situé, ou est inconnue, sur requête adressée à un juge de la Cour supérieure résidant dans le district, ou à un juge d'icelle y exerçant ses fonctions, ou, si ce dernier est partie intéressée, à un juge du district voisin, accompagnée d'un affidavit du requérant, ou d'un affidavit de quelque officier de la compagnie ou de la corporation, si c'est une de ces dernières qui réclame l'expropriation, et attestant que la partie adverse est absente ou inconnue, le juge ordonne que l'avis, (mais sans le certificat), soit inséré trois fois, pendant un mois, en anglais et en français, dans un journal publié dans ce district ou comté, ou dans un journal du district ou comté voisin s'il n'est pas publié de journal dans le premier.

Nomination
d'un curateur
si la partie

3. Si, dans les six semaines qui suivent la première publication de cet avis dans tel journal, la partie adverse n'appar-

rait point, le requérant peut demander au juge qu'un curateur soit nommé à l'absent, en la manière prescrite en pareille circonstance par le Code de procédure civile.

4. Après la nomination du curateur, l'avis mentionné dans le paragraphe 1 du présent article doit être signifié à ce curateur. S. R. Q., 5754c ; 54 V., c. 38, s. 1.

7584. Si, dans les cinq jours de la signification de tel avis à la partie adverse, ou au curateur si elle est absente ou inconnue comme susdit, telle partie adverse, ou son curateur, n'informe point le réclamant que ses offres sont acceptées et ne donne point le nom de son arbitre, alors le procureur général, sur demande à cette fin, nomme un arbitre unique pour déterminer le montant de l'indemnité. S. R. Q., 5754d ; 54 V., c. 38, s. 1.

7585. Si la partie adverse, dans le délai prescrit, a fait connaître le nom de son arbitre et le montant qu'elle réclame comme indemnité, alors l'une ou l'autre des parties peut s'adresser au procureur général, pour lui demander la nomination d'un tiers arbitre.

Cette demande est faite par écrit, dont un avis de dix jours est donné à la partie adverse.

Ce délai de dix jours étant expiré, le procureur général, sur preuve que les formalités ci-dessus prescrites ont été remplies, nomme ce tiers arbitre, qui, avec les deux arbitres déjà nommés, procède à l'arbitrage. S. R. Q., 5754e ; 54 V., c. 38, s. 1.

§ 3.—Des arbitres

7586. 1. Avant de procéder, les arbitres doivent prêter serment, devant un juge de paix du district ou du comté où les terrains sont situés, de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de leur charge.

2. Si l'un des arbitres meurt avant la reddition de la sentence, ou devient inhabile à agir, ou s'il refuse ou néglige d'agir dans un délai raisonnable, les parties sont tenues de nommer un remplaçant, et, sur la demande de l'une des parties, avis préalable d'au moins dix jours francs en ayant été donné à l'autre, le procureur général, s'il est convaincu, par affidavit ou autrement, du décès, de l'incapacité ou du refus d'agir de cet arbitre, nomme un remplaçant, s'il s'agit de celui qu'il a nommé, ou s'il y a refus d'une des parties de nommer un remplaçant, à celui qu'elle a nommé elle-même.

3. Aucune raison d'incapacité ne peut être reçue contre un arbitre nommé par le procureur général après sa nomination. Les objections doivent être faites auparavant, et la validité ou l'invalidité en est déterminée d'une manière sommaire par le procureur général.

Récusation
de l'arbitre
nommé par
partie.

4. Aucune raison d'inhabilité contre un arbitre nommé par la partie ne peut être reçue après la nomination du tiers arbitre. S. R. Q., 5754f; 54 V., c. 38, s. 1.

§ 4.—*De la procédure devant les arbitres*

Nomination
d'un secré-
taire par les
arbitres.

7587. A leur première assemblée, les arbitres ou l'arbitre unique ont le pouvoir de nommer un secrétaire, dont le devoir est de prendre par écrit, toutes les délibérations, lesquelles sont signées par les arbitres à la fin de chaque séance.

Ses émolu-
ments.

Les émoluments de ce secrétaire sont fixés par les arbitres et sont payés ainsi que les effets et choses nécessaires à la tenue de ce tribunal d'arbitrage comme faisant partie des frais d'arbitrage. S. R. Q., 5754g; 54 V., c. 38, s. 1.

Examen des
parties, etc.

7588. Les arbitres, ou une majorité d'entre eux, ou l'arbitre unique, peuvent examiner les parties sous serment ou affirmation solennelle, et ils procèdent à faire l'examen des lieux dans le but de fixer l'indemnité à être accordée. S. R. Q., 5754h; 54 V., c. 38, s. 1.

Temps et lieu
pour procé-
der.

7589. Les arbitres procèdent au temps et au lieu fixés par eux, et dont ils ont donné un avis spécial d'au moins cinq jours aux parties intéressées. S. R. Q., 5754i; 54 V., c. 38, s. 1.

Considé-
ration à pren-
dre par les
arbitres dans
leurs déci-
sions.

7590. En décidant de la valeur ou de l'indemnité à payer, les arbitres sont autorisés à prendre en considération, la plus-value donnée aux terrains dont doit être détachée la partie à exproprier et de compenser la plus-value donnée à ces terrains par les inconvénients, pertes ou dommages résultant de l'expropriation. S. R. Q., 5754j; 54 V., c. 38, s. 1.

Décision des
arbitres.

7591. Les arbitres, après avoir examiné et évalué le terrain ou pris en considération le pouvoir requis et avoir entendu les parties et leurs témoins, sous serment administré par eux, donnent leur décision au moyen d'un certificat. Cette décision est finale. S. R. Q., 5754k; 54 V., c. 38, s. 1.

Défauts de
forme n'annu-
lent pas la
sentence.

7592. Aucun défaut de forme ne rend la sentence arbitrale nulle, si toutes les prescriptions essentielles de la loi ont été remplies, et si la sentence arbitrale établit d'une manière précise le montant adjugé, et les terrains, droits ou choses dont ce montant est l'indemnité.

Ce qui n'est
pas néces-
saire dans la
sentence.

Il n'est pas nécessaire que la personne à laquelle la somme doit être payée soit nommée dans la sentence arbitrale. S. R. Q., 5754l; 54 V., c. 38, s. 1.

7593. Le secrétaire des arbitres doit transmettre au pro-Transmission
tonotaire, les minutes des délibérations, ainsi que le certificat des délibéra-
comportant la sentence arbitrale, et, si le terrain exproprié se tions, etc.,
trouve situé dans deux districts, au protonotaire de l'un de la Cour sup.
ces districts. S. R. Q., 5754m; 54 V., c. 38, s. 1.

7594. Les arbitres peuvent désigner quelle partie doit Adjudication
payer les frais d'arbitrage. des frais.

Ils adjugent aussi sur le montant de l'honoraire de chaque Des honorai-
arbitre, ce montant ne devant pas dépasser cinq piastres par res des arbi-
chaque jour où ils ont procédé au moins pendant sept heures tres.
durant. S. R. Q., 5754n; 54 V., c. 38, s. 1.

§ 5.—De la prise de possession après la sentence arbitrale

7595. Sur le paiement ou l'offre légale de l'indemnité ou Effet du paie-
de la rente annuelle adjugée à la partie qui y a droit, ou ment ou de
sur le dépôt, en cour, du montant de cette indemnité en la l'offre légale
manière ci-dessus mentionnée, la sentence arbitrale donne à de son dépôt
la partie en faveur de laquelle elle a été rendue, le pouvoir en cour.
de prendre possession immédiate des terrains, et d'exercer
les droits ou de faire les choses pour lesquelles l'indemnité
ou la rente annuelle a été accordée.

Si quelque résistance ou opposition est faite à la prise de Résistance à
possession de tels terrains ou à l'exercice de tels droits, le la prise de
juge peut, sur preuve satisfaisante de la sentence arbitrale, possession et
adresser son mandat au shérif du district ou à un huissier, mandat du
suivant qu'il le trouve convenable, pour mettre en possession juge dans ce
la partie qui y a droit et pour faire cesser toute résistance ou cas.
opposition,—ce que doit faire le shérif ou l'huissier, en prenant
avec lui l'assistance suffisante.

Le juge ne doit accorder ce mandat, que lorsqu'un avis du Quand le
temps et du lieu auxquels la demande lui en est faite, a été mandat peut
signifié dix jours d'avance au propriétaire du terrain, au être accordé.
curateur s'il est absent, ou à la personne ayant droit d'en
passer titre translatif, ou ayant un intérêt dans le terrain à
exproprier. S. R. Q., 5754o; 54 V., c. 38, s. 1.

7596. Un cautionnement doit être donné par un dépôt, Cautionne-
dans une banque constituée en corporation désignée par le ment par
juge, d'une somme suffisante à sa discrétion, pour défrayer le dépôt, pour
l'indemnité accordée et tous les frais de procédure sur l'inci- défrayer in-
dent. S. R. Q., 5754p; 54 V., c. 38, s. 1. demnité et
frais.

7597. La requête, le mandat de possession, le certi-Documents,
ficat de dépôt ci-dessus mentionné et tous autres documents etc., restent
se rapportant à telle procédure incidente, doivent rester dans dans les ar-
chives de la
cour.

les archives de la Cour supérieure du district où telle procédure est faite, et un registre spécial de telle procédure est tenu par le protonotaire.

Ordre du juge
nécessaire
pour rem-
boursement
du dépôt.

Nulle partie du dépôt ou de l'intérêt qui en provient ne doit être remboursée ou payée à la partie, ni payée au propriétaire du terrain, sans un ordre du juge, qui est autorisé à l'émettre. S. R. Q., 5754q ; 54 V., c. 38, s. 1.

§ 6.—*Du défaut de payer l'indemnité accordée par la sentence arbitrale*

Recours des
propriétaires
non payés
après la sen-
tence arbi-
trale.

7598. Tout propriétaire qui n'est pas payé intégralement, en capital, intérêts et frais, du montant qui lui est accordé par la sentence arbitrale, dans deux mois de la reddition de cette sentence, peut exercer son recours contre la personne, compagnie ou corporation, pour recouvrer la propriété et la possession de son terrain ou de son droit, par action civile ordinaire dans laquelle il peut demander les dommages que de droit. S. R. Q., 5754r ; 54 V., c. 38, s. 1

§ 7.—*De la ratification de titre*

Dépôt de
l'indemnité
s'il y a crainte
de réclama-
tions hypo-
thécaires.

7599. 1. Si la partie qui procède en expropriation a raison de craindre les réclamations hypothécaires, ou a d'autres raisons, il lui est loisible de déposer l'indemnité entre les mains du protonotaire du district où les terrains à exproprier sont situés avec l'intérêt pour six mois, avec une copie de la sentence arbitrale.

Considéra-
tion de la
sentence ar-
bitrale.

2. La sentence arbitrale est ensuite considérée comme le titre aux terrains y mentionnés, et des procédures sont prises pour obtenir la ratification du titre, de la même manière que dans les autres cas de ratification de titre.

Effet du juge-
ment en rati-
fication de
titre.

3. Le jugement en ratification de titre éteint à jamais toutes réclamations contre les terrains y compris le douaire non ouvert, aussi bien que les hypothèques et charges dont ils pourraient être grevés.

Distribution
de l'indem-
nité, etc.

4. Le tribunal doit décerner tel ordre pour la distribution, le paiement ou le placement de l'indemnité, et pour assurer les droits de toutes les parties intéressées, qu'il croit convenable d'après la justice et l'équité.

Frais de pro-
cédure.

5. Les frais de procédure sont payés par la partie que le tribunal désigne.

Si jugement
est obtenu en
moins de six
mois après
dépôt.

6. Si le jugement en ratification de titre est obtenu en moins de six mois après le dépôt de l'indemnité entre les mains du protonotaire, le tribunal ordonne qu'une part proportionnelle des intérêts soit restituée à la partie dépositaire.

Si jugement
n'est rendu

Si le jugement n'est rendu qu'après les six mois, le tribunal doit ordonner qu'une somme additionnelle, selon qu'il croit

juste, soit déposée pour rencontrer le montant de l'intérêt, qu'après les
S. R. Q., 5754s ; 54 V., c. 38, s. 1. six mois.

SECTION X

DISPOSITIONS EN RAPPORT AVEC LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE
GÉNÉRALEMENT

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

§ 1.—*Des huissiers*

I.—LEUR ADMISSION

7600. Nulle personne ne peut être admise comme huis- Admission
sier de la Cour supérieure et immatriculée comme tel à moins des huissiers.
que, à l'époque de son admission, il puisse écrire suffisamment
l'orthographe de la langue française et de la langue anglaise.

Toute requête adressée à ce tribunal à l'effet de faire rece- Requête à
voir le requérant au nombre des huissiers de la Cour supé- cet effet.
rieure, doit être renvoyée au protonotaire pour le district
auquel elle se rattache, lequel examine l'aspirant et fait
rapport au tribunal de ses qualités, tant de celles exigées par la
présente section que par la loi ; et telle requête ne doit pas être
accordée si le rapport du protonotaire ne constate que le
requérant peut écrire suffisamment l'orthographe ci-dessus
mentionné. S. R. Q., 5744.

7601. Sur chaque examen le protonotaire reçoit du Honoraire du
requérant la somme de quatre piastres, laquelle comprend le proto-
notaire.
notaire. S. R. Q., 5745.

7602. Le tribunal a toujours le pouvoir discrétionnaire Pouvoir du
de rejeter telle requête, même au cas où le requérant possé- tribunal.
derait les qualités mentionnées ci-dessus. S. R. Q., 5746.

7603. Le district de Gaspé n'est point soumis à l'opéra- Exception
tion des articles 7600, 7601 et 7602. S. R. Q., 5747. quant à
Gaspé.

II.—LEUR CAUTIONNEMENT

7604. Toute personne nommée huissier de la Cour supé- Cautionne
rieure doit, avant d'entrer en fonction, donner un cautionne- ment de
ment de quatre cents piastres conformément à la section l'huissier.
cinquième du chapitre cinquième du titre troisième des pré-
sents Statuts refondus, relative aux cautionnements des offi-
ciers publics (articles 609-637).

Le cautionnement ainsi donné par l'huissier est une garan- Son effet.
tie au montant de la somme portée en icelui pour les dom-

mages que pourrait souffrir toute personne ou partie par sa négligence coupable ou sa malversation. S. R. Q., 5748.

III.—CAUTIONNEMENT DES HUISSIERS DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Garantie de fidélité par la corporation des huissiers de Montréal. **7605.** La corporation des huissiers du district de Montréal est chargée de garantir elle-même jusqu'au montant de quatre cents piastres, pour chacun de ses membres, leur fidélité dans l'exécution de leurs devoirs et de leurs obligations.

Dépôt à cette fin. A cette fin, la corporation est tenue de déposer entre les mains du trésorier de la province, une garantie jusqu'au montant de dix mille piastres. S. R. Q., 5748a ; 53 V., c. 48, s. 1.

Police d'assurance en garantie de ce dépôt. **7606.** Pour assurer le dépôt du montant mentionné dans l'article 7605, la corporation des huissiers du district de Montréal, doit remettre au trésorier de la province une police de la *London Guarantee Company*, ou de toute autre compagnie approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour un montant de vingt mille piastres.

Diminution d'icelle après certains versements. Cette police est diminuée de dix mille piastres lorsque la corporation a versé une somme de cinq mille piastres entre les mains du dit trésorier et devient éteinte lorsque les dernières cinq mille piastres sont ainsi versées.

Montant de chaque versement. Ce montant de dix mille piastres est versé entre les mains du trésorier de la province, par paiements de cinq cents piastres, le premier décembre de chaque année, à partir du premier décembre 1890. 53 V., c. 48, s. 2.

IV.—LEURS DEVOIRS

Devoirs des huissiers comme huissiers de la C. C. **7607.** Les huissiers de la Cour supérieure nommés pour un district quelconque, sont aussi, sans autre nomination, huissiers et officiers de la Cour de circuit pour le même district, et sont soumis à la Cour de circuit à raison de leurs charges, et le cautionnement donné par eux s'étend à tous leurs actes ou omissions comme huissiers de la Cour de circuit et s'y appliquent aussi complètement qu'à leurs actes ou omissions comme huissiers de la Cour supérieure. S. R. Q., 5749.

Ils peuvent agir dans les limites du district pour lequel ils sont nommés. **7608.** Les huissiers de la Cour supérieure peuvent agir en cette qualité, dans les limites du district pour lequel ils ont été nommés, et dans les autres districts dans les cas prévus par la loi, pour signifier et mettre à exécution tous les brefs, ordres et procédures qui émanent tant de la Cour supérieure

que de la Cour de circuit et des autres tribunaux en cette province, et qui peuvent être légalement adressés à un huissier. S. R. Q., 5750.

V.—LEUR DESTITUTION

7609. Les huissiers peuvent être destitués par la Cour supérieure ou par tout juge d'icelle, ou par la Cour de circuit. S. R. Q., 5751.

VI.—PÉNALITÉS

7610. Tout huissier qui néglige ou refuse d'exécuter un bref d'assignation ou d'exécution, émané de la Cour de circuit dans un district autre que celui pour lequel il est nommé huissier, et qui lui a été confié, ou qui n'exécute pas ou ne rapporte pas convenablement tel bref d'assignation ou d'exécution, est passible de dommages à l'instance du demandeur ou autre personne intéressée, pour toute perte ou dommage résultant de cette négligence ou de ce refus, ou de l'exécution ou du rapport irrégulier de tel bref, et le cautionnement de cet huissier s'étend et s'applique à ces dommages comme dans les autres cas, conformément à la loi. S. R. Q., 5752.

7611. Tout huissier auquel il a été adressé un bref d'exécution émané de la Cour de circuit dans un district autre que celui pour lequel il a été nommé, et qui a prélevé le montant de ce bref ou quelque partie d'icelui, est tenu responsable du paiement de ce qu'il a ainsi prélevé au saisissant, ou à la cour d'où le bref a émané, et peut être contraint par corps d'effectuer ce paiement suivant le cours ordinaire de la loi, et par ordre de la Cour de circuit au lieu où tel bref d'exécution a émané. S. R. Q., 5753.

7612. Si un huissier, sous le prétexte de mettre à exécution un ordre d'un tribunal, se rend coupable d'extorsion ou de malversation, ou s'il ne paye pas les deniers qu'il a prélevés ou reçus, ou s'il n'en rend pas un compte fidèle, la Cour supérieure, ou la Cour de circuit, peut s'en enquérir d'une manière sommaire si la partie lésée juge à propos de porter plainte devant elle ; et tel tribunal peut, à cet effet, assigner toutes les parties nécessaires et les obliger à comparaître, et donner tel ordre pour le remboursement à la partie lésée de toute somme extorquée ou pour le paiement de deniers ainsi prélevés ou reçus, avec les frais que le tribunal croit à propos d'accorder, et si tel huissier ne paye pas immédiatement la somme qu'il a eu l'ordre de payer, le juge peut le faire incarcérer dans la prison commune du district où il est détenu jusqu'à parfait paiement. S. R. Q., 5754.

§ 2.—*De la conciliation*

Conciliation
obligatoire
dans certai-
nes actions
de \$25 ou
moins.

7613. Dans les localités où il n'existe pas de cour des commissaires, et en matière purement personnelle et mobilière, et lorsque le montant réclamé n'excède pas vingt-cinq piastres, aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, n'est reçue devant les tribunaux de première instance, à moins que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant l'un des conciliateurs visés par le présent paragraphe ou que les parties n'aient volontairement comparu devant lui. 62 V., c. 54, s. 1; 5 Ed. VII, c. 31, s. 1.

Nomination
de concilia-
teurs par le
conseil muni-
cipal.

7614. Dans chaque municipalité, le conseil local peut en tout temps désigner par résolution un ou plusieurs citoyens de l'endroit pour remplir les fonctions de conciliateurs en vertu du présent paragraphe.

Serment des
conciliateurs,
etc.

Tels conciliateurs ainsi nommés, s'ils acceptent la charge, prêtent serment d'office et sont à tous égards considérés comme officiers municipaux en vertu et selon les exigences du Code municipal. 62 V., c. 54, s. 2.

Personnes
qui de droit
sont concilia-
teurs.

7615. 1. Outre ces conciliateurs officiels, sont de droit conciliateurs dans chaque municipalité locale :

a. Les curés catholiques romains ; pourvu que personne ne puisse être cité à comparaître devant un de ces conciliateurs, s'il n'est pas de sa dénomination religieuse ;

b. Les juges de paix ;

c. Le maire de la municipalité.

2. Doivent agir comme conciliateurs lorsque requis, les conciliateurs officiels qui se sont fait assermenter, tant qu'ils occupent leur charge, les juges de paix et les maires. 62 V., c. 54, s. 3.

Demandes
non sujettes
aux prélimi-
naires de la
conciliation.

7616. Sont dispensées du préliminaire de la conciliation :

1. Les demandes qui concernent les corporations municipales, les commissaires ou syndics d'écoles, les fabriques, les mineurs, les interdits, les curateurs aux successions vacantes ;

2. Les demandes qui requièrent célérité ou sont accompagnées de mesures provisionnelles ;

3. Les demandes en intervention ou en garantie ;

4. Les demandes basées sur des billets, bons ou reconnaissances écrites, ou en matières de commerce en général ;

5. Les demandes de mainlevée de saisie, les oppositions, les demandes de paiement de loyers, fermages ou arrérages de rentes ou pensions ; celles en exécution d'un jugement ;

6. Les demandes dans lesquelles les parties intéressées n'ont pas leur domicile dans les limites d'une même municipalité ;

7. Les demandes formées contre plus de deux parties, encore qu'elles aient le même intérêt ;

8. Les demandes en faux ; les saisies-arrêts ; et en général les saisies-exécution. 62 V., c. 54, s. 4.

7617. Le défendeur qui a failli de comparaître devant le conciliateur, est, à moins de raisons valables, passible de tous les frais de la poursuite qui peut être subséquemment intentée contre lui, même si le demandeur est débouté de son action. 62 V., c. 54, s. 5.

7618. Sauf les dispositions ci-dessus, le défendeur est cité devant l'un des conciliateurs de sa localité, au moyen d'un simple billet d'avertissement énonçant sommairement l'objet de la conciliation, suivant la formule A.

Quand un territoire a été détaché d'une municipalité rurale pour être érigé en municipalité de village ou de ville, les conciliateurs de la municipalité du village ou de la ville ont juridiction sur la municipalité rurale, concurremment avec les conciliateurs de cette dernière municipalité. 62 V., c. 54, s. 6.

7619. La citation en conciliation interrompt la prescription et fait courir les intérêts, pourvu que la demande soit formée dans un mois à dater du jour de la non-comparution ou de la non-conciliation. 62 V., c. 54, s. 7.

7620. La signification du billet d'avertissement est faite à la diligence du demandeur, par toute personne lettrée et habile à témoigner devant une cour de justice.

Cette signification se fait entre sept heures du matin et neuf heures du soir, même les jours fériés, en fournissant un double ou une copie du billet d'avertissement à la personne à laquelle il est adressé, soit en lui en laissant tel double ou copie à elle-même, ou à un membre raisonnable de sa famille, ou à l'un de ses employés à sa place d'affaires. 62 V., c. 54, s. 8.

7621. L'affirmation sous serment de la personne qui a signifié ce billet, tient lieu de certificat de signification ; cette

affirmation n'est requise que dans le cas de contestation ultérieure sur le fait même de telle signification. 62 V., c. 54, s. 9.

Délai de citation.

7622. Le délai de la citation est de trois jours au moins. 62 V., c. 54, s. 10.

Comparution devant le conciliateur en personne ou par procureur.

7623. Au jour et à l'heure indiqués, ou en tout temps si c'est de consentement mutuel, les parties comparaissent en personne, ou par un fondé de pouvoir, devant le conciliateur qui a signé le billet, ou devant tout autre conciliateur qui peut alors être présent.

L'acte de procuration peut être sous seing privé. 62 V., c. 54, s. 11.

Procès-verbal, si les intéressés s'accordent.

7624. Si le conciliateur réussit à mettre les intéressés d'accord, il doit dresser procès-verbal de l'arrangement, suivant la formule B.

Procès-verbal double.

Ce procès-verbal est fait en double, dont l'un est laissé à chaque partie, et doit, autant que possible, être signé par elle.

Procès-verbal si les intéressés ne s'accordent pas, etc.
Dépôt de ce procès-verbal, etc.

Dans le cas de non-conciliation, soit par faute d'entente ou par absence de l'une des parties, il est également dressé procès-verbal suivant la formule C.

Ce procès-verbal est déposé au bureau du secrétaire-trésorier du conseil pour en être livré un double, au besoin. 62 V., c. 54, s. 12.

Déclarations des parties, privilégiées.

7625. Toutes les déclarations des parties devant le conciliateur sont de nature privilégiée; elles ne peuvent servir de preuve au litige si la tentative de conciliation est suivie de procès. 62 V., c. 54, s. 13.

Pouvoir du conciliateur d'assermenter témoins, etc.

7626. Le conciliateur devant lequel une affaire est portée, soit par comparution volontaire des parties, soit par suite d'un billet d'avertissement, a le pouvoir d'assermenter toute personne dont le témoignage lui paraît nécessaire et qui consent à témoigner devant lui. 62 V., c. 54, s. 14.

Application du présent paragraphe.

7627. Le présent paragraphe ne recoit aucune application dans les cités et villes constituées en corporation par charte spéciale, ni dans les autres localités qui ne sont pas régies par le Code municipal. 62 V., c. 54, s. 15.

Devoir du conciliateur de notifier ses

7628. Chaque fois qu'un conciliateur a agi comme tel, il doit en informer, sous les pénalités imposées par l'article

9 du Code municipal, le secrétaire-trésorier du conseil municipal, qui en prend note dans ses archives, de manière à pouvoir, sous les mêmes peines, fournir au besoin, des statistiques sur le fonctionnement du présent paragraphe. 62V., c. 54, s. 16.

7629. Les services rendus par les conciliateurs en vertu du présent paragraphe sont gratuits. 62 V., c. 54, s. 17.

Gratuité des
services des
conciliateurs.

FORMULES

A.—(*Article 7618*)

Billet d'avertissement

LOI CONCERNANT LA CONCILIATION

Municipalité de _____, comté de _____

A (*noms, occupation et domicile du débiteur*) _____ ;

M. (*noms, occupation et domicile du créancier*) réclamant de vous une somme de (*montant*) pour (*base de la réclamation*), et voulant éviter les inconvénients d'une poursuite, m'a prié d'agir comme conciliateur entre vous. Vous êtes donc invité à comparaître devant moi ou tout autre conciliateur qui pourra être présent à ma résidence, à _____ heures _____, le _____ 19 _____.

Fait en double à _____, ce _____, 19 _____.

C. D.

Conciliateur.

62 V., c. 54, formule A.

B.—(*Article 7624*)*Procès-verbal d'arrangement*

LOI CONCERNANT LA CONCILIATION

Les présentes sont pour attester que (*noms et description des parties*) ont ce jour comparu devant moi et qu'ils ont mis fin à leur différend comme suit : (*énoncer la nature de l'arrangement.*)

En conséquence j'ai dressé le présent procès-verbal et l'ai signé. Les parties ont aussi signé, lecture faite.

Fait en double à _____, ce _____, 19 ____.

C. D.

Conciliateur.

62 V., c. 54, formule B.

C.—(*Article 7624*)*Procès-verbal dans le cas de non-conciliation*

LOI CONCERNANT LA CONCILIATION

Les présentes sont pour attester que (*noms et description des parties*) appelés devant moi en conciliation, n'ont pu être mis d'accord (*mentionner ici si l'une ou l'autre des parties n'a pas comparu.*)

En conséquence, j'ai dressé le présent procès-verbal et l'ai signé.

Fait en double à _____, ce _____, 19 ____.

C. D.

Conciliateur.

62 V., c. 54, formule C.

CHAPITRE TROISIÈME

DES MATIÈRES EN RAPPORT AVEC LE CODE MUNICIPAL

DE LA MANIÈRE D'ATELER LES CHEVAUX SUR LES VOITURES D'HIVER
ET DES CONTRAVENTIONS

7630. 1. Il ne peut être fait usage dans les comtés de Mode d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver dans certains comtés. Huntingdon, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Napier, St-Jean, Missisquoi, Ottawa, Pontiac, Iberville, Shefford, Brome, Stanstead, Compton, Argenteuil, Vaudreuil, Richmond, Drummond, Wolfe et Sherbrooke, de voitures d'hiver sur aucun des chemins publics à moins que les chevaux ou autres bêtes de trait, lorsqu'ils ne sont pas attelés de front, ne soient attelés de manière à ce que le patin gauche des voitures suive la trace de tels chevaux ou autres bêtes de trait, ni à moins que la voiture n'ait une largeur de quarante-deux pouces au moins entre les deux faces extérieures des patins, quant aux voitures faites après le 10 septembre 1888.

2. Dans tous les comtés ci-dessus mentionnés, ainsi que Prohibition de certaines voitures dans certains comtés. dans ceux qui sont ou qui seront à l'avenir soumis aux dispositions du présent article, soit par les lois municipales ou autrement, il n'est permis à aucune personne de se servir et de faire usage de voitures d'hiver autres que celles dont il y est fait mention.

3. Les municipalités de Ham-Nord, Wolfestown, Saint-Fortunat de Wolfestown, Disraëli, Garthby et Stratford, Municipalités exemptées. dans le comté de Wolfe, peuvent toutefois être exemptées de l'effet du présent article, par résolution du conseil de comté, et ces municipalités peuvent y être soumises de nouveau par la même autorité et de la même manière.

4. Le conseil de comté et tout conseil local du comté d'Arthabaska, Voitures dans le comté d'Arthabaska, etc. peuvent, par règlement, pourvoir aux chemins d'hiver, aux voitures dont on doit y faire usage et à la manière dont les chevaux, ou autres bêtes de trait, doivent être attelés, dans leurs municipalités respectives. S. R. Q., 5766.

7631. Dans les rencontres, les conducteurs doivent conduire leurs chevaux ou autres bêtes de trait, du côté droit de manière à ce qu'il n'y ait qu'un patin de la voiture qui soit sur la trace battue. Devoir des conducteurs dans les rencontres. S. R. Q., 5767.

7632. Tout contrevenant aux dispositions du présent chapitre encourt pour chaque offense, une amende d'une piastre lorsqu'il en a été trouvé coupable devant un juge Pénalités en cas de contravention.

de paix du district où l'offense a été commise, sur le serment d'un témoin digne de foi autre que le dénonciateur ; et si cette amende n'est pas immédiatement payée avec les frais de poursuite, ce juge de paix peut en faire prélever le montant par saisie et vente des biens et effets du contrevenant par mandat sous son seing, ou faire loger le contrevenant dans la prison commune du district pendant un temps n'excédant pas huit jours. S. R. Q., 5768.

Emploi des
pénalités.

7633. Les amendes recouvrées en vertu du présent chapitre, sont versées entre les mains du secrétaire-trésorier de la municipalité locale dans laquelle la condamnation a été prononcée pour faire partie des fonds de cette municipalité. S. R. Q., 5769.
